



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

43<sup>e</sup> LÉGISLATURE, 2<sup>e</sup> SESSION

---

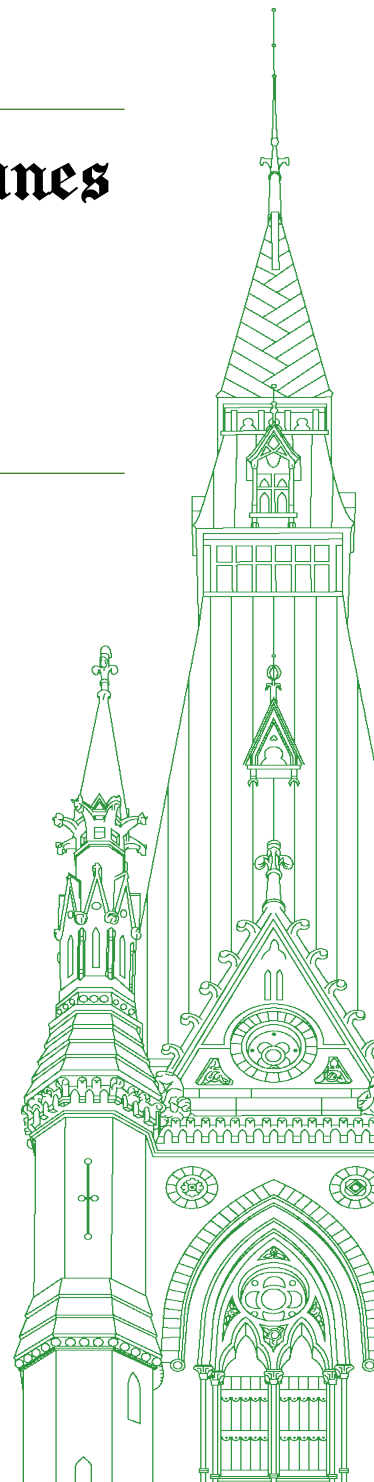
# Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel  
(Hansard)

Volume 150 N° 006  
Le mercredi 30 septembre 2020

---

Présidence de l'honorable Anthony Rota



## **TABLE DES MATIÈRES**

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

## CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 30 septembre 2020

La séance est ouverte à 14 heures.

---

*Prière*

---

• (1405)

[Français]

**Le Président:** Comme c'est mercredi, nous allons maintenant chanter l'hymne national, qui sera entonné par l'honorable député de Louis-Saint-Laurent.

[*Les députés chantent l'hymne national.*]

---

### DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

#### LES AFFAIRES AUTOCHTONES

**M. Paul Manly (Nanaimo—Ladysmith, PV):** Monsieur le Président, c'est aujourd'hui la Journée du chandail orange, au cours de laquelle nous honorons la mémoire des survivants de pensionnats et sommes témoins de leur cheminement vers la guérison. Il est important de reconnaître les torts immenses que les politiques et les gouvernements canadiens ont causés en cherchant à détruire les cultures, les langues et les modes de vie des peuples autochtones.

Une véritable réconciliation doit s'accompagner de gestes concrets. Le saumon rouge n'est pas qu'une espèce emblématique de la côte ouest du Canada, mais aussi un moyen de subsistance pour les Premières Nations côtières et un élément clé de leur culture et de leurs traditions. Pour en arriver à une véritable réconciliation, nous devons protéger le saumon sauvage; cependant, cette année, les stocks sont à leur niveau le plus bas jamais enregistré.

Aujourd'hui est aussi la date limite pour mettre en œuvre la recommandation 19 du rapport de la Commission Cohen. Malgré des preuves accablantes des risques que pose l'élevage du saumon dans des parcs en filet pour le saumon sauvage en migration, le gouvernement n'a pas fermé ces piscicultures. Il est temps que le gouvernement agisse pour protéger le saumon sauvage en Colombie-Britannique.

\* \* \*

#### LE GROUPE INTERPARLEMENTAIRE POUR LUTTER CONTRE L'ANTISÉMITISME EN LIGNE

**M. Anthony Housefather (Mont-Royal, Lib.):** Monsieur le Président, lundi dernier, c'était le Yom Kippour, le jour le plus sacré du calendrier juif. En ce début de la nouvelle année juive, on signale partout dans le monde une augmentation inquiétante des incidents antisémites, et la majorité d'entre eux se trament en ligne.

Nous devons trouver de meilleurs moyens de lutter contre les propos haineux en ligne.

C'est dans ce contexte que nous avons mis sur pied le Groupe interparlementaire pour lutter contre l'antisémitisme en ligne. Le député de Charleswood—St. James—Assiniboia—Headingley et moi avons joint les rangs de ce groupe bipartisan de députés des assemblées législatives de l'Australie, d'Israël, du Royaume-Uni et des États-Unis qui s'affaire à débusquer l'antisémitisme en ligne.

Les objectifs du groupe sont de responsabiliser les médias sociaux quant au contenu qu'ils publient, d'adopter et de publier des politiques transparentes concernant la tenue de propos haineux, de sensibiliser les gens à l'antisémitisme dans les médias sociaux et de souligner le fait que la lutte contre l'antisémitisme et d'autres manifestations haineuses procède d'un consensus non partisan auquel souscrivent le Canada et d'autres pays démocratiques.

Au cours des travaux qui nous attendent, j'espère voir une collaboration des députés de tous les partis relativement à cette question de la plus haute importance.

\* \* \*

[Français]

#### LES PLÉIADES 2020

**L'hon. Steven Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC):** Monsieur le Président, ce n'est pas la pandémie qui va empêcher la dynamique Chambre de commerce de Lévis de souligner les remarquables réussites des entreprises de chez nous. Plus de 1000 personnes ont participé au gala virtuel des Pléiades 2020, diffusé des studios du Groupe Satir.

Je dis bravo à toute l'équipe de Sinox Concept pour la Grande Distinction Desjardins ainsi qu'à MTI Canada et au Groupe d'Anjou. De plus, je lève mon chapeau à l'école Marcelle-Mallet, à Enviro Confort, à Clean International, à Newtec Électricité, à Village Aventuria, à Métal Bernard, à Teknion Roy & Breton, à Parikart, à St-Joseph Design d'espaces, à Sport Expert/Atmosphère Lévis, et à M. Bubble, lauréat du Prix Coup de cœur du public.

Enfin, je dis bravo à notre talentueux danseur, chorégraphe et entrepreneur Nicolas Bégin, qui s'est mérité le Prix de la Personnalité d'affaires de l'année, grâce au phénomène mondial *Hit the Floor*.

Je rappelle à la Chambre que nos chefs et leurs entreprises sont au cœur de notre richesse collective. C'est la raison pour laquelle nous voulons leur dire merci.

*Déclarations de députés*

● (1410)

[Traduction]

**LA FONDATION DE BIENFAISANCE OUR GLOBAL VILLAGE**

**M. Sukh Dhaliwal (Surrey—Newton, Lib.):** Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour saluer le travail remarquable de la fondation de bienfaisance Our Global Village et des femmes de cette organisation bénévole, qui est au service de Surrey depuis sept ans. Elles se sont, une fois de plus, montrées à la hauteur de la situation en venant en aide à la collectivité lorsque la pandémie de COVID-19 a frappé le monde entier.

Depuis avril, des bénévoles dévouées ont confectionné plus de 17 000 masques pour les enfants et les adultes. Ces masques ont été distribués à des organismes sans but lucratif, aux travailleurs des secteurs jugés essentiels et à la population en général. Alors que nous étions aux prises avec une pénurie d'équipement de protection individuelle, ces femmes extraordinaires ont répondu à l'appel et ont contribué à nos efforts pour aplatir la courbe.

Je tiens à souligner l'initiative de Meera Gill et à la remercier de tout le travail qu'elle et sa merveilleuse équipe ont accompli.

\* \* \*

[Français]

**JOYCE ECHAQUAN**

**M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ):** Monsieur le Président, Joyce Echaquan, de Manawan, est morte à l'hôpital, victime de maltraitance, victime de racisme.

Je serai clair: sans ce mépris raciste, peut-être Joyce Echaquan serait-telle encore vivante. Le Bloc québécois offre ses modestes, mais sincères condoléances à sa famille, à la communauté de Manawan comme à la nation atikamekw.

Mme Echaquan s'est rendue à l'hôpital pour recevoir de l'aide; elle y a reçu du mépris. Ce n'est pas une question de champ de compétence. Ma réaction de dégoût n'a rien de politique. Ma réaction s'indigne du reflet odieux d'un miroir sur plusieurs d'entre nous et dont nous portons tous la honte.

Il faut prendre acte d'une terrible réalité. Lorsque l'infirmière a voulu cracher son mépris, c'est à l'identité autochtone de la patiente qu'elle s'en est prise, dans une institution publique, sous notre responsabilité collective.

Il est fini le temps des rapports, des symboles et des phrases d'une sincérité incertaine. Nous devons demander, d'égal à égal, comment les nations autochtones souhaitent, elles, être traitées dans le respect de qui elles sont. D'abord, cependant, justice pour Joyce Echaquan.

\* \* \*

**BROSSARD—SAINT-LAMBERT**

**Mme Alexandra Mendès (Brossard—Saint-Lambert, Lib.):** Monsieur le Président, la pandémie qui nous assomme depuis le début de l'année nous a demandé, à toutes et à tous, des efforts surhumains.

Aujourd'hui, je tiens à souligner et à remercier tous les organismes et tous les bénévoles qui s'activent dans Brossard—Saint-Lambert pour venir en aide à ceux qui sont les plus touchés par la pandémie.

Je pense notamment à Mission Nouvelle Génération, au Centre communautaire islamique, à la Maison Desaulniers, à la communauté sikhe de la Rive-Sud, à la fondation d'entraide Les Cuisines de l'Amitié et à la Maison internationale de la Rive-Sud. Tous ont continué à offrir des services et des ressources en personne et à distance. Malgré les défis opérationnels et l'augmentation des demandes d'aide de plus en plus importantes, ces organismes ont su répondre à l'appel et s'adapter à cette nouvelle réalité.

Finalement, à tous les citoyens et citoyennes engagés à prendre les mesures de santé et de sécurité au sérieux, je dis un énorme merci.

[Traduction]

Ensemble, nous traverserons cette période difficile.

\* \* \*

**LES PETITES ENTREPRISES**

**M. Pat Kelly (Calgary Rocky Ridge, PCC):** Monsieur le Président, les petites entreprises ont été dévastées par la pandémie de la COVID-19. Même avant la pandémie, nombre d'entre elles croulaient déjà sous le poids d'une économie stagnante, de nouvelles taxes plus élevées et de coûts sans cesse croissants. Aujourd'hui, certaines entreprises ont été contraintes de fermer leurs portes pour de bon, tandis que d'autres qui avaient fermé temporairement au printemps dernier ont rouvert, malgré des coûts plus élevés et moins de clients.

Les propriétaires, les employés et les clients des petites entreprises sont nos amis et nos voisins. Leurs commerces et leurs restaurants, ainsi que leurs services personnels, professionnels et contractuels, sont le moteur de nos collectivités et l'épine dorsale de l'économie nationale. Malheureusement, de nombreuses petites entreprises ont été obligées de licencier des employés, alors que les propriétaires épuisent leurs économies et s'embourbent dans la dette face à un avenir incertain.

De nombreuses petites entreprises ont été laissées pour compte par le gouvernement fédéral. Elles ont été oubliées dans le cadre de programmes mal conçus et que le gouvernement n'a pas su corriger. Les conservateurs, eux, appuient les petites entreprises; il est temps que le gouvernement fasse de même.

\* \* \*

**LE SOUTIEN COMMUNAUTAIRE**

**M. Patrick Weiler (West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country, Lib.):** Monsieur le Président, quand la pandémie s'est répandue au Canada, le centre d'activité pour aînés de West Vancouver, avec le concours de bénévoles dévoués, a fait plus de 6 600 appels pour s'assurer que les gens les plus vulnérables de la région aillent bien. Cette intervention motivée par la COVID-19 a révélé que, dans cette circonscription, comme dans bien d'autres circonscriptions aisées, il ne faut pas chercher bien loin pour trouver pauvreté et insécurité alimentaire.

Grâce au généreux soutien du Fonds d'urgence pour l'appui communautaire du gouvernement et de la West Vancouver Foundation, le centre d'activité pour aînées de West Vancouver est intervenu en créant un programme qui a permis de livrer 850 repas par semaine aux aînés vulnérables depuis le 2 avril dernier. Les jeunes de la région se sont aussi mobilisés en créant des cartes colorées contenant des messages de soutien qui accompagnent les repas, venant ainsi combler les besoins de l'âme après ceux du corps. Le programme a changé la vie de nombreux aînés et cet élan de solidarité en a ému plus d'un. Ce n'est là qu'un exemple des nombreuses initiatives majeures que les fondations et les organismes de bienfaisance de la région appuient et que les organismes sans but lucratif entreprennent pour combler des besoins plus urgents que jamais.

Je remercie ces organismes du travail qu'ils accomplissent pour bâtir notre collectivité.

\* \* \*

• (1415)

#### PETER DOWLING

**L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.):** Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour rendre hommage à M. Peter Dowling, de Howe Island, en Ontario, qui s'est éteint récemment. Peter a été une figure de proue de l'Union nationale des fermiers presque toute sa vie. Ses parents, John et Joyce, comptaient d'ailleurs parmi les membres fondateurs de cet organisme, au sein duquel Peter a grandi.

Peter a défendu sans relâche l'alimentation locale, l'agriculture durable et les petites fermes familiales. Il a en outre pris part à de nombreuses luttes stratégiques agricoles importantes. Par exemple, il a appuyé la gestion de l'offre, s'est fait le défenseur des agriculteurs dans les dossiers de libre-échange, s'est opposé à l'utilisation de l'hormone de croissance recombinante bovine par l'industrie laitière canadienne et a pris la tête des efforts déployés dans le cadre de la campagne visant à sauver les prisons agricoles. Il était de ceux qui s'étaient présentés avec du bétail sur la Colline du Parlement pour protester contre la fermeture de prisons agricoles à Kingston.

En compagnie de son épouse Dianne, il a dirigé la ferme Doublejay, qui est maintenant biologique, où il prêtait une oreille attentive aux jeunes agriculteurs, leur offrait des conseils et leur servait de mentor.

Nous offrons nos condoléances à Dianne et à la famille Dowling.

\* \* \*

#### LE DISCOURS DU TRÔNE

**Mme Kelly Block (Sentier Carlton—Eagle Creek, PCC):** Monsieur le Président, les habitants de ma circonscription sont très inquiets. Ils s'inquiètent pour leur avenir. Seront-ils en mesure de maintenir leurs entreprises à flot ou de continuer à travailler? Pour ceux qui ne le sont pas, pourront-ils trouver un emploi ou continuer à subvenir aux besoins de leur famille? Leurs enfants auront-ils la chance de mener une vie normale et de vivre dans un pays prospère ou seront-ils accablés par la dette écrasante des générations passées?

Le premier ministre a eu l'occasion de répondre à ces préoccupations. Au lieu de le faire, il a présenté un discours du Trône qui est plein de promesses recyclées et qui ne contient aucun plan réel. L'avenir que nous réserve le gouvernement actuel s'annonce de plus en plus sombre chaque jour. J'entends quotidiennement des élec-

#### Déclarations de députés

teurs me dire qu'ils n'ont pas confiance dans l'actuel premier ministre.

Je me fais l'écho de leurs préoccupations et de leur verdict. Nous n'avons aucune confiance dans le premier ministre.

\* \* \*

#### SACKVILLE—PRESTON—CHEZZETCOOK

**M. Darrell Samson (Sackville—Preston—Chezzetcook, Lib.):** Monsieur le Président, pendant l'été, j'ai sillonné ma circonscription, Sackville—Preston—Chezzetcook, pour entendre comment les entreprises et les organismes de la région ont traversé la crise de la COVID-19.

Dans presque toutes mes conversations, des gens ont mentionné que la communauté de Sackville—Preston—Chezzetcook avait à coeur d'encourager l'achat local et de soutenir les commerces pour les aider à traverser la pandémie. À titre d'exemple, l'entreprise Kaiser's Subs de Lower Sackville invite maintenant ses clients à venir chercher leur commande à l'extérieur du commerce, et les affaires vont très bien. À Eastern Passage, Jamie, propriétaire du restaurant Boondocks, s'est dit très impressionné par les programmes de soutien mis en place par le gouvernement à l'intention des entreprises. Les 10 000 emplois d'été supplémentaires provenant du programme Emplois d'été Canada ont aidé beaucoup d'organisations de ma circonscription, notamment Hope for Wildlife, à Lawrence-town, et la Lakeside Recreation Society de Porters Lake.

Voilà quelques-unes des nouvelles encourageantes à propos des activités, des entreprises locales et des organisations de notre circonscription.

\* \* \*

[Français]

#### YANNI GOURDE

**M. Jacques Gourde (Lévis—Lotbinière, PCC):** Monsieur le Président, hier, le Lightning de Tampa Bay a remporté la coupe Stanley avec un joueur natif de Saint-Narcisse-de-Beaurivage, dans Lévis—Lotbinière. C'est une grande fierté pour moi de féliciter le très talentueux Yanni Gourde, qui est pour nous tous un modèle de persévérance, de travail et de talent. Il nous prouve à tous que de poursuivre ses rêves et de ne jamais lâcher est gage de réussite.

Aujourd'hui, on mesure tous ensemble la fierté de la famille, des amis et de tous les admirateurs inconditionnels de Yanni Gourde qui l'ont encouragé depuis ses débuts dans Lotbinière. Sa détermination inspire une nouvelle génération de hockeyeurs dans ma région et envoie le message que l'excellence a toujours sa place dans notre société.

Une nouvelle page d'histoire vient de tourner pour Yanni Gourde. Imaginons la suite! Je suis convaincu que son avenir sera des plus prometteurs. Comme toujours, il sera un ambassadeur de fierté, de courage et de passion. Il est une idole pour notre région et la nation qu'il représente.

Go, Yanni, go!

## Déclarations de députés

● (1420)

[Traduction]

## LE REPORT DES PAIEMENTS HYPOTHÉCAIRES

**Mme Tracy Gray (Kelowna—Lake Country, PCC):** Monsieur le Président, près de 800 000 Canadiens ont reporté leurs paiements hypothécaires au cours des six derniers mois. Cette semaine, la période de report des paiements tire à sa fin et beaucoup de personnes se retrouvent au bord du précipice.

En mars dernier, lorsque nombre d'entreprises ont dû cesser leurs activités et que des travailleurs ont été mis à pied, beaucoup de personnes ont reporté leurs paiements hypothécaires en raison de la grande incertitude qui pesait sur elles. À l'heure actuelle, la deuxième vague de la COVID-19 menace de nouveau de forcer la fermeture des entreprises, ce qui entraînerait de nouvelles pertes d'emploi, mais le gouvernement n'a pas fait grand-chose pour dissiper l'incertitude.

Des familles de l'Okanagan me racontent qu'en raison des revenus qu'elles ont perdus, elles craignent beaucoup de ne pas pouvoir joindre les deux bouts. Leurs paiements hypothécaires arrivent à échéance, ce qui accroît leur stress. J'ai constaté avec déception que le discours du Trône ne faisait même pas mention du report des paiements hypothécaires, alors que cette question touche énormément de gens. En Colombie-Britannique, les coûts d'accession à la propriété sont parmi les plus élevés au Canada, ce qui augmente encore davantage les répercussions financières sur les familles ordinaires.

Le gouvernement doit rassurer les familles et les travailleurs. Il doit leur redonner de l'espoir et établir un plan clair pour relancer l'économie.

\* \* \*

## L'ACCÈS AUX SERVICES DE SANTÉ

**Mme Laurel Collins (Victoria, NPD):** Monsieur le Président, je veux souligner le travail important effectué au centre d'aide aux victimes d'agression sexuelle de Victoria. J'ai déjà mentionné que cette clinique offrait des services confidentiels, adaptés à la culture et sensibles aux réalités des personnes trans. Les survivantes éprouvées récemment peuvent y obtenir des examens médico-légaux, du soutien en cas de crise et des options de dénonciation à la police, mais la clinique a besoin d'un financement stable.

Je veux aussi mettre en valeur un des programmes essentiels que propose ce centre: le réseau d'intervention pour les Autochtones. Ce réseau regroupe des membres des Premières Nations locales, des centres d'amitié, des travailleuses du sexe autochtones et des personnes bispirituelles. Les Autochtones sont plus souvent victimes de violence fondée sur le sexe et de discrimination lorsqu'il s'agit de l'accès aux systèmes de santé et de justice. Ce réseau est primordial pour s'attaquer aux obstacles auxquels se heurtent les Autochtones et surmonter le traumatisme de la violence fondée sur le sexe, de même que le traumatisme intergénérationnel dont souffrent tant d'Autochtones.

C'est aussi la Journée du chandail orange. Je veux souligner le travail que font Eddy Charlie et Kristin Spray à Victoria et remercier tous ceux qui portent un chandail orange aujourd'hui au Canada pour honorer les survivants des pensionnats autochtones.

[Français]

## JOYCE ECHAQUAN

**M. Gabriel Ste-Marie (Joliette, BQ):** Monsieur le Président, c'est le cœur rempli de tristesse que j'offre mes condoléances à la famille de Mme Joyce Echaquan, ainsi qu'à l'ensemble de la communauté atikamekw de Manawan. Je pense particulièrement à ses sept enfants, qui viennent de perdre leur maman qui n'avait que 37 ans.

Mon cœur est rempli de tristesse, mais il déborde de rage. Des propos racistes, dégradants, odieux et inacceptables, ce sont les dernières paroles qu'a entendues Mme Joyce Echaquan avant de dépasser dans des circonstances plus que troublantes. Cela prend une vraie enquête indépendante avec de vraies réponses. La commission Viens s'est arrêtée à Joliette pour entendre des témoignages tout aussi troublants. L'APNQL vient de dévoiler son plan contre le racisme systémique. Hier, dans ma circonscription, nous nous sommes rassemblés par centaines en solidarité avec la famille, Atikamekws, Premières Nations et Blancs. De nation à nation, *Mote-tan mamó*.

Il faut que cela change. Il faut que justice soit faite et que le système change. Il faut que cela ne se reproduise plus jamais. Je pense aux sept enfants de Mme Joyce Echaquan et je pleure. *Ni kackeriten*. Justice pour Joyce.

\* \* \*

● (1425)

[Traduction]

## LA JOURNÉE DU CHANDAIL ORANGE

**M. Gary Vidal (Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill, PCC):** Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour souligner la Journée nationale du chandail orange.

En 2008, le premier ministre Stephen Harper a présenté des excuses au nom du gouvernement canadien pour le système des pensionnats indiens et il a mis sur pied la Commission de vérité et réconciliation du Canada, deux étapes importantes dans le processus de réconciliation.

En 2013, Phyllis Webstad a été la source d'inspiration de la Journée du chandail orange en faisant le poignant récit de son arrivée au pensionnat à six ans où on lui avait confisqué son chandail orange tout neuf pour ne jamais lui rendre.

On souligne l'importance de cette journée dans la circonscription de Desnethé—Missinippi—Churchill River et dans le reste du Canada, où les enfants de tout âge découvrent l'injustice historique qu'a été le système de pensionnats indiens. Les discussions, les périodes de questions et les activités auxquelles participent les élèves vont se poursuivre à la maison autour de la table familiale afin que la jeune génération joue un rôle de premier plan dans la réconciliation.

J'invite tous les députés à joindre leur voix à la mienne pour appeler à l'unisson que tous les enfants sont importants.

### LA JOURNÉE DU CHANDAIL ORANGE

**M. Tony Van Bynen (Newmarket—Aurora, Lib.):** Monsieur le Président, le 30 septembre est la Journée du chandail orange. Ce jour-là, on encourage tous les Canadiens à porter la couleur orange pour nous rappeler les séquelles des pensionnats et rendre hommage aux milliers de survivants des Premières Nations, des Inuits et des Métis.

Comme le savent mes collègues, aucune relation n'est plus importante à nos yeux que celle que nous entretenons avec les peuples autochtones. C'est pourquoi le gouvernement a présenté un projet de loi pour désigner le 30 septembre comme la journée nationale de la vérité et de la réconciliation. J'en profite pour souligner l'appui du NPД à la présentation de ce projet de loi ainsi que le travail que Georgina Jolibois, ancienne députée de Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill, a accompli dans ce dossier pendant la dernière législature. Le projet de loi donnait suite à l'appel à l'action n° 80 du rapport de la Commission de vérité et réconciliation.

La commémoration publique de la tragédie des pensionnats et de ses séquelles est un élément essentiel de la réconciliation.

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

### LES AFFAIRES AUTOCHTONES

**L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC):** Monsieur le Président, j'aimerais d'abord remercier tous mes collègues et les milliers de Canadiens qui nous ont adressé leurs bons vœux et qui ont prié pour mon épouse Rebecca et moi tandis que nous nous rétablissions de la COVID-19. Je remercie le Canada.

Au chapitre de la réconciliation comme en toute autre chose, le premier ministre affiche le même bilan: celui de grand parleur, mais petit faiseur. Le premier ministre fait de grandes annonces, mais elles ne mènent à rien. Or, les collectivités autochtones ont besoin qu'il se retrouve les manches et se mette au travail.

Le premier ministre pourrait-il expliquer à la Chambre pourquoi le gouvernement n'a toujours pas établi les objectifs quantifiables réclamés dans le 19<sup>e</sup> appel à l'action du rapport de la Commission de vérité et réconciliation?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, nous aurons amplement l'occasion de poser des questions et de fournir des réponses, mais j'aimerais commencer par souhaiter la bienvenue au chef de l'opposition, qui est de retour à la Chambre après avoir connu des ennuis de santé. Il est bon de le revoir, ainsi que le chef du Bloc québécois, en bonne santé à la Chambre. Nous souhaitons la santé à tous.

Je suis impatient d'échanger avec mes collègues, notamment au sujet de la réconciliation, qui nécessitera une grande collaboration de la part de tous les partis, que ce soit pour adopter un projet de loi de mise en œuvre de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones ou pour produire des résultats concrets pour les collectivités autochtones partout au pays. Je suis très encouragé de voir les conservateurs ouvrir le bal avec une question aussi importante.

**L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC):** Monsieur le Président, je serai très encouragé lorsque je finirai par obtenir une réponse.

### Questions orales

[Français]

Le bilan du premier ministre en matière de réconciliation est le même que tous les autres. Ce sont de belles promesses, comme toujours, mais aucun geste n'est posé. Les communautés autochtones ont besoin que le premier ministre se mette au travail.

Pourquoi n'y a-t-il aucune mesure relativement aux recommandations en matière de santé dans le rapport final de la Commission de vérité et réconciliation du Canada?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, comme je l'ai dit, je suis très heureux de voir que les conservateurs s'intéressent à la question de la réconciliation avec les peuples autochtones. Il s'agit d'un enjeu sur lequel nous travaillons depuis cinq ans.

Nous avons tenu nos promesses en éliminant des avis à long terme d'ébullition d'eau. Nous avons encore du travail à faire. Nous sommes en train de travailler sur de nouvelles écoles et de nouveaux centres de santé ainsi que sur de nouveaux traités et accords. Nous nous sommes engagés à proposer un projet de loi concernant la santé des peuples autochtones, et nous espérons y travailler avec le Parti conservateur.

\* \* \*

[Traduction]

### LA SANTÉ

**L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC):** Monsieur le Président, les États-Unis approuvent les tests de dépistage rapides depuis des mois, et l'Union européenne depuis le printemps. Selon notre accord commercial avec l'Europe, nous devons considérer comme équivalents les processus d'évaluation médicale de l'Union européenne. L'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni font des tests depuis des mois et au Canada, on fait la queue pendant des heures.

Quand les Canadiens auront-ils enfin accès à des tests de dépistage rapides?

● (1430)

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, depuis le tout début de la crise, nous travaillons avec les provinces et les territoires afin d'augmenter les tests de dépistage. Nous avons accordé à Santé Canada plus de fonds et de ressources afin d'approuver les nouvelles technologies qui arrivent sur le marché.

Ainsi, hier, la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement et la ministre de la Santé ont annoncé l'achat à Abbott de 7,9 millions de tests de dépistage rapides hors laboratoire à condition que Santé Canada donne le feu vert.

Cette après-midi, Santé Canada a donné le feu vert au test de dépistage Abbott ID. Les livraisons des tests aux provinces et territoires commenceront dans les semaines à venir.

**L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC):** Monsieur le Président, j'imagine que quand on veut, on peut.

L'AECG est inscrit dans la loi canadienne depuis déjà trois ans. Voilà trois ans que nous reconnaissons les autorités sanitaires de l'Italie, de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne comme équivalentes à Santé Canada, mais, à cause du gouvernement, nous n'avons pas accès au dépistage rapide, contrairement à ces pays et à leurs citoyens.

*Questions orales*

Le premier ministre se plaît à dire que le Canada est de retour. Pourquoi envoie-t-il les Canadiens au bout de la file en n'adhérant pas aux dispositions de l'AECG qui permettraient d'accepter les tests de dépistage rapide européens?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, dès le début, nous avons travaillé avec les autorités provinciales et les experts de Santé Canada pour voir à ce que les produits utilisés au Canada soient approuvés rapidement en plus d'être sécuritaires pour les Canadiens. Au printemps, il y a eu des cas où l'approbation a dû être révoquée. Nous devons privilégier la santé des Canadiens à toutes les étapes du processus.

Nous allons continuer à collaborer avec nos partenaires de partout dans le monde afin d'offrir aux Canadiens les produits et les technologies dont ils ont besoin. Nous avons promis de soutenir les Canadiens sur toute la ligne et nous continuons à le faire.

[Français]

**L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC):** Monsieur le Président, le 22 mai, le premier ministre a dit que les tests rapides étaient nécessaires pour garder les commerces et les écoles ouverts durant une deuxième vague.

Nous sommes le 30 septembre, et les tests rapides ne sont pas disponibles. Des commerces doivent fermer à Montréal.

Jusqu'à quel point le premier ministre va-t-il bouger pour avoir des tests rapides pour tous les Canadiens et les Canadiennes?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, je suis très content de confirmer que, hier, les ministres de la Santé et des Services publics et de l'Approvisionnement ont pu annoncer que nous avons acheté 7,9 millions de tests pour le Canada.

Ces tests rapides ont été approuvés par Santé Canada aujourd'hui. Nous allons pouvoir partager ces tests avec les Canadiens dans les semaines à venir.

Nous avons, à chaque étape, respecté la science et écouté les experts. Nous n'avons pas mis la politique en avant. Nous allons continuer de faire tout ce qui est nécessaire pour protéger les Canadiens.

**M. Yves-François Blanchet (Beloil—Chambly, BQ):** Monsieur le Président, je me permets de féliciter le nouveau chef de l'opposition officielle. Je lui souhaite d'être aussi bon pour le Canada que le Bloc l'est pour le Québec.

J'ai une question pour M. le premier ministre. Parlons de compétences. Les compétences, c'est ce qu'on sait faire, c'est ce qu'on est capable de faire et c'est ce qu'on fait bien. On parle aussi de compétence dans le sens de responsabilité. La santé est une responsabilité des provinces.

Le premier ministre est-il au courant que la santé est une responsabilité du Québec et des provinces?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, à chaque étape de cette pandémie, nous avons travaillé avec les provinces et les territoires pour protéger les citoyens partout au pays.

Nous avons été là avec des transferts en santé dès le début de cette pandémie. Nous avons octroyé 500 millions de dollars pour aider les provinces. Nous avons été là avec 19 milliards de dollars pour soutenir une relance sécuritaire qui comprend encore des

transferts en santé. Nous avons été là pour appuyer les responsabilités provinciales, comme la rentrée scolaire.

Nous allons toujours être là en partenariat pour aider les provinces à protéger les Canadiens d'un bout à l'autre de ce pays.

**M. Yves-François Blanchet (Beloil—Chambly, BQ):** Monsieur le Président, quelle que soit la question qu'on pose au premier ministre, il répond par un chiffre, mais le chiffre par lequel il répond, c'est notre argent.

Le premier ministre peut-il nous dire combien de médecins sur la liste de paie du fédéral traitent directement des Canadiens et des Québécois?

Combien d'infirmières sur la liste de paie du fédéral traitent directement des Canadiens et des Québécois?

Combien d'hôpitaux de compétence fédérale traitent directement des Canadiens et des Québécois?

• (1435)

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, nous respectons la compétence des provinces en matière de santé, mais il y a des enjeux de santé qui relèvent de la compétence fédérale, notamment pour ce qui est de fournir des services médicaux aux Autochtones et aux militaires.

C'est une bonne chose qu'on ait une telle expertise dans le domaine militaire parce qu'on a pu mettre les médecins militaires au service de nos aînés au Québec qui en ont eu grandement besoin. On est chanceux que le fédéral ait certaines expertises qu'il a voulu offrir aux Québécois et à tous les Canadiens afin d'aider pendant cette crise. C'est ce qu'on fait en tant que Canadiens, on s'entraide.

\* \* \*

**LES AFFAIRES AUTOCHTONES**

**M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NDP):** Monsieur le Président, avec son dernier souffle, Joyce Echaquan a tenté de demander de l'aide alors qu'elle était allongée dans un lit d'hôpital en train de mourir. Une femme autochtone est morte à l'hôpital alors que le personnel de l'hôpital se moquait d'elle.

Je suis vraiment désolé, Joyce. Les derniers moments de votre vie n'auraient pas dû se dérouler ainsi.

Le racisme systémique prive les gens de leur dignité et les tue. Le temps des belles paroles est fini.

Le premier ministre s'engage-t-il finalement à prendre de vraies mesures pour faire face au racisme systémique?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, tous les Canadiens ont été choqués de voir la vidéo des derniers moments de Joyce Echaquan. Toutes nos condoléances vont à sa famille et aux habitants de Manawan en ces temps incroyablement difficiles.

Ce qui s'est passé, c'est la pire forme de racisme alors quelqu'un avait le plus besoin d'aide. C'est un autre exemple de racisme systémique tout simplement inacceptable au Canada. Une enquête rapide est essentielle pour déterminer si Joyce a subi plus que de simples propos racistes.



## Questions orales

Nous saluons la décision du Québec d'agir rapidement dans le cadre d'une enquête et nous ferons tout notre possible pour condamner le racisme et la discrimination où qu'ils se produisent et pour soutenir les personnes touchées.

[Traduction]

**M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD):** Monsieur le Président, depuis le début de la pandémie, la Santé publique nous répète avec beaucoup de sagesse que nous devons nous laver les mains, et c'est encore plus vrai maintenant que la deuxième vague est commencée. Or, les habitants de nombreuses communautés autochtones du pays n'ont pas accès à de l'eau potable. Ils ne peuvent tout simplement pas boire l'eau du robinet ni s'en servir pour se laver les mains.

Dans le discours du Trône, le gouvernement ne précise pas s'il entend régler le problème d'ici 2021, comme il s'y était engagé. De nos jours, avec toutes les technologies à notre disposition, rien ne peut justifier que certains Canadiens n'aient pas accès à de l'eau potable.

Le premier ministre s'engagera-t-il à respecter le plus fondamental des droits de la personne et à faire le nécessaire pour que toutes les communautés autochtones du Canada aient accès à de l'eau potable?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, non seulement je m'y engage aujourd'hui, mais je rappelle que nous avons fait cette promesse il y a déjà cinq ans et que nous avons tenu parole. Depuis cinq ans, nous avons pu lever au-delà de 80 avis d'ébullition de l'eau qui étaient en vigueur depuis des décennies. Nous allons continuer de travailler très fort pour parvenir à notre but.

Nous sommes conscients que la date limite prévue du 21 mai 2021 approche à grands pas. La COVID a quelque peu ralenti nos efforts, mais elle nous pousse aussi à redoubler d'ardeur afin que tous les Canadiens, et plus particulièrement les Premières Nations, aient accès à de l'eau potable.

\* \* \*

[Français]

## LA SANTÉ

**M. Richard Martel (Chicoutimi—Le Fjord, PCC):** Monsieur le Président, le gouvernement a deux vitesses: le turbo et le *parking*. Le turbo a été appliqué sur le projet de loi C-4 pour offrir une approche uniforme et laissera malheureusement de côté des entreprises et des Canadiens. En ce qui concerne les transferts en santé, c'est le *parking* qu'il utilise présentement. Les Québécois ne veulent pas le *parking*, ils veulent le turbo. Nous appuyons des transferts stables, prévisibles et sans condition.

Qu'attend le gouvernement pour agir?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, depuis plusieurs mois, nous agissons. Nous avons versé immédiatement un demi-milliard de dollars en transferts en santé dès que la crise sanitaire a été déclenchée au mois de mars. Par la suite, nous avons versé 19 milliards de dollars aux provinces pour une relance sécuritaire, et un autre montant de 2 milliards de dollars pour que les enfants puissent retourner à l'école en sécurité.

Nous continuons à travailler avec les premiers ministres des provinces. Nous nous sommes engagés justement à nous asseoir avec

eux pour parler des transferts en santé, parce que nous reconnaissons qu'il y a des failles dans notre système qui ont été exposées par cette crise.

• (1440)

**M. Richard Martel (Chicoutimi—Le Fjord, PCC):** Monsieur le Président, dans le dossier des transferts en santé, le gouvernement nous répète les mêmes choses que dans le dossier du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, d'aide pour les personnes handicapées, et j'en passe. Ils disent qu'ils vont agir, mais quand? Qu'attend le premier ministre pour agir dans un esprit de collaboration, et non de confrontation, avec les provinces?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, peut-être que mon honorable collègue n'a pas parlé aux petites entreprises, mais je peux lui dire que ce compte d'urgence pour les petites entreprises a versé plus de 30 milliards de dollars partout au pays, et que 758 000 petites entreprises ont reçu de l'aide pour faire face aux coûts pendant cette pandémie.

Nous allons continuer d'être là avec la subvention salariale et avec une version de la PCU qui sera versée par le truchement de l'assurance-emploi. Nous allons continuer d'être là pour appuyer les petites entreprises, les travailleurs et les familles pendant cette pandémie et dans les mois à venir.

[Traduction]

**L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC):** Monsieur le Président, à l'heure actuelle, personne au Canada n'a accès à un test de dépistage rapide. C'est un échec du gouvernement. Aujourd'hui, le premier ministre n'a pas répondu à la question du chef de l'opposition, la question que tout le monde se pose: quand y aura-t-il un test de dépistage rapide? Quand sera-t-il offert dans les établissements de soins de longue durée et dans les écoles?

Que doit-on dire à la mère dont l'enfant, ce matin, avait le nez qui coule et un mal de gorge, et qui ne sait pas quoi faire parce qu'elle ne peut pas aller faire la file au centre de dépistage? Quand aura-t-elle accès à un test de dépistage rapide?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, la députée de Calgary Nose Hill devrait peut-être vérifier auprès de ses collègues de l'Ontario. Apparemment, ils ont eu accès à un test de dépistage rapide et secret, mis au point par un laboratoire privé, que Santé Canada n'avait pas approuvé il y a quelques mois à peine. Elle apprendrait peut-être l'utilité du test et la raison pour laquelle ils ont choisi ce test en particulier.

Ce que je peux dire, et ce que j'ai dit au chef de l'opposition, c'est que dans les prochaines semaines, le test de dépistage rapide ID NOW, de la société Abbott, sera utilisé pour aider les Canadiens de partout au pays à obtenir leur résultat rapidement. Nous avons en effet signé hier une entente avec cette société pour acheter 7,9 millions de tests.

**L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC):** Monsieur le Président, en vérité, c'est le premier ministre du Canada qui a fait en sorte que le dépistage de la COVID-19 devienne un privilège de l'élite au Canada. C'est l'état de la situation présentement.

Au Canada, quelqu'un qui veut rendre visite à son père atteint de la maladie d'Alzheimer dans un établissement de soins de longue durée doit faire la file pendant huit heures et se placer en isolement pendant des jours en attendant de recevoir les résultats de son test de dépistage avant de pouvoir aller prendre soin de son père en personne. Tout cela à cause des échecs du premier ministre.

### Questions orales

Pourquoi le premier ministre refuse-t-il de répondre à la question? Il est incapable d'y répondre. Il n'a pas fait son travail. Quand les Canadiens auront-ils accès à ces tests?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, pour la troisième fois, le test ID NOW d'Abbott pourra être utilisé dans les semaines à venir partout au pays. Santé Canada a donné son approbation rapidement, parce que c'est ce à quoi s'attendent les Canadiens.

À chaque étape, c'est la science qui nous a guidés en premier lieu. Nous avons respecté l'avis des scientifiques canadiens. Nous les avons écoutés et nous nous sommes assurés de protéger les Canadiens.

Pour ce qui est de venir en aide aux plus vulnérables, honnêtement, ce ne sont pas les conservateurs — eux qui ne cessent de répéter à qui veut l'entendre qu'il aurait fallu aider d'abord les entreprises plutôt que les Canadiens les plus vulnérables — qui peuvent nous faire la leçon.

**Le Président:** Je comprends que les députés veulent respecter la distanciation sociale, mais la bonne façon de faire ne consiste pas à crier d'un côté à l'autre de la Chambre. Si un député souhaite s'adresser à un autre député, je lui demanderais de se rendre à deux mètres de la personne et d'employer un niveau sonore acceptable à la Chambre.

[Français]

**M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC):** Monsieur le Président, on a appris hier que le gouvernement avait réservé 7,9 millions de tests chez Abbott. Le premier ministre a répondu aux journalistes qu'il ne pouvait pas accélérer le processus, que le politique ne pouvait pas s'impliquer pour accélérer l'évaluation. C'est drôle, parce que, 24 heures plus tard, on a une réponse et c'est accepté.

Maintenant, je veux savoir quand. On ne parle pas ici de scientifiques qui ont une décision à prendre, on parle de logistique. À quel moment les provinces et les familles vont-elles pouvoir avoir ces tests?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, hier, nous avons signé une entente avec Abbott pour 7,9 millions de tests, une fois qu'ils seraient approuvés par Santé Canada. Cette approbation, sur laquelle travaillait Santé Canada depuis des semaines, est arrivée aujourd'hui. Nous savons que nous allons commencer à livrer ces tests au mois d'octobre, dans les semaines à venir.

C'est quelque chose qui va aider les Canadiens. Depuis le début, nous sommes là pour aider les Canadiens, financièrement et en santé. Nous allons continuer de le faire en partenariat avec les provinces et les territoires.

• (1445)

**M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC):** Monsieur le Président, on commence à avancer. Après cinq questions, le premier ministre vient de parler du mois d'octobre. Le mois d'octobre, c'est demain. Peut-il être plus précis? Est-ce que, demain ou cet après-midi, quelqu'un du gouvernement peut donner un plan d'action précis?

Les gens attendent, ils font la file pour faire l'autre test, dont les résultats sont très longs à obtenir. Les enfants ne vont pas à l'école et c'est un problème.

Peut-on avoir un plan précis du gouvernement? Peut-il nous dire si nous aurons ces tests dans une semaine, dans trois jours ou dans deux jours? Peut-on avoir une réponse précise, oui ou non?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, je pense qu'il est important de prendre un peu de recul. Depuis le début, nous travaillons pour aider et appuyer les provinces et les territoires dans leur travail de dépistage et de vérification des contacts et pour l'équipement de protection individuelle. Nous continuerons de le faire. Nous avons travaillé avec les provinces afin de livrer du matériel pour l'équipement et de la formation pour les techniciens. Nous continuons de travailler avec les provinces.

Dans bien des parties du pays, cela va très bien. Dans d'autres parties, il y a de plus grands défis. Nous sommes là pour aider et nous continuerons de l'être.

**M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ):** Monsieur le Président, je constate que nos estimés collègues du gouvernement et de l'opposition officielle ont de grandes inquiétudes par rapport à la vitesse. Je rappellerais que, quand le chef conservateur a eu besoin d'un test rapide, c'est au Québec qu'il a été envoyé par la Chambre des communes. À défaut de quoi il ne serait peut-être pas parmi nous aujourd'hui.

Lorsque le premier ministre nous parle de respecter les champs de compétence du Québec et des provinces, cela me donne l'impression qu'il n'a ni écrit ni lu son discours du Trône. Est-ce que la meilleure manière d'aider le Québec, les provinces et les aînés n'est pas de faire un transfert en santé immédiat, sans conditions ni ingérence, aux provinces et au Québec?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, nous envoyons 40 milliards de dollars aux provinces chaque année pour leur système de santé. Dès que la pandémie est arrivée, nous avons envoyé plus d'argent pour les aider.

L'aide dont le Québec avait besoin dans les CHSLD n'était pas simplement plus d'argent, c'était l'aide de nos militaires et de la Croix-Rouge canadienne, et nous avons été là pour cela. Nous continuerons d'être là, en partenariat, pour répondre aux besoins des Québécois et des citoyens de partout au pays. Le gouvernement fédéral est là pour aider et nous le serons toujours.

**Mme Christine Normandin (Saint-Jean, BQ):** Monsieur le Président, 81 % des Québécois veulent que le gouvernement augmente les transferts en santé. Au Canada, c'est 73 %. L'Assemblée nationale du Québec le demande à l'unanimité, ce qui représente 100 %. Tous les premiers ministres de toutes les provinces veulent une hausse des transferts en santé. Autrement dit, tout le monde au Canada et au Québec veut de l'argent en santé pour vaincre la COVID-19.

Il est grand temps de réparer 25 ans de désinvestissement en santé, gracieuseté des gouvernements tant libéraux que conservateurs. Qu'y a-t-il de plus important que de soigner des malades?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, comme je le dis depuis le début, nous serons là pour soutenir les Canadiens de partout au pays.

J'ai parlé aux premiers ministres Legault et Ford il y a quelques soirs. En collaboration avec les provinces et les territoires, nous avons mis en place l'Accord sur la relance sécuritaire, de 19 milliards de dollars, afin de relancer l'économie en toute sécurité et de soutenir les capacités de nos systèmes de soins de santé. Cet accord s'ajoute aux 40 milliards de dollars que nous acheminons aux provinces et aux territoires en matière de santé tous les ans.

Nous poursuivrons notre collaboration avec les provinces et les territoires afin d'aider les Canadiens à lutter contre la COVID-19 et de maintenir la solidité de nos systèmes de soins de santé.

\* \* \*

[Traduction]

### LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills, PCC):** Monsieur le Président, je félicite le gouvernement d'avoir imposé de nouveau des sanctions au Bélarusse, les mêmes sanctions que le gouvernement conservateur précédent avait mises en place en 2006, que le gouvernement actuel avait levées en 2017, et que nous réclamions depuis un bon moment. La Chine bafoue les droits de la personne et enfreint les traités internationaux, comme la Convention de Genève, dans le traitement qu'elle réserve aux Canadiens Michael Spavor et Michael Kovrig, aux Ouïghours et à la population de Hong Kong.

Le gouvernement imposera-t-il maintenant des sanctions aux responsables de ces violations en Chine et à Hong Kong?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, d'abord, en ce qui concerne le Bélarus, nous ne resterons pas silencieux alors que le gouvernement de cet État continue à violer systématiquement les droits de la personne. C'est pourquoi, de concert avec le Royaume-Uni et en soutien au peuple bélarussien, nous imposons des sanctions à des représentants du gouvernement du Bélarus, y compris à Alexandre Loukachenko.

En ce qui concerne la Chine, nous continuons de défendre les intérêts et les droits des Canadiens. Nous continuons d'exiger le retour en toute sécurité des deux Canadiens qui sont détenus arbitrairement par la Chine pour des raisons politiques. Nous continuons de parler du sort des Ouïghours. Nous continuons d'exprimer des inquiétudes au sujet de Hong Kong et des 300 000 Canadiens qui s'y trouvent.

Nous continuerons de collaborer avec la communauté internationale pour faire front commun.

• (1450)

**L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills, PCC):** Monsieur le Président, la réponse que nous venons d'entendre illustre bien l'incohérence totale du gouvernement à l'égard de la Chine.

En juillet dernier, le ministre des Affaires étrangères nous dit qu'il envisage d'imposer des sanctions aux autorités chinoises; dès le lendemain, le gouvernement déclare à Reuters qu'il n'en est plus question. Il y a deux semaines, le ministre des Affaires étrangères annonce au Globe and Mail l'abandon du libre-échange avec la Chine; le même jour, l'ambassadeur Barton déclare que le Canada devrait accroître les échanges commerciaux avec ce pays et y être plus actif.

Qu'attend le gouvernement pour mettre les choses au clair et faire preuve de sérieux? Qu'attend-il pour commencer à défendre

### Questions orales

les intérêts canadiens et imposer des sanctions aux responsables en Chine et à Hong Kong?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, le gouvernement travail sans relâche à défendre les intérêts canadiens, qu'il s'agisse de nos producteurs de canola, de nos producteurs de boeuf et de porc, ou encore des deux Michael, qui sont détenus de façon arbitraire.

Nous continuerons de collaborer avec la communauté internationale sur les questions relatives à Hong Kong et aux Ouïghours. Nous continuerons à exprimer notre profonde inquiétude quant à l'orientation que prend la Chine dans ses initiatives et ses relations diplomatiques sur la scène internationale.

Nous devons faire front commun à l'échelle mondiale, et c'est ce que nous ferons.

\* \* \*

[Français]

### L'ÉCONOMIE

**M. Alain Rayes (Richmond—Arthabaska, PCC):** Monsieur le Président, l'économie du Québec et du Canada traverse des moments très difficiles. Nos PME peinent à trouver des employés. Les agriculteurs cherchent par tous les moyens à sauver leurs récoltes, et les producteurs laitiers attendent toujours les compensations promises. Que font les libéraux pendant ce temps? Ils rencontrent à huis clos des investisseurs agricoles chinois pour essayer de les accommoder. Pendant que les libéraux aident les investisseurs chinois, nos agriculteurs et nos PME attendent toujours les compensations promises.

Pourquoi?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, depuis les tout débuts, nous sommes là pour les Québécois et les Canadiens, les petites entreprises, les personnes vulnérables et les familles. Nous allons continuer de l'être.

Nous étions là avec la PCU pour les 8,8 millions de Canadiens qui en ont bénéficié. La subvention salariale a soutenu 3,5 millions d'emplois pour plus de 320 000 entreprises et représente 40 milliards de dollars en soutien. Nous avons également mis en œuvre la Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants. Le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes représente un soutien de près de 30 milliards de dollars. L'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial a aidé plus de 120 000 petites entreprises.

Nous allons continuer d'être là pour les Canadiens.

*Questions orales*

[Traduction]

**L'AGRICULTURE ET L'AGROALIMENTAIRE**

**M. Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, PCC):** Monsieur le Président, les libéraux abandonnent les producteurs laitiers. Ces derniers continuent d'attendre que les libéraux les indemnisent pour les pertes qu'ils ont subies à cause des accords commerciaux conclus. Pendant ce temps, des libéraux de haut rang, y compris des conseillers de haut niveau au sein du Cabinet du premier ministre, se décarcassent pour des entreprises chinoises de transformation des aliments, qui exercent leurs activités au Canada. En fait, l'ancien fonctionnaire qui a ouvert la porte aux entreprises d'État chinoises siège maintenant au conseil d'administration de l'une d'entre elles. Cela me semble un peu suspect.

Quand le gouvernement arrêtera-t-il de chercher à plaire aux intérêts bien placés et accordera-t-il la priorité aux familles agricoles canadiennes?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, au contraire, lorsque nous avons signé des accords commerciaux historiques avec des pays partout dans le monde, par exemple en Europe, que nous avons rétabli et protégé l'ALENA et que nous avons conclu l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste en Asie, nous avons indemnisé les agriculteurs.

Nous continuerons de soutenir les producteurs agricoles du pays, qui travaillent extrêmement fort. Nous savons qu'ils ont vraiment besoin de notre soutien continu, et nous serons là pour eux tel que nous l'avons promis.

\* \* \*

**LES AFFAIRES AUTOCHTONES**

**Mme Rachel Blaney (North Island—Powell River, NPD):** Monsieur le Président, quand les libéraux ont annoncé leur fameuse stratégie nationale sur le logement, ils ont promis peu de temps après que celle-ci réglerait une fois pour toutes les conditions de logement déplorables des communautés autochtones dans l'ensemble du pays. Aujourd'hui, nous portons une chemise orange pour rendre hommage aux survivants des pensionnats indiens et nous voilà réunis à la Chambre des communes pour constater que les libéraux commettent constamment les mêmes erreurs et n'honorent jamais leurs promesses.

Parlant des maisons des Autochtones, la députée du Nunavut les a qualifiées de boîtes remplies de moisissure. Imaginons un instant que nous habitions dans une maison pleine de moisissure à un moment comme celui-ci, ou à n'importe quel moment d'ailleurs.

Le logement est un droit de la personne fondamentale. Quand le gouvernement fera-t-il preuve de respect envers les communautés autochtones en leur offrant des logements convenables?

● (1455)

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, depuis le début, nous avons montré que nous reconnaissons l'importance de collaborer avec les communautés autochtones afin de combler les lacunes dont elles sont victimes. Nous l'avons fait en matière de financement de l'éducation. Nous avons réalisé des investissements considérables dans les infrastructures et dans le secteur de la santé, notamment pour mettre fin aux avis d'ébullition d'eau.

Bien sûr, il y a encore beaucoup à faire, mais je trouve cela franchement irresponsable de la part des néo-démocrates de laisser entendre que le gouvernement n'a rien fait au cours des cinq dernières années. Nous avons établi un solide partenariat avec les communautés autochtones partout au pays et ces dernières ont fait preuve d'initiative pour tenter d'améliorer la situation. Personne ne devrait l'oublier, même le NPD.

**M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD):** Monsieur le Président, c'est aujourd'hui la Journée du chandail orange, et l'institut d'éducation anishinabe vend des t-shirts pour amasser des fonds afin de défendre les droits des survivants du pensionnat autochtone St. Anne.

Le premier ministre ne vend pas de t-shirts parce que son gouvernement a dépensé des millions de dollars de l'argent des contribuables pour empêcher que justice soit rendue à l'égard de ces survivants. Les avocats du gouvernement ont dissimulé les preuves et ont ignoré les ordonnances des tribunaux. Ils ont utilisé toutes les tactiques judiciaires inimaginables pour nier les droits des survivants du pensionnat St. Anne et essayer de les avoir à l'usure, mais ces derniers ne se laissent pas intimider. Il est temps que justice soit faite.

Quand le premier ministre mettra-t-il un frein à la vendetta de son gouvernement contre les survivants du pensionnat autochtone de St. Anne?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, au cours des cinq dernières années, le gouvernement a conclu des ententes, dont la valeur s'élève à plusieurs milliards de dollars, avec les communautés autochtones, avec les victimes de tragiques événements dans l'histoire du Canada, et le gouvernement va poursuivre ses efforts pour réparer les conséquences de ces tragédies, appuyer les survivants et bâtir un meilleur avenir. Voilà ce à quoi le gouvernement s'est engagé, et c'est un engagement qu'il va honorer, en partenariat avec les Autochtones, au fur et à mesure que nous avancerons sur le chemin de la réconciliation.

Il reste beaucoup à faire, et le gouvernement va continuer de réaliser des progrès en collaborant, dans le respect, parce que c'est ce qui compte aujourd'hui. Nous célébrons chaque étape franchie dans le cadre de ce partenariat.

\* \* \*

**LA SANTÉ**

**Mme Marie-France Lalonde (Orléans, Lib.):** Monsieur le Président, on a beaucoup discuté dernièrement des vaccins contre la COVID-19 et du moment où ils pourraient être disponibles. Tous les Canadiens attendent avec impatience de savoir quand des vaccins seront offerts à la population. Nous savons qu'il y a de nombreux facteurs de risque associés aux vaccins, et que nous devons nous assurer de ne pas offrir un vaccin qui n'a pas été minutieusement testé.

Le premier ministre peut-il nous dire ce que fait le gouvernement pour que les Canadiens aient accès à un vaccin efficace lorsqu'il sera prêt?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, je remercie la députée d'Orléans de son excellent travail.

*Questions orales*

Nous avons discuté avec nombre d'entreprises pour veiller à fournir des vaccins le plus vite possible. C'est l'une de nos principales priorités. Nous nous sommes maintenant assurés de pouvoir obtenir au moins 174 millions de doses de vaccin et jusqu'à 282 millions de doses d'autres vaccins potentiels. Le Canada fait maintenant partie des pays ayant accès aux meilleures sources de vaccins potentiels. Ainsi, lorsqu'un vaccin sera découvert, les Canadiens seront les premiers à en bénéficier.

\* \* \*

[Français]

**L'ÉTHIQUE**

**L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC):** Monsieur le Président, alors que les Canadiens travaillaient pour survivre à la crise de la COVID-19, la principale priorité du premier ministre était d'envoyer un chèque d'un demi-milliard de dollars à un groupe qui avait payé sa famille un demi-million de dollars. On a essayé d'enquêter sur ce scandale, mais le premier ministre a caviardé des documents. Des centaines de pages ont été camouflées. Maintenant, nous cherchons à obtenir ces documents sans le camoufflage.

Le premier ministre va-t-il permettre aux Canadiens de voir chaque mot contenu dans ces documents, oui ou non?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, pendant que les conservateurs continuent à miser sur la petite politique et à chercher des choses qui ne sont pas là, nous allons rester concentrés sur la pandémie. Nous allons continuer à soutenir les familles de partout au pays. Nous allons continuer à appuyer les travailleurs qui ont perdu leurs emplois. Nous allons continuer à soutenir les petites entreprises. C'est ce sur quoi nous nous concentrons en tant que Canadiens. Les conservateurs peuvent se concentrer sur ce qu'ils veulent. Nous, nous allons nous concentrer sur le sort et la santé des Canadiens.

[Traduction]

**L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC):** Monsieur le Président, la seule famille pour laquelle il souhaite livrer quelque chose, c'est la sienne. Ce sont des membres de sa famille qui ont reçu un demi-million de dollars de ce groupe. Puis, il est personnellement intervenu pour que le groupe qui avait rémunéré sa famille obtienne un demi-milliard de dollars. Et pour ce qui est de travailler au nom des Canadiens, c'est lui qui a fermé le Parlement pendant six semaines pour s'assurer que personne n'apprenne la vérité.

J'ai une simple question à laquelle il suffit de répondre par oui ou par non. Il manque des centaines de pages. Est-ce que le premier ministre va fournir des pages non caviardées et laisser les Canadiens prendre connaissance de la totalité des documents, oui ou non?

• (1500)

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, ce sujet passionne vraiment les conservateurs. Ils peuvent certainement continuer à parler de l'organisme UNIS et à voir des théories du complot un peu partout. En ce qui nous concerne, nous allons continuer de travailler pour les Canadiens.

Le député de Carleton a dit qu'il ne croit pas aux grands programmes gouvernementaux. Cela ne nous étonne pas des conservateurs. Toutefois, 8,8 millions de Canadiens ont bénéficié de la PCU et 3,5 millions d'emplois ont été sauvés par la subvention salariale. Voilà sur quoi nous nous concentrons, et j'ai été très heureux de voir, la nuit dernière, les conservateurs approuver à l'unanimité

notre plan d'avenir qui vise à aider les Canadiens à traverser cette pandémie.

\* \* \*

**LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

**Mme Shannon Stubbs (Lakeland, PCC):** Monsieur le Président, en avril, les Canadiens ont été horrifiés par la tuerie qui a coûté la vie à 22 personnes en Nouvelle-Écosse. Il y a deux mois, le ministre de la Sécurité publique a dit aux familles des victimes que leur perte ne méritait qu'une enquête interne. Après une semaine de protestations, le ministre a finalement consenti à la tenue d'une enquête publique. Anne McLellan avait accepté de diriger l'enquête, mais s'est ensuite désistée faute de temps. Voilà qui prouve que les libéraux n'ont jamais eu l'intention d'aller au fond des choses pour les familles des victimes qui s'interrogent encore sur le comment et le pourquoi de ce drame. Quand les libéraux vont-ils désigner quelqu'un pour remplacer Mme McLellan pour que l'enquête puisse débiter?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, la tragédie survenue en Nouvelle-Écosse n'a pas seulement affecté les familles de la province, mais bien toutes celles du pays. Quand j'ai parlé aux familles des victimes, elles m'ont fait part de la nécessité de savoir exactement ce qui s'est passé. Je leur ai assuré que l'ensemble des Canadiens souhaite aussi faire la lumière sur ce drame. Voilà pourquoi le gouvernement a lancé une enquête pour trouver des réponses rapidement et aller au fond des choses.

Les familles ont exprimé leurs préoccupations et ont notamment réclamé la tenue d'une enquête publique nationale. Nous avons accédé à leur demande. Nous veillons à ce qu'elles disposent des outils nécessaires pour trouver toutes les réponses sur cette tragédie, quelles leçons il faut en tirer et comment aller de l'avant. Je remercie tous les intervenants d'avoir fait le nécessaire dans ce dossier.

**Mme Shannon Stubbs (Lakeland, PCC):** D'accord, alors le premier ministre doit répondre à mes questions.

Monsieur le Président, cela fait cinq mois que les gens ont perdu leurs êtres chers. Il y a deux semaines, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a dit qu'il avait un substitut, mais le bureau du ministre de la Sécurité publique a affirmé que le processus suivait son cours et le premier ministre n'a ni répondu ni donné le moindre détail.

Harry Bond, dont les parents sont au nombre des victimes, a dit: « Lorsque nous obtenons de l'information, c'est par l'intermédiaire des médias... C'est douloureux et on ne sait que croire. »

Les familles méritent des réponses. À quelle date ce poste sera-t-il pourvu, à quel moment son mandat sera-t-il fixé et à quel moment l'enquête commencera-t-elle?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, j'ai eu le triste privilège de parler à de nombreux membres de ces familles. J'ai compris leur angoisse et leur désir d'avoir des réponses. Voilà pourquoi nous avons pris des mesures pour trouver ces réponses afin de les reconforter.

Nous travaillons d'arrache-pied pour pouvoir aller de l'avant le plus rapidement possible, mais les familles nous ont aussi signalé qu'il fallait bien faire les choses, alors nous nous assurons de bien les faire.

*Questions orales*

[Français]

**L'INDUSTRIE AÉROSPATIALE**

**M. Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ):** Monsieur le Président, dans le discours du Trône, Ottawa dit vouloir aider les industries particulièrement touchées par la COVID-19, mais il n'y a pas un mot sur l'aérospatiale.

Cet oubli, en passant, c'est juste le premier secteur d'exportation du Québec, 43 000 bons emplois, 18 milliards de dollars de chiffre d'affaires, le troisième pôle en importance au monde en aéronautique.

Le premier ministre est un député de Montréal. L'aérospatiale est au cœur de l'économie du Grand Montréal.

Ottawa va-t-il enfin cesser d'ignorer cette industrie québécoise de pointe et mettre en place une politique de l'aérospatiale?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, l'industrie aérospatiale, au Québec et partout au Canada, est une industrie extrêmement importante pour les emplois, pour l'innovation, pour l'avenir que nous sommes en train de bâtir ici, au Canada. Nous allons toujours l'appuyer.

Pendant cette crise de la COVID-19, il y a bien des industries qui ont été affectées. C'est pour cela que nous avons mis en place des mesures comme la subvention salariale, comme la Prestation canadienne d'urgence, pour aider les travailleurs, pour aider ces industries.

Nous continuons de travailler avec les industries hautement affectées pour que nous puissions les appuyer. Nous serons toujours là pour l'industrie aérospatiale, au Québec et partout au Canada.

**M. Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ):** Monsieur le Président, ce ne sont pas des paroles ou des actions à la pièce sans vision que cela prend, mais des programmes ciblés, une politique globale. D'ailleurs, l'insouciance du premier ministre quant au secteur n'est pas nouvelle. Déjà, en 2016, il disait que « ce qui est bon pour un député de Montréal n'est pas nécessairement bon pour un député de Toronto ou de Calgary ». C'est drôle, parce que quand Toronto a besoin d'aide pour l'automobile, le gouvernement est là. Quand Calgary a besoin d'aide pour son pétrole, elle l'obtient.

Où est le premier ministre pour Montréal, quand on a besoin d'aide dans l'aérospatiale?

**Des voix:** Oh, oh!

• (1505)

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, les rires qui proviennent des différents coins de la Chambre soulignent à quel point ce sont peut-être des propos légèrement incohérents. Comme les gens le savent très bien, notre gouvernement a été là pour tous les Canadiens, avant cette crise, pendant cette crise, et, bien sûr, dans les années à venir. Nous allons faire tout ce qui est nécessaire pour créer de bons emplois à long terme au Canada pour protéger notre environnement, soutenir nos ressources naturelles et aider les industries manufacturières de pointe comme l'aérospatiale et d'autres. Nous allons être là pour créer un meilleur avenir pour tous les Canadiens.

[Traduction]

**LES AFFAIRES AUTOCHTONES**

**M. Gary Vidal (Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill, PCC):** Monsieur le Président, selon une nouvelle diffusée plus tôt cette semaine, le gouvernement ne compte plus réussir à éliminer, d'ici mars 2021, les avis permanents d'ébullition de l'eau dans les réserves des Premières Nations. Comme les députés peuvent l'imaginer, devant cette nouvelle, de nombreuses nations du pays, dont les nations Ministikwan, dans ma circonscription, et Bearskin Lake, dans le Nord de l'Ontario, se demandent si elles ont vraiment une importance prioritaire pour le gouvernement.

Le premier ministre peut-il nous dire quand ces avis permanents d'ébullition de l'eau seront levés, si ce n'est pas en 2021?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, certains avis permanents d'ébullition de l'eau sont en vigueur depuis des décennies, ce qui est tout à fait inacceptable. C'est pourquoi nous avons pris l'engagement de lever tous les avis permanents d'ébullition de l'eau dans les réserves d'ici le printemps 2021. Nous déployons énormément d'efforts pour y arriver. Nous avons déjà éliminé plus de 80 de ces avis et nous travaillons très fort pour éliminer les prochains.

Les défis posés par la COVID ont entraîné un certain retard, mais nous redoublons maintenant d'efforts non pas pour nous conformer à une échéance particulière, mais pour nous assurer que tous les Canadiens ont accès à de l'eau potable.

**Mme Cathy McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC):** Monsieur le Président, aujourd'hui, le premier ministre se félicite pour ce qu'il considère avoir été une réponse rapide à la pandémie. De toute évidence, les libéraux semblent nous dire que quand on veut, on peut. À ce jour, il y a 61 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable, et deux autres se sont ajoutés à cette liste au cours du week-end.

Le gouvernement a renoncé à sa promesse de mener à bien les projets à cet égard d'ici mars 2021. Où est la volonté du premier ministre?

Les Canadiens se sont fait dire de se laver souvent les mains pour combattre la pandémie, alors les familles autochtones demandent comment elles sont censées faire cela sans eau propre.

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, en cette Journée du chandail orange, je dois dire comme je le ferais n'importe quand autrement que je suis on ne peut plus heureux de voir l'empressement et l'intérêt que manifeste le Parti conservateur à l'égard des questions autochtones. Nous attendons cela depuis longtemps. Je peux leur dire que nous avons levé presque 90 avis à long terme d'ébullition de l'eau et que nous travaillons d'arrache-pied pour venir à bout de ceux qui restent.

Nous allons continuer à mettre les bouchées doubles pour la suite des choses parce que nous savons que c'est ce à quoi s'attendent tous les Canadiens, et pas seulement les Canadiens autochtones.

**M. Dan Mazier (Dauphin—Swan River—Neepawa, PCC):** Monsieur le Président, des millions de Canadiens qui habitent en région rurale n'ont pas accès à des services Internet de qualité, ce qui, en plus des conséquences personnelles que cela peut avoir, nuit aussi à la croissance économique. Pourtant, il y a deux semaines, le gouvernement libéral a annulé un contrat de 55 millions de dollars qui devait permettre aux communautés autochtones du Manitoba d'avoir accès à Internet.

Les libéraux ont promis il y a cinq ans de brancher l'ensemble des Canadiens. Le gouvernement pourrait-il nous expliquer en quoi l'annulation d'un investissement de 55 millions de dollars permettra de brancher ces communautés autochtones?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, je vais me renseigner sur l'investissement dont parle le député d'en face.

Je peux toutefois lui assurer que nous sommes conscients que l'accès à Internet haute vitesse est un service essentiel. Comme nous l'avons confirmé dans le discours du Trône, le gouvernement accélérera le calendrier de mise en œuvre de la connectivité et reverra à la hausse les ambitions du Fonds pour la large bande universelle afin que les Canadiens de partout au pays aient accès à Internet haute vitesse. Cette initiative s'ajoute à la toute première stratégie nationale de connexion à Internet et aux milliards de dollars que nous avons débloqués afin que tous les Canadiens sans exception puissent se brancher à Internet.

\* \* \*

### LE MULTICULTURALISME

**Mme Jean Yip (Scarborough—Agincourt, Lib.):** Monsieur le Président, tous les ans, des personnes d'origine chinoise, coréenne, japonaise, vietnamienne et d'autres origines asiatiques se réunissent en famille pour célébrer la fête de la mi-automne.

Cette fête marque la fin des récoltes d'automne, et les familles profitent de cette période pour jouir du fruit de leur travail, remercier les dieux et contempler la pleine lune synonyme de bénédiction et de prospérité. Aujourd'hui, cette tradition vieille de 3 000 ans est célébrée dans le monde entier et partout au pays.

Le premier ministre peut-il expliquer à la Chambre de quelle manière le gouvernement du Canada souligne et célèbre la fête de la mi-automne cette année?

• (1510)

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, j'aimerais commencer par remercier la députée de Scarborough—Agincourt pour son excellent travail et ses inlassables efforts en faveur de sa collectivité.

C'est le moment de se rappeler les sacrifices de nos ancêtres, de nos parents et de nos grands-parents et de les en remercier. Cette année en particulier, alors qu'on observe une augmentation du racisme envers les Asiatiques partout au pays, la fête de la mi-automne est l'occasion de se rappeler qu'il est important de dénoncer la discrimination sous toutes ses formes, de célébrer nos différences et surtout, de rester unis.

Nous nous joignons à de nombreuses collectivités asiatiques au Canada et dans le monde entier pour célébrer cette fête de la mi-automne.

\* \* \*

### LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

**M. Jasraj Singh Hallan (Calgary Forest Lawn, PCC):** Monsieur le Président, cela fait six mois que l'Organisation mondiale des sikhs a dénoncé la politique de la GRC sur le port de la barbe comme étant préjudiciable aux agents sikhs et musulmans.

Aucune autre force policière au Canada, pas même la police régionale de Peel, n'applique cette politique ridicule. Cette politique est inacceptable, et la GRC le sait. Cependant, le ministre refuse de

### Questions orales

défendre les droits des minorités ethniques et se contente de dire que l'on se penche sur la question.

Pourquoi le ministre tarde-t-il à intervenir? Quand mettra-t-il un terme à cette flagrante discrimination contre ces héros canadiens?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, au cours des derniers jours, le ministre de la Sécurité publique et moi avons été catégoriques à ce sujet: cette politique est absolument inacceptable.

Nous avons demandé à la GRC de revoir ses politiques pour éliminer ce genre de racisme systémique. Il faut colmater les failles du système. Nous devons faire en sorte que ces extraordinaires agents d'application de la loi qui protègent nos collectivités voient leurs droits de la personne entièrement respectés dans l'exercice de leurs fonctions.

Nous veillerons à ce que des mesures soient prises pour remédier à la situation.

\* \* \*

### LA SANTÉ

**M. Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC):** Monsieur le Président, le Canada est aux prises avec deux crises nationales de santé publique: la COVID-19 et les opioïdes. La crise des opioïdes touche un Canadien sur trois et elle touche ma famille. Mon beau-frère est mort d'une surdose, et au cours des dernières semaines, un de mes frères a fait des surdoses à quelques reprises. Il est toujours vivant aujourd'hui grâce à nos héros de première ligne: les policiers, les pompiers, les techniciens ambulanciers, les médecins et les infirmières qui, aussi incroyable que cela puisse paraître, doivent parfois acheter leurs propres trousses de naloxone et leur propre équipement de protection individuelle.

Le discours du Trône aurait pu donner de l'espoir aux familles, mais il n'en est rien. Nous sommes en pleine crise de santé publique nationale. Pourquoi le premier ministre n'assume-t-il pas ses responsabilités?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, la COVID-19 vient aggraver la crise de santé publique liée aux surdoses d'opioïdes et aux décès qui y sont attribuables dans un trop grand nombre de nos communautés. Les drames vécus par la famille de mon collègue me chagrinent profondément. Nos pensées accompagnent ceux qui ont perdu des êtres chers.

Dans le but d'aider les gens qui souffrent de toxicomanie, nous avons facilité l'accès à des médicaments comme le Suboxone ou la méthadone. Nous avons facilité la mise en place de centres de prévention des surdoses. Nous avons financé l'adoption de solutions communautaires dans le cadre du programme de lutte contre la toxicomanie. Nous allons continuer de nous fier aux données scientifiques et d'écouter les experts. Nous allons continuer de miser sur les sites d'injection supervisée et de réduction des méfaits pour protéger les gens vulnérables en respectant les conseils des experts en santé publique.

*Affaires courantes***LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

**M. Bob Saroya (Markham—Unionville, PCC):** Monsieur le Président, les casinos clandestins, les bandes criminelles, les fuillades, les meurtres, les vols de biens et les cambriolages sont de plus en plus nombreux dans la région du Grand Toronto. Il nous faut davantage de ressources, et non ces promesses creuses des libéraux que les habitants de la région ont vraiment marre d'entendre.

Le discours du Trône prévoit des centaines de milliards de dollars de nouvelles dépenses. Pourquoi est-ce que pas un seul dollar n'est prévu pour assurer la sécurité des habitants de la région du Grand Toronto?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, je suis heureux d'entendre que le député conservateur de la région du Grand Toronto se préoccupe du contrôle des armes à feu. Voilà pourquoi nous nous sommes engagés à resserrer le contrôle de l'importation illégale et de l'utilisation d'armes d'assaut de type militaire au Canada. Nous nous sommes aussi engagés à collaborer avec les provinces, les territoires et les municipalités afin de restreindre davantage l'utilisation des armes de poing. Je compte sur l'appui du député afin de restreindre l'utilisation des armes de poing dans la région du Grand Toronto et ailleurs au pays.

**Des voix:** Oh, oh!

**Le Président:** Je me permets de signaler que certains députés ont une voix retentissante. Ils ne s'imaginent pas à quel point elle peut porter entre ces murs. Je leur demanderais donc de baisser le ton.

Le député de Bourassa a la parole.

\*\*\*

• (1515)

[Français]

**LES PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX**

**M. Emmanuel Dubourg (Bourassa, Lib.):** Monsieur le Président, le gouvernement admet qu'une longue histoire de racisme, de discrimination et de préjugés contre les Noirs a eu des répercussions significatives sur ces communautés.

Pour avoir de l'aide, les communautés d'affaires s'appuient sur des systèmes de soutien informel ou fourni par les membres de la famille, les amis et les autres propriétaires d'entreprise noirs. La pandémie a mis en évidence et a augmenté les inégalités auxquelles les entrepreneurs noirs font face. Il y a du travail à faire. Le discours du Trône l'a reconnu.

Je félicite mon gouvernement de son annonce du nouveau Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires du Canada, de 211 millions de dollars. Le premier ministre du Canada, député de Papineau, a rencontré plusieurs membres des communautés noires.

Peut-il nous dire comment...

**Le Président:** Le très honorable premier ministre a la parole.

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, je veux remercier mon collègue de Bourassa du travail extraordinaire qu'il fait pour la communauté et pour lutter contre le racisme systémique.

Nous travaillons en étroite collaboration avec les communautés d'affaires noires pour développer ce Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires, qui fournira un fonds de prêts pour les entreprises. En plus des prêts, ce programme renforcera les écosys-

tèmes en travaillant avec les organisations d'entreprises, et il recueillera des données désagrégées sur les expériences des entrepreneurs noirs afin de mieux élaborer nos politiques.

Nous sommes fiers de cet important programme que nous avons mis sur pied. Nous reconnaissons que le racisme systémique existe aussi dans le monde des affaires et qu'il faut lutter contre cela. L'entrepreneuriat est important.

\*\*\*

**L'INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE**

**M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD):** Monsieur le Président, avant la pandémie, le Canada était le seul pays industrialisé qui n'avait pas de stratégie nationale pour le secteur aéronautique.

Depuis la crise, c'est tout le secteur aérien qui est en chute libre. On parle de 240 000 bons emplois, dont la grande majorité sont au Québec. Les mises à pied se multiplient, les carnets de commandes se vident et les travailleurs et les travailleuses sont inquiets de leur avenir. Aujourd'hui, le syndicat des machinistes tire la sonnette d'alarme et réclame un plan d'urgence et une stratégie nationale, une stratégie appuyée par le NPD.

La question se pose pour le secteur aéronautique: y a-t-il un pilote dans l'avion?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, cette pandémie a frappé plusieurs secteurs plus fortement que d'autres, dont ceux du tourisme, du transport aérien et de l'aéronautique.

C'est pour cela que nous sommes là pour appuyer les travailleurs d'abord et avant tout. Cependant, nous allons continuer de travailler avec l'industrie pour assurer que ce joyau de notre économie continue d'être compétitif à l'échelle internationale, d'innover et de créer de bons emplois pour de futures générations de Québécois et de Canadiens. Nous allons continuer d'appuyer l'industrie aéronautique partout au pays.

**AFFAIRES COURANTES**

[Français]

**LE BUDGET PRINCIPAL DES DÉPENSES 2020-2021**

Le président du Conseil du Trésor présente un message dont le Président donne lecture à la Chambre et par lequel Son Excellence la gouverneure générale transmet le budget principal des dépenses pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021.

**L'hon. Jean-Yves Ducloux (président du Conseil du Trésor, Lib.):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, le Budget principal des dépenses 2020-2021.

Par la même occasion, j'aimerais saluer, au nom de tous les députés, la nouvelle cohorte des pages, dont j'ai déjà fait partie. Je les remercie à l'avance des précieux services qu'ils vont rendre à la Chambre et à tout notre pays au cours des prochains mois.



• (1520)

[Traduction]

### LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**M. Robert Oliphant (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, Lib.):** Monsieur le Président, conformément à l'article 32(2) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, les traités suivants: un, annexe VII de la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international, Procédures et mécanismes de contrôle du respect de la convention de Rotterdam; deux, amendements aux annexes I et II du Protocole de 1998 relatif aux polluants organiques persistants de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontalière à longue distance de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et amendements aux annexes A et C de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants; trois, Accord sur le transport aérien entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Commonwealth des Bahamas; quatre, Traité de coproduction audiovisuelle entre le gouvernement du Canada et le Cabinet des ministres de l'Ukraine; et, enfin, amendement à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction.

\* \* \*

[Français]

### L'OMBUDSMAN FÉDÉRAL DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

**L'hon. David Lametti (ministre de la Justice, Lib.):** Monsieur le Président, conformément à l'article 32(2) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, le rapport annuel de 2018-2019 du Bureau de l'ombudsman fédéral des victimes d'actes criminels.

\* \* \*

[Traduction]

### LA JOURNÉE DU CHANDAIL ORANGE

**L'hon. Carolyn Bennett (ministre des Relations Couronne-Autochtones, Lib.):** Monsieur le Président, aujourd'hui, il est vraiment important que je souligne que nous sommes réunis ici sur le territoire non cédé des Algonquins. L'esprit de leurs ancêtres doit orienter notre travail au Parlement.

[Français]

Aujourd'hui, le 30 septembre, les Canadiens de tout le pays porteront de l'orange pour sensibiliser les gens à l'héritage tragique des pensionnats et pour honorer les milliers de survivants et de survivantes.

[Traduction]

Le système des pensionnats est une tragédie issue de politiques coloniales qui a causé du tort aux enfants, à leur famille et à leur communauté.

La Journée du chandail orange a été inspirée par l'histoire de Phyllis (Jack) Webstad, une survivante des pensionnats. À l'âge de 6 ans, Phyllis s'est rendue au pensionnat indien de la mission St. Joseph en portant un chandail orange vif tout neuf que sa grand-mère lui avait acheté. Le premier jour d'école, on lui a enlevé de force

### Affaires courantes

son nouveau chandail, ainsi que sa dignité et sa fierté de sa langue et de sa culture.

[Français]

Alors que nous continuons à avancer sur la voie de la réconciliation, nous ne devons jamais oublier l'impact tragique des pensionnats et nous devons tirer les leçons des expériences courageusement partagées par les survivants.

[Traduction]

En cette Journée du chandail orange, nous reconnaissons le déni des droits et les actes répréhensibles du passé. Nous reconnaissons les répercussions qui se font sentir aujourd'hui sur toutes les générations, notamment le traumatisme ressenti par les survivants et leur famille et son impact négatif sur les conditions sociales, économiques et scolaires des Premières Nations, des Inuits et des Métis.

Aujourd'hui, tous les Canadiens en apprennent davantage sur l'expérience vécue par les survivants des pensionnats, les mauvais traitements qu'ils ont subis et la façon dont leur vie et celle de leur famille et de leur communauté ont été changées à jamais. Nous nous souvenons des enfants qui sont morts et ne sont jamais rentrés chez eux. L'image des cimetières remplis de petites croix qui sont adjacents aux écoles restera gravée dans nos esprits, et nous nous engageons à aider les familles qui attendent encore des réponses sur ce qui est arrivé à leurs proches.

• (1525)

**Le Président:** Je dois interrompre la ministre. Le député de New Westminster—Burnaby invoque le Règlement.

**M. Peter Julian:** Monsieur le Président, la caméra était braquée sur vous, mais l'équipe technique l'a maintenant tournée vers la ministre. Il s'agit de déclarations très importantes. Je tenais seulement à ce que la ministre apparaisse à la télévision, devant la nation, en plus des autres intervenants d'aujourd'hui.

**Le Président:** Je présente mes excuses à la ministre. Veuillez poursuivre.

**L'hon. Carolyn Bennett:** Monsieur le Président, ce n'est qu'en ayant une meilleure compréhension, en tant que société, des torts causés par le sentiment de soi-disant supériorité encaissée dans les politiques coloniales que nous réussirons à combattre de manière tangible le racisme dirigé contre les peuples autochtones qui existe honteusement dans l'ensemble des institutions canadiennes.

[Français]

Nous encourageons chacun à s'informer sur son rôle dans le processus de réconciliation.

[Traduction]

Aujourd'hui, nous demandons aux Canadiens de prendre le temps de lire ou de relire les 94 appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation. Il faut que tous les Canadiens comprennent les mesures concrètes que les individus, les communautés et les organisations peuvent prendre pour favoriser la réconciliation avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis du Canada.

Quand j'ai été élue en 1997, j'ignorais complètement que le dernier pensionnat autochtone avait fermé ses portes seulement l'année précédente. J'ai été inspirée par le courage de parlementaires comme Ethel Blondin-Andrew, Romeo Saganash et Wilton Littlechild. Aujourd'hui, je salue le leadership du député de Territoires du Nord-Ouest, qui est lui-même un survivant des pensionnats autochtones.

*Affaires courantes*

Il est maintenant temps que chacun d'entre nous en apprenne davantage sur notre histoire commune, y compris sur ses chapitres douloureux. C'est le moment pour nous de choisir, individuellement, notre rôle dans la mise en œuvre des changements nécessaires pour bâtir un avenir meilleur, où l'on respecte et comprend mieux la beauté, la sagesse et l'importance de la culture, des connaissances et de la vision du monde des peuples autochtones.

En tant que parlementaires, nous avons l'occasion d'adopter une mesure législative qui honorera ceux qui ont survécu aux pensionnats autochtones et à d'autres politiques coloniales ou affligeantes. Pensons notamment à la relocalisation forcée des Inuits et à l'abattage de leurs chiens de traîneau ou encore à l'exécution de Louis Riel.

Il nous incombe de comprendre ce que les politiques d'assimilation nous ont presque fait perdre et ce que le Canada a à gagner à écouter les Premières Nations, les Inuits et les Métis, à apprendre d'eux et à nouer de nouvelles relations fondées non pas sur le paternalisme, mais bien sur un partenariat qui repose sur un respect véritable.

[Français]

Nous continuerons de travailler pour faire avancer la réconciliation et l'établissement de relations de nation à nation, entre les Inuits et la Couronne et de gouvernement à gouvernement avec les peuples autochtones, fondées sur la reconnaissance des droits, le respect, la coopération et le partenariat.

*Meegwetch. Nakurmiik. Marsi.*

• (1530)

[Traduction]

**Mme Cathy McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC)** Monsieur le Président, aujourd'hui j'ai l'honneur de participer au débat depuis mon domicile, à Kamloops, pour souligner la Journée du chandail orange.

Comme bien des parents de partout au Canada, j'ai dû acheter de nouvelles chaussures et de nouveaux vêtements à mes enfants pour la rentrée scolaire. À la fin de la journée, ils sont rentrés à la maison excités de parler de leur nouvel enseignant et des enfants à côté desquels ils ont pu s'asseoir. Pour bien des survivants des pensionnats, la première journée d'école était souvent marquée par l'horreur et la douleur.

La Journée du chandail orange a été instaurée dans ma province natale, la Colombie-Britannique, et s'est inspirée de l'expérience déchirante de Phyllis Webstad. Elle avait 6 ans lorsqu'elle a commencé à fréquenter la Mission St. Joseph à Williams Lake. À sa première journée, on lui a enlevé le nouveau chandail orange vif que son grand-père lui avait donné. Elle a écrit: « La couleur orange m'a toujours rappelé cette [journée], à quel point mes émotions ne comptaient pas, à quel point personne ne s'en préoccupait, et à quel point j'avais l'impression que je ne valais rien. »

Comme il est mentionné dans les excuses aux anciens élèves des pensionnats, le gouvernement du Canada a érigé un système d'éducation dans le cadre duquel de très jeunes enfants ont souvent été arrachés à leur foyer et, dans bien des cas, emmenés loin de leur communauté. Bon nombre d'entre eux étaient mal nourris, mal vêtus et mal logés. Tous étaient privés des soins et du soutien de leurs parents, de leurs grands-parents et de leur communauté. Les langues et les pratiques culturelles des Premières Nations, des Inuits et des Métis étaient interdites dans ces écoles. Malheureuse-

ment, certains de ces enfants sont morts en pension et d'autres ne sont jamais retournés chez eux.

Les séquelles des pensionnats continuent de créer des tragédies et des traumatismes. De toute évidence, les Canadiens sont toujours témoins d'horribles actes de racisme envers les Autochtones, que ce soit dans les hôpitaux, comme en témoigne la situation troublante signalée cette semaine, dans le système judiciaire, dans le système d'éducation, et j'en passe.

La Journée du chandail orange a été lancée en 2013 pour sensibiliser les élèves à l'histoire et aux conséquences douloureuses des pensionnats. En quelques années, elle a pris une envergure nationale, si bien que des milliers d'élèves y participent maintenant en transmettant ce message aux membres de leur famille et de leur communauté. Nous les rejoignons aujourd'hui sur le chemin de la réconciliation.

Chaque enfant compte, avec ses traditions, sa famille, sa communauté et ses rêves.

[Français]

**Mme Marilène Gill (Manicouagan, BQ):** Monsieur le Président, c'est avec émotion que je prends la parole aujourd'hui à la Chambre au nom de ma formation politique, le Bloc québécois, pour souligner la Journée du chandail orange. Il y a de cela 7 ans, les survivantes et les survivants de la St. Joseph's Mission Residential School se sont réunis à Williams Lake, en Colombie-Britannique, pour perpétuer la mémoire de ce qu'ils avaient vécu.

C'est alors que Phyllis Webstad, une survivante du pensionnat, a fait le récit de sa première journée à l'école. Son histoire, c'est celle d'une petite fille de 6 ans qui était heureuse de porter le chandail orange que sa grand-mère lui avait offert. Son histoire, c'est celle de cette même petite fille à qui l'on a confisqué son chandail pour ne plus jamais le lui rendre, comme on confisquait alors les petits à leurs mères pour mieux dépouiller les enfants de leur langue, de leur culture et de l'héritage de leurs ancêtres.

Son histoire, c'est l'histoire de plus de 150 000 personnes de partout au Canada qui ont vécu le traumatisme des pensionnats autochtones. C'est celle de ces milliers d'enfants qu'on a battus, maltraités et que l'on a trop souvent violentés.

Pourquoi ces événements se sont-ils passés? C'est tout simplement parce que toute la politique canadienne à l'endroit des peuples autochtones jusqu'à il y a quelques décennies à peine avait pour but de les effacer tranquillement pour mieux les jeter dans le néant.

Le dernier pensionnat a fermé ses portes il y a 24 ans. Quand on y pense, 24 ans, c'était hier. Toute cette politique d'assimilation reposait sur une seule prémisse erronée: la suprématie de la race blanche, celle de sa civilisation et de sa foi.

Avec le système des pensionnats, on a voulu tuer l'indien dans l'enfant. La société coloniale a voulu faire de ces enfants des blancs. En fait, elle a tellement voulu les blanchir qu'on les a parfois blanchis à l'eau de javel. C'est hideux, c'est abominable et c'est cruel. C'est raciste et c'est cela, un génocide culturel.

*Affaires courantes*

Jamais nous ne devons oublier cette histoire, tout comme nous ne devons jamais oublier celle du Livre blanc, de l'abattage des chiens, de la révolte des Métis, de la Loi sur les Indiens, de la crise d'Oka et j'en passe. Depuis, il y a eu la Commission royale sur les peuples autochtones, la Commission de vérité et réconciliation du Canada et l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Les gouvernements ont créé beaucoup de commissions et produit beaucoup de papiers, mais se sont peu engagés.

La réconciliation est un processus perpétuel basé sur le respect. Nous ne pouvons pas ni ne devons oublier le passé, mais c'est ici et maintenant que nous vivons. C'est pourquoi il nous faut agir, ici et maintenant.

Hier, l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador a dévoilé son plan d'action sur le racisme et la discrimination. Son chef Ghislain Picard portait fièrement un chandail orange pour l'occasion. Il a appelé les Québécoises et les Québécois à devenir des alliés dans la lutte contre le racisme et la discrimination à l'égard des Premières Nations.

Aujourd'hui nous répondons à cet appel. Le Bloc québécois réitère son engagement d'être à jamais un allié des peuples autochtones. Nous regardons vers l'avenir. Nous nous tournons vers la réconciliation.

*Tshinashkumitin, meegwetch.*

● (1535)

[Traduction]

**Mme Leah Gazan (Winnipeg-Centre, NPD):** Monsieur le Président, nous célébrons aujourd'hui la Journée du chandail orange, une journée qui vise à souligner la résilience des enfants, des petits guerriers, qui ont été enlevés de leurs communautés et envoyés dans les pensionnats autochtones. Certains enfants ont pu retourner à la maison tandis que d'autres sont décédés dans ces institutions. Ces dernières ont laissé un héritage de bouleversements culturels et sociaux. Nombre de survivants ont eu peine à retrouver leur identité et à trouver où est leur place ainsi que celle de leurs proches. Les pensionnats autochtones ont été le théâtre de violations flagrantes des droits de la personne dont les séquelles continuent de se faire sentir dans les familles et les communautés autochtones aujourd'hui.

Il n'y a pas de réconciliation possible sans justice, ce qui exige que l'on fasse preuve d'écoute et que l'on mette en œuvre tous les appels à l'action énoncés dans la Commission de vérité et réconciliation du Canada.

Cette violence à l'égard de nos communautés a été perpétrée dans l'unique but de briser notre identité autochtone, avec toute sa beauté et sa grâce, ainsi que notre mode de vie. Ces actes de violence ont été commis contre nos enfants, dont l'esprit résistant a enduré des sévices inimaginables. Ces enfants sont aimés et estimés. J'aimerais honorer leur force, leur résilience et leur courage aujourd'hui, et je sais que notre caucus et des milliers d'autres personnes se joindront à moi.

J'ai entendu d'innombrables témoignages au sujet de la douleur que les parents de ces enfants ressentaient quand leurs petits leur étaient enlevés chaque mois de septembre et que le silence s'installait dans les communautés. L'angoisse revenait année après année. On n'entendait plus les rires d'enfants ni le son des jeux. Aujourd'hui, j'offre ma solidarité aux familles de ceux et celles qui se sont

fait enlever leurs enfants de cette manière si injuste et cruelle. Le silence est assourdissant.

Il y a des guerriers qui sont gentils, résilients, aimants et patients, comme mon partenaire, Romeo Saganash. Alors que nous cherchons à avancer, apprenant à nous aimer et à nous faire confiance mutuellement, les choses peuvent être compliquées. La colonisation a compliqué les relations, mais nous progressons avec compréhension, compassion, amour et plaisir, notamment en parcourant le pays, en nous battant pour le projet de loi C-262, car nous souhaitons l'adoption et la mise en œuvre intégrales de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones.

J'ai été touchée par une histoire que Romeo m'a racontée il y a presque cinq ans. Pendant plus de 20 ans, alors qu'il était à Québec, il allait tous les samedis chez la fleuriste du coin pour acheter des fleurs. Le manège a duré jusqu'à l'élection de 2011, moment où il a annoncé à la propriétaire du magasin qu'il déménageait et qu'il ne passerait plus lui acheter des fleurs. Elle a dit que c'était dommage et qu'elle était certaine que les fleurs allaient manquer à celle pour qui il les achetait. Il lui a dit que les fleurs étaient pour lui, que personne ne lui avait jamais acheté de fleurs. La propriétaire du magasin a été si touchée qu'elle s'est mise à pleurer, et c'est aussi ce que j'ai fait en entendant cette histoire. Je lui ai dit que je lui achèterais toujours des fleurs, et j'ai tenu ma promesse. Les fleurs lui procurent de la joie.

J'ai aussi publié un poème afin d'exprimer mon amour profond pour lui:

Jamais de fleurs il n'a reçues  
Un coeur ouvert  
Une orchidée à chérir  
Jamais de fleurs il n'a reçues  
Dans les pensionnats  
Son âme presque abattue  
Derrière les murs  
Croissait l'ivraie du génocide  
Aucune fleur nulle part  
On n'avait pas de fleurs  
Pour l'esprit d'un artiste  
Dont la bonté nourrissait l'imaginaire  
Jamais de fleurs il n'a reçues  
Esprit si digne d'un accueil  
Tendre et aimant  
Voici une fleur pour toi  
Que son parfum se répande  
Comme la grâce de ton noble coeur

Je tiens à exprimer mon amour pour mon partenaire, ma famille, mes amis et tous les guerriers des pensionnats autochtones que je n'ai pas eu l'honneur de connaître et les pensionnaires qui ne sont jamais retournés chez eux. Je leur offre cette fleur. Que son parfum se répande comme la grâce de leur noble coeur.

● (1540)

**M. Paul Manly (Nanaimo—Ladysmith, PV):** Monsieur le Président, je demande à la Chambre son consentement unanime pour prendre la parole au nom du Parti vert.

**Le Président:** Le député de Nanaimo—Ladysmith a-t-il le consentement unanime de la Chambre?

**Des voix:** D'accord.

**M. Paul Manly:** Monsieur le Président, je veux remercier tous les députés qui se sont exprimés avant moi aujourd'hui d'avoir prononcé ces paroles aussi émouvantes afin de souligner cette journée.

*Affaires courantes*

Je reconnais que nous nous trouvons sur le territoire traditionnel du peuple algonquin. J'interviens aujourd'hui à la Chambre en tant que descendant de colons blancs, qui sont en partie responsables des actions du gouvernement et des églises.

C'est la Journée du chandail orange. Alors que nous honorons les survivants des pensionnats autochtones et que nous sommes témoins de leur cheminement vers la guérison, il est important de reconnaître les politiques destructrices des gouvernements antérieurs, qui ont cherché à éradiquer les cultures, les langues et le mode de vie des Autochtones de ce pays.

En tant que cinéaste, j'ai eu l'honneur et le privilège de travailler avec des aînés de ma région issus des nations snaw-naw-as, stz'uminus et snuneymuxw. J'ai collaboré à un projet avec le centre de santé hul'qum'num pour un film intitulé *Tat ul utul'*, ce qui signifie « apprendre à se connaître ». Ce film visait à renseigner les nouveaux travailleurs de la santé de l'hôpital du district de Cowichan sur l'histoire du colonialisme au pays, ses répercussions sur les gens et la raison pour laquelle les Autochtones n'allaient pas se faire soigner lorsqu'ils avaient des problèmes de santé.

Quand j'ai parlé avec ces aînés, ils m'ont raconté leur expérience dans les pensionnats autochtones. Ils ont mentionné l'hôpital indien de Nanaimo, qui a également un sombre passé. Ils m'ont fait part de leurs expériences et m'ont raconté beaucoup de choses. Au cours de cette même période, les membres de la Commission de vérité et réconciliation sont venus recueillir des témoignages d'habitants de ma région. J'ai aussi entendu les témoignages d'amis de ma famille, qui me connaissent depuis que je suis tout petit. Ils m'ont raconté des histoires que je n'avais jamais entendues avant, des histoires horribles. Les Canadiens ont besoin d'entendre ces histoires pour comprendre ce qui s'est passé.

Les gens devraient entendre les témoignages des survivants du système de pensionnats autochtones. Nous ne devons pas nous contenter d'écouter. Nous devons agir. Nous devons donner suite aux recommandations de la Commission de vérité et réconciliation. Nous devons mettre en œuvre la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Nous devons appliquer les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Nous devons passer de la parole aux actes. Voilà la responsabilité qui nous incombe en tant que députés.

Je vais me permettre de raconter un bout de mon histoire personnelle.

En 1959, mon père, Jim Manly, est devenu ministre de l'Église Unie. Avant cela, il était ministre dans un camp de bûcherons. Cependant, quand il s'est marié avec ma mère, Eva Manly, ils ont déménagé au village de Kitamaat, où habitent les Haislas. C'est là où sa vocation s'est manifestée pour la première fois, et où lui et ma mère ont établi leur premier domicile conjugal.

Cinq années plus tard, je suis venu au monde et six ans après, mes parents ont adopté ma sœur, Heather, une Autochtone. Nous étions entourés d'amis et de proches autochtones qui nous ont fait connaître leur culture et qui nous ont donné l'heure juste quant au sort réservé aux Autochtones au pays. Ils nous ont apporté beaucoup.

À deux ans, j'ai été adopté. Ma grand-mère paternelle est décédée lorsque mon père avait 19 ans. Nous avons été adoptés par mamie Irene Starr. Elle nous a accueillis à bras ouverts. C'était une

femme aimante et bienveillante et les enfants du village ne se lasaient pas d'aller la voir. Ils étaient attirés par sa beauté et par sa nature aimante. J'aimais beaucoup mamie Irene. Elle avait été dans un pensionnat, mais elle n'en parlait jamais. Ce n'était pas une expérience dont elle voulait parler.

À l'adolescence, nous avons compris que tous ces amis de la famille faisaient en fait partie de la famille biologique de ma sœur. Mamie Irene était sa grand-mère et tante Vina Starr était sa mère. Vina Starr a été la première femme autochtone admise au barreau en Colombie-Britannique. Ma sœur, qui a fait partie de la Police provinciale de l'Ontario pendant 25 ans à travailler au sein de la police autochtone dans le Nord, se prépare maintenant à passer l'examen du barreau. Je souhaite bonne chance à Heather Manly pour son examen et je lui souhaite de suivre les traces de sa mère.

• (1545)

Au début des années 1990, quand Willy Blackwater a porté sa cause devant les tribunaux contre le pensionnat autochtone d'Alberni, l'Église unie et le gouvernement du Canada, mes parents l'ont appuyé parce qu'ils s'estimaient en partie responsables en tant que membres de l'Église, notamment parce que mon père était ministre au sein de celle-ci. En faisant des recherches sur le pensionnat d'Alberni, mon père a trouvé dans les archives une lettre écrite en 1898 par une femme appelée Elizabeth Shaw.

Il s'agit d'une lettre accablante de 18 pages. Elizabeth Shaw venait de l'Est et a fréquenté le pensionnat de Port Simpson dirigé par Thomas Crosby. Dans sa lettre, elle dénonce les abus systématiques qui y étaient infligés aux enfants. Cette lettre a été écrite il y a 122 ans. Mon père a également trouvé les lettres des ministres du gouvernement et des autorités religieuses qui sont intervenus pour faire taire Mme Shaw qu'ils ont qualifiée de dénonciatrice et de folle. La pauvre femme a perdu la foi et est finalement morte dans un établissement psychiatrique à Brockville. Les gens qui lisent ces lettres dans le film que j'ai coproduit avec mère, intitulé *The Awakening of Elizabeth Shaw*, étaient tous liés à cette histoire. Les membres du clergé ont fait la voix des ministres de l'Église. Les ministres du gouvernement celle des politiciens impliqués à l'époque et mon père a également lu une partie de ces lettres. Les filles Doudoward ont fait les voix du chef de Port Simpson et de sa femme.

Ma mère a demandé à grand-mère Irene de chanter dans le film un hymne intitulé *Flee as a Bird*. Lors de l'enregistrement, ma mère lui a expliqué que les enfants dans ces établissements ne pouvaient pas s'échapper à cause de l'océan et des montagnes. Ils ne pouvaient aller nulle part. Lorsque grand-mère Irene a chanté, sa voix s'est brisée par l'émotion et, lorsqu'elle a eu fini, elle a éclaté en sanglots. Elle n'avait jamais parlé des pensionnats autochtones, mais je savais qu'elle y avait vécu un traumatisme et beaucoup de souffrances et que tous ses enfants et petits-enfants avaient eux aussi souffert de ce qui s'est passé dans ces établissements.

Maintenant que la vérité est dévoilée, le temps de la réconciliation est venu et il nous incombe à tous dans cette assemblée de passer de la parole aux actes et de faire ce qui s'impose.

[Français]

**Mme Marilène Gill:** Monsieur le Président, j'aimerais faire un rappel au Règlement. Si je ne m'abuse, le député de Malpeque mangeait pendant la période allouée aux allocutions.

*Affaires courantes*

● (1550)

[Traduction]

**Le Président:** Le député de Malpeque souhaite-t-il répondre?

**L'hon. Wayne Easter:** Monsieur le Président, je vous présente mes excuses. J'ai pris un morceau de barre tendre parce que je n'ai pas mangé ce midi.

**Le Président:** Je tiens à rappeler aux députés qu'il n'est pas permis de manger à la Chambre.

\* \* \*

### LOI SUR L'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES POSTSECONDAIRES POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES

**M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD)** demande à présenter le projet de loi C-246, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu et la Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants.

— Monsieur le Président, j'ai l'honneur de prendre la parole aujourd'hui pour présenter au Parlement un important projet de loi intitulé la Loi sur l'aide financière aux études postsecondaires pour les personnes handicapées. Je remercie le député de Courtenay—Alberni de l'avoir appuyé. Le projet de loi permettra à tous les Canadiens handicapés de faire des études postsecondaires gratuitement. Non seulement cette démarche est fondamentalement juste, mais elle représente un investissement dans nos citoyens qui égalisera les chances et profitera à notre société.

Bien qu'on ait réalisé des progrès pour accroître l'inclusion des étudiants dans les collèges, les universités et les écoles de métier au Canada, il reste encore fort à faire. J'espère que tous les parlementaires appuieront cette initiative vitale pour aider les Canadiens handicapés à atteindre leur plein potentiel et à partager leurs talents, leurs compétences et leur énergie avec nous tous, car lorsque des gens aux capacités diverses réussissent, nous sommes tous gagnants.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

\* \* \*

### LE CALENDRIER DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

**M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, il y a eu consultation entre les partis et vous constaterez qu'il y a un consentement unanime à l'égard de la motion suivante.

Je propose:

Que, nonobstant tout article du Règlement ou usage habituel de la Chambre, pour l'année civile 2020, Règlement 28 (2) b) sera modifié en remplaçant le mot « 30 septembre » par « 9 octobre ».

**Le Président:** Puisqu'il s'agit d'une séance hybride de la Chambre, par souci de clarté, je vais demander seulement aux députés qui s'opposent à la demande de répondre.

La Chambre a entendu la motion. Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

Comme il n'y a pas de voix dissidentes, je déclare la motion adoptée.

(La motion est adoptée.)

**M. Blake Richards:** Monsieur le Président, j'interviens pour demander le consentement unanime à l'égard de la motion suivante:

Que la présidente du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre reçoive instruction de convoquer une séance du comité le jeudi 1<sup>er</sup> octobre 2020, à 11 heures.

**Le Président:** Puisqu'il s'agit d'une séance hybride de la Chambre, par souci de clarté, je vais demander seulement aux députés qui s'opposent à la demande de répondre.

Par conséquent, que tous ceux qui s'opposent à ce que l'honorable député propose la motion veuillent bien dire non.

**Des voix:** Non.

**Le Président:** Il n'y a pas de consentement unanime.

\* \* \*

### PÉTITIONS

#### LES DROITS DE LA PERSONNE

**M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC):** Monsieur le Président, les événements horribles qui affectent la communauté ouïghoure en Chine ont ému de nombreux députés. Les pétitionnaires tiennent particulièrement à souligner les mesures que le Parlement du Canada peut prendre dans ce dossier. Il est notamment possible d'employer la Loi sur la justice pour les victimes de dirigeants étrangers corrompus, qu'on appelle aussi la loi de Magnitski, pour sanctionner et tenir responsables ceux qui ont participé à ces crimes atroces. Je fais remarquer que le gouvernement dresse une liste de responsables bélarusses, mais qu'aucune liste n'existe encore pour les personnes impliquées dans les violations des droits de la personne commises au Xinjiang ou dans toute autre partie de la République populaire de Chine.

Je sou mets cette pétition à l'examen de la Chambre.

● (1555)

#### L'ENVIRONNEMENT

**M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NPD):** Monsieur le Président, je prends encore une fois la parole pour présenter une pétition au nom de jeunes de toute ma circonscription, Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, et de la circonscription voisine, Kootenay—Columbia.

Les pétitionnaires signalent que l'accélération des effets des changements climatiques est source d'anxiété pour les jeunes, qui s'inquiètent pour leur avenir incertain. Ils font observer que les cibles du Canada, qui a pourtant souscrit à l'Accord de Paris, ne correspondent pas à ce qui a été convenu dans cette entente. Ils veulent des emplois durables qui ne visent pas des gains à court terme aux dépens des générations futures.

Ils exhortent le gouvernement du Canada à respecter ses obligations au titre de l'Accord de Paris en adoptant une stratégie en matière de climat digne de ce nom qui prévoit une taxe sur le carbone efficace, qui élimine les subventions pour les combustibles fossiles et qui en redirige les investissements vers les sources d'énergie renouvelable, les mesures d'efficacité énergétique, le transport à faibles émissions de carbone et la formation professionnelle.

*Décision de la présidence*

## LES DROITS DE LA PERSONNE

**M. Kenny Chiu (Steveston—Richmond-Est, PCC):** Monsieur le Président, je trouve tout à fait approprié d'avoir le privilège, en cette Journée du chandail orange, de présenter une pétition au nom des Canadiens pour attirer l'attention du gouvernement sur la situation des Ouïghours.

Les Canadiens veulent attirer l'attention du gouvernement sur les atrocités qui sont commises à l'égard des Ouïghours et des musulmans en Chine. Ces atrocités correspondent à la définition de génocide de la Convention des Nations unies pour la prévention et la répression du crime de génocide. Outre la reconnaissance de ces atrocités, les Canadiens souhaitent que le gouvernement agisse pour punir les responsables en appliquant les dispositions de la Loi sur la justice pour les victimes de dirigeants étrangers corrompus.

## LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**M. Scott Duvall (Hamilton Mountain, NPD):** Monsieur le Président, je suis heureux de présenter aujourd'hui la pétition électronique e-2607, qui comporte 1 845 signatures, au nom d'habitants de ma circonscription, Hamilton Mountain, et de nombreux autres Canadiens. La pétition porte sur la situation au Cachemire.

## LE SAUMON SAUVAGE

**Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV):** Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de présenter cette pétition.

Nous sommes le 30 septembre, et c'est la date mentionnée dans le rapport de la Commission Cohen, qui a été publié il y a huit ans. La recommandation 19 de ce rapport porte sur l'interdiction de la pratique toxique de la salmoniculture en filet dans les îles Discovery.

Les pétitionnaires font état de la sérieuse crise qui touche les populations de saumon du Pacifique. Ils demandent au gouvernement d'exercer le principe de précaution et de mettre immédiatement en œuvre les 75 recommandations énoncées dans le rapport produit à la suite de la commission d'enquête du juge Cohen.

## LES PLANTES ET LES CHAMPIGNONS PSYCHOTROPES

**M. Paul Manly (Nanaimo—Ladysmith, PV):** Monsieur le Président, je suis ravi de présenter la pétition électronique e-2534.

Près de 15 000 Canadiens ont signé cette pétition, qui réclame la décriminalisation des plantes et des champignons psychotropes utilisés traditionnellement à des fins médicales et cérémoniales par les peuples autochtones depuis des temps immémoriaux. La pétition fait valoir qu'un nombre de plus en plus important d'études scientifiques évaluées par des pairs montrent que ces remèdes traditionnels aident les gens à s'affranchir de la toxicomanie et qu'ils sont aussi bénéfiques dans la gestion du syndrome de stress post-traumatique et dans l'apaisement de la dépression résistante aux traitements et de l'anxiété de fin de vie.

J'aimerais aussi remercier la ministre de la Santé d'avoir accordé une exemption pour autoriser une thérapie à la psilocybine à plusieurs malades qui sont en phase terminale.

La pétition demande au gouvernement du Canada de modifier la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, la Loi sur les aliments et drogues et le Règlement sur les aliments et les drogues afin de distinguer et d'exempter certains organismes lorsqu'ils sont utilisés dans le cadre de pratiques thérapeutiques, en tant que compléments aux soins médicaux, pour des cérémonies de guérison, ou pour la croissance spirituelle personnelle et l'épanouissement personnel.

Je tiens à remercier Trevor Millar et MAPS Canada d'avoir présenté cette pétition.

● (1600)

## L'ACCÈS AUX MÉDICAMENTS

**M. Mark Strahl (Chilliwack—Hope, PCC):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition au nom d'une électrice, Jocelyn James, dont le fils, Steven, vit avec la fibrose kystique. L'accès de Steven à de nouveaux médicaments d'une importance vitale a été compromis par les restrictions de prix que propose le gouvernement et qui empêchent les nouveaux médicaments d'entrer au Canada.

Plus de 17 000 Canadiens ont signé la pétition. Ils demandent au gouvernement du Canada d'abroger les modifications au Règlement sur les médicaments brevetés qui ont été adoptées en août 2019; de mener des consultations exhaustives, transparentes et factuelles avec les parties prenantes sur toute modification du Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés; et de travailler avec les patients, les cliniciens, les systèmes de santé provinciaux, les chercheurs et les fabricants de médicaments pour informer le régime fédéral d'examen des prix afin que le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés n'entrave pas l'accès aux nouveaux médicaments et aux essais cliniques.

\* \* \*

## QUESTIONS AU FEUILLETON

**M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

**Le Président:** D'accord?

**Des voix:** D'accord.

[Français]

**Le Président:** Je désire informer la Chambre qu'en raison des déclarations ministérielles, les ordres émanant du gouvernement seront prolongés de 27 minutes ce soir.

\* \* \*

## PRIVILÈGE

LA DIVULGATION PRÉMATURÉE ALLÉGUÉE DU CONTENU DU PROJET DE LOI C-7

**Le Président:** Je suis prêt à me prononcer sur la question de privilège soulevée le 25 septembre par le député de Louis-Saint-Laurent, qui demande à la présidence de statuer à nouveau dans la session en cours sur une question de privilège qui avait été jugée fondée de prime abord lors de la session précédente. L'affaire concernait alors la divulgation prématurée du projet de loi C-7, Loi modifiant le Code criminel relativement à l'aide médicale à mourir, qui était en avis, à ce moment-là, en prévision de son dépôt et de sa première lecture.

*L'Adresse*

## DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

Dans son intervention, le député a rappelé à la Chambre que la question avait d'abord été soulevée plutôt cette année, le 25 février, puis avait été renvoyée au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre le 10 mars, lorsque le Président avait autorisé que la motion appropriée soit proposée. Je remercie le député d'avoir fait des observations claires, qu'il a étayées par des précédents. Ce faisant, il a aidé la présidence à mieux comprendre les éléments qui entrent en ligne de compte. Le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre est aussi intervenu, concentrant l'essentiel de ses remarques sur le respect du délai pour soulever la question de privilège.

Comme les députés le savent, le rôle de la présidence lorsqu'elle est saisie d'une question de privilège consiste à déterminer si l'allégation d'outrage ou d'atteinte au privilège justifie que la Chambre lui accorde la priorité sur tous ses autres travaux. La présidence n'a pas la responsabilité de déterminer s'il y a bel et bien eu infraction ni d'établir la gravité de celle-ci. C'est à la Chambre qu'il revient de statuer sur cette question. Il s'agit de l'un des deux critères dont doit tenir compte le Président lorsqu'il est saisi d'une allégation d'atteinte au privilège. Le second critère consiste à savoir si la question a été soulevée à la première occasion. Pour statuer sur la réactivation d'une question de privilège de la session précédente, la présidence se doit d'appliquer ces mêmes critères et de prendre en considération la situation actuelle.

[Français]

Quant aux précédents invoqués par le député, la nature de la plainte dans chaque cas détermine son degré de pertinence en l'espèce. Par exemple, dans sa décision du 6 février 2004, le Président Milliken se prononçait sur l'étendue du privilège dont bénéficie un député lorsqu'il est convoqué à comparaître comme témoin devant un tribunal, et en particulier sur l'exemption de l'obligation de comparaître comme témoin devant un tribunal pendant une session parlementaire. L'autre cas portait sur les lacunes évidentes dans la loi et dans les pratiques de la Chambre en ce qui concerne les députés qui enfreignent la Loi électorale du Canada. Dans les deux cas, il y avait de vastes répercussions qui transcendaient les limites de la session parlementaire.

Or, les circonstances entourant la question dont est saisie la Chambre sont tout autres. Le projet de loi C-7 n'est plus à l'étude par la Chambre, non plus que sa divulgation prématurée contraire aux règles. Huit mois se sont écoulés depuis, et la prorogation a mis fin à tous les travaux, y compris les projets de loi non adoptés et les ordres de renvoi.

• (1605)

[Traduction]

En ce qui concerne l'exigence de préavis, la présidence constate que la question n'a pas été soulevée dès la première occasion. Bien que la réticence à soulever une question de privilège lors de la séance d'ouverture d'une nouvelle législature ou session soit tout à fait compréhensible, les préavis doivent être donnés suffisamment tôt. Ceci semble particulièrement pertinent lorsqu'il s'agit de reprendre une question de privilège de la session précédente.

Vu ces circonstances, la présidence ne peut conclure que la question de privilège devrait avoir préséance sur tous les autres travaux de la Chambre. Les motifs ne sont pas suffisamment impérieux en l'espèce. Je déclare donc qu'il n'y a pas matière à question de privilège.

[Français]

### REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 28 septembre, de la motion portant qu'une Adresse soit présentée à Son Excellence la gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement.

**L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC):** Monsieur le Président, je suis heureux de revenir à la Chambre en compagnie de mes collègues et de parler aux Canadiens de mon plan concernant leur emploi et leur famille.

[Traduction]

En parlant des familles, je tiens d'abord à dire à quel point je suis fier de la mienne. Je sais que mon épouse, Rebecca, mes enfants, Mollie et Jack, ainsi que mes parents me regardent probablement prononcer mon premier discours à la Chambre des communes en tant que chef du Parti conservateur.

C'est pour moi un honneur de représenter la circonscription de Durham, où j'ai grandi, ainsi que ses habitants, et d'être le chef du parti qui a fondé ce grand pays. C'est vraiment un immense honneur. Je tenterai d'être à la hauteur des personnes incroyables qui m'ont précédé.

Je souhaite tout d'abord remercier les milliers de Canadiens qui m'ont envoyé des messages et des pensées d'encouragement et qui ont prié pour ma famille tandis que Rebecca et moi surmontions la COVID-19. Je remercie également les formidables travailleurs de la santé qui se sont occupés de nous. Je songe notamment à Josée, notre guide personnelle en matière de soins de santé, qui nous a téléphoné presque chaque jour pour vérifier notre état de santé. Ce sont des gens comme elle qui travaillent sans relâche pour les Canadiens aux quatre coins du pays. Je les remercie pour les sacrifices auxquels ils consentent. Je les ai vus en action et, alors que la deuxième vague nous frappe, je tiens, au nom du Parti conservateur, à remercier tous nos travailleurs de la santé de première ligne pour tout ce qu'ils accomplissent pendant cette pandémie.

[Français]

Les Canadiens peuvent être fiers de leurs anges gardiens de la santé. Les médecins, les infirmières et les préposés ont été là quand nous avons eu besoin d'eux. Ils ont été au front lors de notre combat contre une maladie que notre pays n'a pas vue venir.

Le Canada n'était pas prêt, mais eux ont été prêts à risquer leur santé pour nous. Maintenant que le combat recommence contre une deuxième vague, nous savons que nous pouvons compter sur eux.

Au nom du Parti conservateur, je les remercie tous et toutes.

*L'Adresse**[Traduction]*

Il y a deux semaines, j'ai fait la file pendant des heures en compagnie de ma femme Rebecca et de mes enfants, Mollie et Jack, pour subir un test de dépistage de la COVID-19. Nous avons fait ce jour-là comme des milliers d'autres familles canadiennes dans tout le pays. Nous avons dû patienter pendant des heures, pour finalement être renvoyés chez nous. Un travailleur de la santé était présent pour superviser la file d'attente. Il prenait le temps de s'excuser auprès de chaque famille refusée, tout en leur indiquant où se trouvaient les autres cliniques de dépistage et en les prévenant toutefois que ces cliniques étaient toutes débordées au point où le personnel n'avait même plus le temps de répondre au téléphone. Ce travailleur de la santé dévoué avait l'air encore plus déçu que nous ce jour-là, car il ne pouvait faire davantage pour aider les familles présentes.

Nous sommes rentrés à la maison. Nous avons de la chance. J'ai maintenant un bureau dont le personnel m'aide à faire des appels et j'ai appris que mon lieu de travail m'offrait le dépistage. Quelques jours plus tard, ma famille a eu recours à ce service, mais Rebecca et moi avons parlé de la situation et pensé aux centaines de familles qui faisaient la file avec nous ce jour-là. Combien de personnes parmi elles ne pouvaient subir un test de dépistage à leur lieu de travail et éviter d'attendre pendant des jours? Combien ont dû prendre d'autres jours de congé parce que leurs enfants ne pouvaient retourner à l'école sans avoir obtenu un résultat négatif? Combien de personnes ont dû s'organiser pour prendre soin d'un voisin ou de leurs grands-parents malades? Combien ont été laissées à elles-mêmes? Nous pensions sans cesse à ces personnes. Nous avons été chanceux de pouvoir passer le test.

Il y a un an seulement, des symptômes de rhume ou de grippe légers ne nous auraient pas empêchés de travailler. Bien des Canadiens sont d'ailleurs fiers de n'avoir jamais pris de congé de maladie, manqué de cours ou de quarts de travail, de ne pas laisser un rhume ou une grippe les empêcher de faire ce qu'ils ont à faire. J'admire cette attitude face au travail. Ce travail et cette persévérance nous ont permis de bâtir notre grand pays. Or, dans une pandémie, cette attitude peut aussi présenter des problèmes pour la santé publique. Les Canadiens doivent se rendre compte qu'aujourd'hui, cette attitude peut entraîner la transmission du coronavirus à leurs concitoyens. Les choses ont changé et nous devons être prudents et nous adapter.

## ● (1610)

Nous devons penser à ceux qui n'ont pas de solutions de rechange. Les mères qui élèvent leur famille toutes seules et qui doivent occuper plusieurs emplois pour réussir à payer leurs factures ne peuvent pas courir le risque de manquer une journée de travail pour prendre soin d'un enfant malade. Les néo-Canadiens qui occupent leur emploi depuis quelques années seulement ont sans doute la santé et la sécurité de leurs collègues à cœur, mais ils craignent de prendre congé et ils savent qu'ils auront quand même besoin d'argent pour payer le prochain loyer. On compte par millions les Canadiens qui, comme ces mères seules et ces nouveaux arrivants, ont été oubliés dans le discours du Trône de la semaine dernière. Des paroles creuses, c'est la seule chose à laquelle ils ont eu droit.

Le discours du Trône, surtout après une prorogation — alors qu'on sait que le premier ministre avait juré de ne jamais au grand jamais proroger le Parlement afin d'éviter un scandale —, aurait pu constituer une feuille de route claire et nette, surtout à la veille d'une deuxième vague, mais il n'en fut rien.

Le premier ministre aurait pu procurer davantage de tranquillité d'esprit à ces Canadiens avec un test de dépistage rapide, surtout pour les personnes asymptomatiques et pour les familles, afin de leur permettre d'éviter les files d'attente. Le premier ministre le sait bien. D'ailleurs, comme il l'a dit lui-même:

Nous savons que le dépistage massif a fait partie de la solution dans les régions qui ont réussi à contenir ou à ralentir la propagation de la COVID-19...

Le problème, c'est que le premier ministre a fait cette déclaration en mars durant la première vague de la pandémie et que, comme c'est souvent le cas, lorsque les caméras de télévision sont éteintes et que les gazouillis ont été envoyés, il n'y a aucun suivi. Il n'y a aucun leadership. Il n'y a aucune reddition de comptes. Dans le discours du Trône, nous avons constaté l'absence de leadership, alors que des milliers de personnes attendent en file, que plusieurs se lèvent à 3 heures du matin pour aller faire la queue et que les Canadiens ont désespérément besoin de leadership. Tout ce qu'ils obtiennent de ce premier ministre, c'est déception par-dessus déception.

Quinze autres pays développés, nos principaux alliés, disposent déjà d'options de dépistage rapide qui permettent à leurs citoyens d'obtenir des résultats en quelques minutes seulement. Comme je l'ai dit plus tôt, le premier ministre ne semble pas se rendre compte que l'AECG, l'accord commercial conclu avec l'Union européenne que mon ami de la circonscription d'Abbotsford a contribué à négocier, nous permet de reconnaître l'approbation réglementaire des trousseaux médicaux et des tests diagnostiques des pays concernés. Les libéraux en ont parlé, ils ont diffusé des gazouillis à ce sujet, mais quand ont-ils agi? Ce n'est encore que déception.

Six mois après que le premier ministre a reconnu l'importance des tests de dépistage rapide, et 500 milliards de dollars plus tard, des dizaines de milliers de Canadiens font la queue et sont laissés pour compte. Les familles canadiennes méritent mieux que cela. Elles voulaient obtenir des réponses. Elles voulaient qu'un plan de lutte contre la deuxième vague soit prévu dans le discours du Trône. Elles ont espéré en vain.

Par ailleurs, les libéraux n'ont établi aucun but précis concernant la reprise économique de notre pays. En fait, en prorogant le Parlement, ils ont laissé tous les programmes — de la PCU à l'aide au loyer — arriver à échéance. Les libéraux ont décidé de procéder ainsi pour éviter de répondre aux questions difficiles de la part de certains de mes collègues sur le scandale entourant l'organisme UNIS, plutôt que de laisser le Parlement travailler avec diligence afin d'adopter un plan pour les petites entreprises et les familles en prévision de la deuxième vague.

Les mots-clics et les séances de photos ne préparent pas le pays à gérer une crise, et c'est pourquoi le prochain gouvernement, celui des conservateurs, commencera à proposer un tel plan aux Canadiens.

## ● (1615)

Revenons un peu en arrière, parce que ni le premier ministre ni la ministre de la Santé — en qui la plupart des Canadiens ont perdu confiance au début mars — n'ont expliqué pourquoi ils ont mis fin en mai 2019 au système d'avertissements rapides en cas de pandémie, appelé le Réseau mondial de renseignement de santé publique. Ils l'ont désactivé sans explication. Or, les experts ont démontré que ce système aurait pu aider non seulement des milliers de Canadiens, mais également le monde entier, en permettant de lutter plus efficacement contre la COVID-19.



*L'Adresse*

En décembre et janvier derniers, le gouvernement avait été mis au fait des risques liés à cette maladie. À ma connaissance, en janvier, au moins cinq ministères fédéraux étaient conscients des risques que posait la pandémie pour la population canadienne, y compris sur les plans de la santé et de l'économie. À ce moment-là, le gouvernement, qui n'avait toujours aucune solution ni aucun plan en place, laissait pourtant des centaines de personnes infectées entrer au Canada. En février, le gouvernement expédiait déjà de l'équipement de protection individuelle indispensable en Chine, alors même qu'on mettait en garde les ministères canadiens que Pékin tentait de constituer une réserve mondiale d'équipement de protection individuelle. Tandis qu'il manquait de transparence quant à l'ampleur réelle de l'écllosion de coronavirus, et au moment même où les ministères l'avaient de leurs réserves inadéquates, le gouvernement envoyait des fournitures à l'étranger et gazouillait au lieu de planifier.

Le gouvernement a non seulement ignoré nos questions à propos de la frontière, dont celle que mon collègue de Prince George a posée en janvier concernant la fermeture de la frontière aux vols en provenance de pays à risque, mais il a aussi accusé l'opposition d'intolérance. « Tout est sous contrôle », a affirmé la ministre de la Santé. En fait, pendant un mois et demi, elle a minimisé le risque que représentait cette pandémie pour notre pays. Voilà pourquoi je dis que la plupart des Canadiens avaient déjà perdu foi en elle à ce stade.

Les conservateurs ont proposé d'utiliser le régime d'assurance-emploi pour préparer l'économie à des interruptions. Plus tard, quand le gouvernement n'y a pas eu recours, nous lui avons demandé d'insister pour que le programme de subvention salariale de 10 % passe à 75 % de façon à pouvoir préserver les emplois pour que les gens puissent reprendre le travail après les fermetures de la première vague. Nous avons proposé cette option, la remise de la TPS et une aide au loyer plus rapide et plus directe pour les petites entreprises, et non les grands propriétaires qui ont malheureusement pris leur temps pour souvent finir par se retirer du programme. Il est dommage que, dans la plupart des cas, les libéraux aient pris du temps à mettre en place leurs programmes ou que ceux-ci n'aient pas été les bons. Ils ont dû instaurer non pas un, mais bien deux projets de loi d'urgence parce que le premier était lacunaire.

Nous avons tous travaillé très fort. Alors que les gouvernements du monde entier réagissaient à la pandémie, les Canadiens s'attendaient à ce que leur gouvernement travaille de façon efficace lui aussi. Ils s'attendaient à ce que leur premier ministre et leur ministre de la Santé tirent des leçons de leur défaillance initiale. Comme le premier ministre avait déclaré en mars que la mise en place du dépistage rapide représentait la priorité du Canada, nous devrions en ce moment être en mesure d'effectuer des centaines de milliers de tests rapides. Qui est responsable de cette défaillance? Cinq ministères du gouvernement fédéral étaient déjà au courant de la situation dès janvier. Le premier ministre a promis qu'on serait prêt pour la première, sans compter la seconde, vague du virus; or, on apprend que l'achat du premier test rapide a eu lieu hier, et qu'il a été autorisé aujourd'hui.

Plutôt que de demeurer un cancre à l'échelle internationale — et de prendre pour point de comparaison la mauvaise gestion de crise et les piètres résultats aux États-Unis —, nous devrions plutôt chercher à comprendre les stratégies mises en place par des pays comme la Nouvelle-Zélande, Taïwan, l'Australie et le Vietnam, puis en tirer les leçons qui s'imposent. Cela me rappelle une formation

de survie au sol que j'ai suivie lorsque j'étais dans les forces aériennes. Alors que nous nous trouvions en zone sauvage, l'un des jeunes officiers participants a demandé à l'un des anciens sages trappeurs de Hinton, en Alberta, comment survivre à une attaque d'ours, et le vieux trappeur avisé lui a répondu: « Vous devez juste courir plus vite que votre ami ». Voilà qui me paraît résumer l'auto-évaluation du premier ministre concernant sa gestion de la pandémie.

● (1620)

Nous semblons courir un petit peu plus vite que nos amis du Sud, mais nous ne tirons pas de leçons des pays qui s'en sont bien sortis. Les mots-clés, l'inaction et les scandales en matière d'éthique sont des constantes de ce premier ministre. Les Canadiens s'attendent à plus, surtout dans le contexte de la plus grande crise que nous ayons vue de notre vivant. Alors que les familles s'inquiètent d'une deuxième vague, les Canadiens s'attendent à ce qu'on leur présente un plan et des réponses.

[Français]

Comme mes collègues le savent, quand je parle de santé, je parle du rôle le plus important d'un gouvernement: assurer la santé et la sécurité de notre population.

Au Québec, on sait que le gouvernement n'a pas été à la hauteur de son rôle. Présenter une PCU avant un programme de subvention salariale a mis des emplois en danger. Attendre des mois pour un système de dépistage rapide, mais refuser le système de nos alliés a mis la confiance des citoyens en danger. Garder les frontières ouvertes à cause du politiquement correct a mis la santé des Canadiens en danger. Les familles québécoises et les familles canadiennes ont sacrifié beaucoup durant cette pandémie: les réunions avec les grands-parents, les mariages, les cérémonies de remise des diplômes.

En particulier, beaucoup de Québécois connaissent un membre de leur famille qui est tombé malade. Les CHSLD ont fait face à de grands défis. Nous connaissons tous la triste histoire du CHSLD Herron, mais ce qui me dérange beaucoup, c'est de savoir que le gouvernement libéral a attendu trop longtemps avant d'envoyer l'armée dans nos résidences. Même quand le gouvernement du Québec a demandé un effort du gouvernement fédéral, ils ont attendu. Les Canadiens sont fiers de nos militaires. Nos hommes et nos femmes en uniforme sont venus nous aider dans un moment de crise. Ils seraient restés plus longtemps, si les libéraux les avaient laissés faire leur travail.

Maintenant, le premier ministre fait de la petite politique, en imposant ses propres priorités en santé aux provinces. Les Canadiens ont vu assez d'erreurs des libéraux pour ne pas leur faire confiance.

Mon plan est clair: je vais augmenter les transferts en santé aux provinces de manière stable, prévisible et sans condition. C'est une question de respect des champs de compétence des provinces, de nos partenaires, parce que nous pouvons compter sur nos partenaires, sur nos préposés, sur nos infirmières, sur nos médecins, sur nos militaires, mais nous ne pouvons pas compter sur ce gouvernement.

*L'Adresse*

• (1625)

[Traduction]

Qui va veiller à ce que le Canada soit mieux préparé la prochaine fois? Qui va s'assurer que le Canada retiendra des leçons de la première vague et qu'il apportera des correctifs à certains des problèmes qui ont mis nos concitoyens en danger? Qui va s'assurer que les familles canadiennes au travail cessent d'être laissées pour compte par le gouvernement?

Les Canadiens sont encore en train d'apprendre à me connaître en tant que nouveau chef du Parti conservateur et chef de l'opposition officielle. Il n'y a que les plus mordus de politique qui ont écouté le discours que j'ai livré à 1 h 30 du matin. Mon deuxième grand discours, je l'ai prononcé sur le seuil de ma porte. À travers l'adversité, jusqu'aux étoiles.

À mesure que les Canadiens apprendront à me connaître, ils s'apercevront que je me fixe des normes élevées, tant pour moi que pour notre formidable équipe. Nous sommes un gouvernement en devenir, et nous n'acceptons ni la réponse lamentable du gouvernement actuel ni son incapacité à tirer des leçons en ces temps de crise.

Les Canadiens apprendront aussi que j'ai passé toute ma vie à tenter de défendre les intérêts du Canada. Je ne suis pas né en croyant que gouverner le pays m'était dû. J'ai travaillé fort toute ma vie pour servir le Canada et ses habitants et pour mériter la chance de diriger. C'est ce qu'il faut en politique quand on doit faire face à une crise, à une pandémie, à une reconstruction économique et à de l'incertitude sur la scène internationale: quelqu'un qui se bat pour faire en sorte qu'aucun Canadien n'est laissé pour compte et qui comprend l'importance du service et de la collectivité.

Beaucoup de Canadiens savent que je suis très fier d'être un ancien combattant. Je suis aussi fier d'être membre de la Légion royale canadienne et du Club Rotary. En fait, à la Chambre, il y a probablement des dizaines de membres du Club Lions, de la Légion, des Chevaliers de Colomb, du Club Kin, du Club Optimiste ou du Club Kiwanis. Depuis des décennies, les clubs philanthropiques, les organismes confessionnels et les groupes communautaires sont les piliers des collectivités fortes, et ils permettent aux Canadiens de se réunir pour accomplir de grandes choses. Le service d'abord.

Étant donné que j'ai grandi dans une famille qui travaillait pour General Motors, je sais aussi que certains des organismes qui contribuent à bâtir des collectivités fortes sont les syndicats. Les syndicats contribuent à bâtir des collectivités fortes. Ils encouragent la vie communautaire et les cultures organisationnelles où les travailleurs savent que quelqu'un défend leurs intérêts.

**Une voix:** C'est Harper qui vous a dit cela?

**L'hon. Erin O'Toole:** Les travailleurs savent que quelqu'un se bat pour eux, au lieu de simplement acquiescer à tout ce que le gouvernement dit, comme ce député-là. Ils savent que quelqu'un se bat pour eux quand ils sont malades. Ils savent que quelqu'un se bat pour eux pour éviter les droits de douane sur l'acier et l'aluminium, qui ont pourtant été autorisés par le gouvernement et qui sont un fardeau pour nos familles de travailleurs partout au pays.

Dans la rue où j'ai grandi, les voisins s'entraidaient. J'ai parlé de mon expérience personnelle quand ma mère était malade. Ma famille et mes voisins ont été là pour nous aider. Ils aidaient pour les repas. Ils veillaient à ce que les enfants soient bien. Dans les com-

munautés tissées serrées, les gens prennent soin les uns des autres et instaurent une culture qui valorise la santé et le bien-être de tous les membres de la communauté. Chaque personne est importante.

Les conservateurs ne croient pas que les gros programmes du gouvernement sont la solution à tous les problèmes. En fait, un gouvernement trop lourd et imposant fait parfois partie du problème. De par sa nature, le gouvernement peut s'interposer entre les gens. Un gouvernement peut faire preuve de clémence, mais il peut aussi créer de la dépendance. Seules la communauté et notre appartenance à celle-ci peuvent nous offrir la solidarité.

Le premier ministre ne comprend pas les défis auquel le pays est confronté parce qu'il n'a jamais eu besoin de comprendre les défis des familles canadiennes moyennes. Depuis que le gouvernement actuel est au pouvoir, le Canada est moins uni, moins prospère et moins respecté sur la scène internationale, en grande partie parce que la communauté canadienne se retrouve affaiblie par ce gouvernement.

Le premier ministre aime prêcher que nous sommes tous solidaires, mais les Canadiens ont pu constater, à maintes reprises, que ce n'est pas vraiment le cas sous le gouvernement libéral. Le discours du Trône laisse de côté des millions de Canadiens, et tant pis pour la solidarité. Dans les faits, les gens ont souvent pu constater que le gouvernement actuel est avant tout solidaire des copains et de la famille du Parti libéral, et que les Canadiens ordinaires arrivent au deuxième rang; qu'il fait passer les lobbyistes influents des grandes entreprises avant le procureur général de son propre caucus; que la famille du premier ministre profite de certains avantages et que l'ancien ministre des finances a vu à ce qu'on confie un programme à l'organisme de charité qui avait aidé la famille.

• (1630)

En pleine pandémie, les libéraux ont choisi d'aider leurs amis et les initiés bien branchés du parti. En pleine pandémie, ils ont choisi de retirer au Parlement son pouvoir de surveiller les dépenses, notamment leur plan de plusieurs millions de dollars visant à payer des bénévoles. J'ai parlé plus tôt de l'esprit communautaire qu'on observe au sein des syndicats, des clubs philanthropiques et des groupes confessionnels. Ce qu'il y a de merveilleux dans tout cela, c'est l'altruisme. Ces personnes n'ont pas besoin d'être rémunérées. Quelle idée originale pour un gouvernement tentaculaire et un parti axé sur l'intérêt de ses initiés bien branchés! Le gouvernement abandonne les Canadiens qui ne font pas partie des initiés du Parti libéral.

Les libéraux ont octroyé un marché à fournisseur unique à un député dont la démission était si récente que la banquette qu'il venait de quitter n'avait même pas encore eu le temps de refroidir. Ils appliquent une exception au nom de la sécurité nationale dans le but de camoufler leurs décisions en matière d'appels d'offres pendant la pandémie. Pensons-y: le gouvernement invoque des motifs de sécurité nationale pour éviter que les Canadiens sachent qui a obtenu les contrats relatifs aux blouses d'hôpital et aux masques N95. Si ces renseignements étaient divulgués, la sécurité nationale serait-elle réellement compromise, ou est-ce plutôt les chances de réélection des libéraux qui le seraient?

*L'Adresse*

Le succès électoral du premier ministre repose sur une politique de la division entre les Canadiens: une province contre une autre, une industrie contre une autre, les régions rurales contre les régions urbaines, les amis du Parti libéral et le Club Laurier contre tous les autres. Le premier ministre conserve la même approche avec le discours du Trône. Il n'a pas rendu le Canada plus fort ou plus résilient. Il n'a pas montré que nous avons tiré des leçons de la première vague de la pandémie. Pourtant, il exclut des gens de sa vision pour rebâtir en mieux.

Les libéraux diabolisent les Canadiens qui travaillent dans le secteur des ressources ou qui ont appris à chasser avec leur famille. Ils rejettent des gens en raison de leurs points de vue différents ou de leur foi religieuse. Des groupes qui avaient recours au programme d'emplois d'été et qui avaient l'intention de cultiver un esprit communautaire ont été exclus à cause de leurs liens avec une église, une mosquée, un gurdwara ou une synagogue. Comment peut-on alors être rassembleur?

Les gens ne s'entendent pas toujours avec leurs voisins. Cependant, l'hiver venu, une personne est bien reconnaissante lorsque quelqu'un a pelleté son entrée avant qu'elle rentre à la maison à la fin de la journée. Quand un voisin rapporte la poubelle de recyclage d'un autre ou offre de promener le chien, un sentiment d'appartenance se développe. Rebecca et moi l'avons senti au quotidien lorsque des amis et des voisins nous ont laissé des repas. Sa meilleure amie, Dawn, a laissé du Tim Hortons sur le pas de la porte.

Voilà ce qui fait la force d'un pays. Voilà ce qui donne de l'espoir aux gens à l'approche d'une deuxième vague, car les Canadiens savent que les gens de leur collectivité leur rendront la pareille s'ils sont en difficulté ou confinés à cause de la COVID-19.

La plupart des Canadiens n'aideraient-ils pas ce voisin, tout comme le nôtre m'a aidé lorsque j'étais enfant, tout comme des voisins ont aidé ma famille cette semaine? Les gens décideraient-ils de ne pas aider ce voisin parce qu'il a travaillé dans le secteur pétrolier ou parce qu'il vient de l'Alberta ou de Terre-Neuve-et-Labrador? N'est-ce pas ce que l'on commence à voir lorsqu'on choisit avec qui on veut rebâtir en mieux?

C'est la voie que le gouvernement semble avoir choisie. C'est la vision qui est présentée dans le discours du Trône, une vision qui amène à juger une personne en fonction de l'emploi qu'elle occupe ou de son lieu de résidence, si elle est assez chanceuse pour avoir un emploi après la pandémie. C'est la vision d'un Canada où le gouvernement choisit les emplois que les gens occuperont et les voitures qu'ils conduiront, un Canada où des millions de Canadiens sont délibérément laissés pour compte et se font dire que le pays sera rebâti en mieux sans eux.

Le premier ministre m'a critiqué pour avoir dit que nous avons des problèmes d'unité nationale. Il y a cinq ans, lorsque j'ai été assermenté au Conseil privé, le Bloc québécois n'était pas un parti officiel. Le mouvement du Wexit n'existait pas.

• (1635)

Maintenant, le pays compte maintenant plus d'abonnés à une liste de diffusion qui parle de sécession qu'il y a de membres au Parti libéral du Canada. Voilà le bilan du premier ministre. Nous l'en tiendrons responsable.

Comme je l'ai dit durant ma première conversation avec lui, la tâche la plus importante du premier ministre du Canada consiste à

soutenir les familles canadiennes et à garder notre fédération unie. Il faut respecter la dignité inhérente au travail, que ce soit dans le secteur forestier dans l'Ouest canadien ou au Québec, dans le secteur pétrolier, dans le secteur manufacturier ou dans le secteur de l'aluminium au Saguenay. Quand les gens utilisent le fruit de leur travail pour épargner en vue d'acheter une maison ou se dévouent pour payer les études de leurs enfants, c'est que pour eux, le travail a quelque chose de noble. Ces gens croient faire partie de quelque chose de plus grand qu'eux. Leur vision du travail leur procure de la valeur et de la dignité qui vont bien au-delà d'un simple chèque de paye.

Il est temps que le gouvernement pense de la même façon et qu'il accorde de la valeur à l'argent des contribuables, aux travailleurs canadiens et à leur labeur, plutôt qu'au secteur dans lequel ils œuvrent.

[Français]

Les libéraux semblent toujours l'oublier, mais le gouvernement fédéral a un allié central dans la gestion de cette pandémie. C'est un allié qui connaît bien les besoins de la population et qui travaille fort pour éduquer, soigner et faire travailler nos gens. Cet allié, ce sont nos provinces.

Les libéraux gouvernent toujours comme si le pouvoir leur revenait de naissance: parlez-en au premier ministre. Quand on est le « *natural governing party* » du pays, on gouverne en confrontation, pas en collaboration.

Les libéraux se trompent. Notre pays est une confédération, une alliance des provinces. Les provinces partagent une destinée commune et un rêve commun. Le premier ministre du Canada doit être le trait d'union qui les unit.

Comme premier ministre, je vais être partenaire, pas paternaliste. Ceci est ma vision du fédéralisme, un fédéralisme décentralisé qui fait confiance aux provinces, qui encourage le développement des ressources de l'Ouest et qui respecte la nation québécoise. Avec les libéraux, ces sujets sont tabous. Ce n'est pas assez moderne pour eux. Cette arrogance libérale doit cesser. Le pays n'a pas été fondé par Pierre-Elliott Trudeau, mais par John A. Macdonald et Georges-Étienne Cartier.

Le Canada n'est pas un pays postnational, sans histoire, sans identité. C'est une alliance entre deux peuples fondateurs en collaboration avec les Premières Nations. Les libéraux n'ont pas le monopole de l'identité canadienne. Ils n'ont pas le monopole de la liberté de parole. Ils n'ont surtout pas le monopole de notre fierté nationale.

Le premier ministre aime faire peur en parlant du discours de la droite. Il aime nous traiter d'intolérants. Il ne réalise pas que, sous sa gouverne, le séparatisme dans l'Ouest menace maintenant notre pays et le Bloc québécois est revenu en force, tout cela à cause de l'arrogance de ce gouvernement.

Le temps est venu pour un premier ministre qui va unir les Canadiens. On ne peut pas se permettre d'être divisés. On a un pays à rebâtir.

*L'Adresse*

• (1640)

[Traduction]

Pour beaucoup trop de Canadiens, la dignité que confère un emploi en a pris un coup à cause de la COVID-19, en particulier dans les petites entreprises familiales. Pour en revenir aux collectivités fortes, ce sont souvent les petites entreprises qui donnent sa véritable raison d'être à la collectivité.

Pinnacle Music Studios, le magasin de musique du centre-ville de Belleville, en Ontario appartenait à Ken et Janet Harnden. Il vient juste de fermer ses portes après 25 ans d'existence. Au sommet de leur gloire, ils donnaient des cours de musique à 600 élèves toutes les semaines, et Alan Doyle, de Great Big Sea, y faisait un saut quand il était en ville. Ils ont vraiment contribué à rapprocher les gens grâce à la musique et à leur esprit communautaire. Leur chaîne d'approvisionnement a été dévastée par la COVID-19 et aucun des programmes du gouvernement ne correspondait à une petite entreprise familiale comme la leur. Ils ont récemment pris la décision difficile, après une génération, de mettre la clé sous la porte.

Le légendaire Ranchman's Cookhouse & Dancehall de Calgary, représentatif de la culture western depuis un demi-siècle, a cessé ses activités ce mois-ci à cause de la COVID-19, et la propriété est à louer pour la première fois de son histoire. Des restaurants comme Campagnolo et Federico's Supper Club, à Vancouver, ont dû fermer définitivement leurs portes.

Des petites entreprises qui font rayonner des collectivités, notamment Caribou Crossing Trading Post, près de Carcross, au Yukon, peinent à rester ouvertes depuis que la COVID-19 a paralysé le tourisme. Des générations de guides pourvoyeurs du Nord du Canada, qui jouent un rôle important dans l'économie des régions rurales, certes, mais qui sont également des gardiens dévoués de l'environnement et de la faune, n'ont rien sur quoi se rabattre. Certains entrepreneurs ont été obligés de réhypothéquer leur maison pour pouvoir assurer la survie de leur entreprise sur la rue principale. D'autres se sont recyclés pour trouver des façons novatrices d'aider leur communauté pendant la crise, comme la propriétaire de Sohma Naturals, à Digby, en Nouvelle-Écosse, qui est passée de la confection de crème contre l'érythème fessier à la production de désinfectant pour les mains.

Ces petites entreprises sont le fondement même de collectivités solides. Le Canada n'a pas besoin qu'elles se rebâtissent en mieux, et elles n'ont pas besoin que le gouvernement fédéral leur dise qu'elles font du bon travail.

Le gouvernement doit rebâtir des économies plus fortes et plus efficaces en donnant aux petites entreprises le soutien dont elles ont besoin pour assurer leur relance et leur réussite après la COVID-19. Nous devons veiller à ce qu'il n'y ait pas davantage de Canadiens qui sont laissés pour compte, comme ceux dont il n'a pas été question dans le discours du Trône. Choisir des gagnants et des perdants alors que nous sommes au beau milieu d'une pandémie, comme le fait le premier ministre, témoigne d'un manque de leadership et du non-respect d'un engagement envers les Canadiens.

L'approche paternaliste du gouvernement fédéral laisse aussi pour compte les communautés autochtones. En effet, les communautés autochtones avaient été renforcées par la création et l'acquisition d'entreprises, notamment de petites entreprises, uniquement pour voir disparaître les débouchés dans les domaines des services de traiteur pour les exploitations minières éloignées, de la sécurité et de la construction. Tous les Canadiens, y compris les entrepre-

neurs et les familles autochtones, devraient pouvoir bénéficier de la prospérité du pays, notamment celle de notre secteur des ressources.

Les communautés autochtones ont connu plus que leur part de tragédies. C'est pourquoi, à l'instar de nombreux députés présents ici aujourd'hui, je porte de l'orange pour montrer que je suis en faveur de la réconciliation. C'est pourquoi nous avons posé plusieurs questions sur le sujet aujourd'hui. C'est aussi pour cela que j'ai été déçu d'entendre le ton condescendant du premier ministre quand il a dit qu'il était ravi d'entendre les conservateurs parler de réconciliation.

Les deux partis n'ont pas un bilan très reluisant en ce qui concerne les Autochtones, et plus particulièrement les pensionnats autochtones. Le ton condescendant du premier ministre démontre son ignorance du dossier. En effet, le dernier premier ministre à avoir ouvert des pensionnats autochtones était Pierre Trudeau. C'est Brian Mulroney qui a mis fin à ce programme, et c'est Stephen Harper qui a présenté des excuses aux survivants, ce qui m'a rendu fier. Il est vrai qu'il nous reste encore beaucoup à faire de notre côté, mais c'est aussi le cas des libéraux. Les Canadiens autochtones en ont assez des séances de photos, des mots-clics, de l'inaction et de l'absence de progrès.

Pour les conservateurs en particulier et pour les entrepreneurs autochtones, la réconciliation signifie des occasions, de la collaboration et une participation à l'économie canadienne. Soutenir les entreprises autochtones, consolider l'économie des communautés autochtones, développer les chaînes d'approvisionnement autochtones et offrir aux jeunes Autochtones un meilleur avenir sont tous des éléments de notre engagement en matière de réconciliation.

• (1645)

Les entreprises autochtones embauchent des travailleurs locaux et réinvestissent dans leur communauté, mais elles ne peuvent toujours pas présenter de soumissions pour des contrats du gouvernement fédéral. Le discours du Trône ne contenait rien à ce sujet non plus. Près d'un demi-billion de dollars se sont envolés et, aujourd'hui, mon collègue a parlé de coupures de la connectivité haute vitesse dans les collectivités autochtones rurales. Est-ce vraiment une priorité? C'est bien ce qu'il soutient.

[Français]

Nous avons besoin d'un gouvernement sérieux; un gouvernement qui économise durant les bons jours pour préparer les mauvais jours; un gouvernement qui encourage la croissance économique; un gouvernement qui offre la paix, l'ordre et une bonne gouvernance éthique. C'est ce que nos ancêtres ont toujours fait. C'est ce que les conservateurs veulent continuer à faire et c'est ce que je vais faire comme premier ministre.

En temps de crise et d'incertitudes, ce n'est pas le moment de faire des expérimentations sociales comme celles annoncées dans le discours du Trône. C'est comme si juste assurer de bons emplois pour les familles canadiennes n'était pas assez prestigieux pour ce premier ministre. C'est comme s'il fallait absolument des mots-clés, des gazouillis et bien paraître à l'ONU. C'est comme s'il fallait que tous les Canadiens travaillent pour une entreprise de haute technologie pour être heureux. Peut-être que le premier ministre devrait rencontrer le vrai monde, peut-être qu'il devrait rencontrer les petits entrepreneurs qui ont tout risqué pour leur entreprise, des entreprises comme le restaurant La Normandise à Saguenay, une entreprise familiale qui existe depuis 30 ans et qui a fermé ses portes à cause de la pandémie et d'une aide fédérale mal adaptée; des institutions montréalaises comme L'Entrecôte Saint-Jean et la librairie Olivieri, qui ont trop souffert de l'incertitude. Entre les cônes orange, les taxes et la paperasse, les PME sont tannées. Pourtant le gouvernement libéral continue de rouler sur l'autoroute des dépenses sans limites.

Ils ont même mis le ministre des Finances dehors parce qu'il ne voulait pas faire exploser la dette. Si au moins l'argent allait aux Canadiens et non aux amis libéraux du scandale UNIS, cette dette, ce seront nos enfants et nos petits-enfants qui vont la payer. Elle n'est pas imaginaire et, quand les libéraux refusent de développer nos ressources, quand ils refusent de se battre pour le bois d'oeuvre, quand ils refusent d'arrêter des blocus illégaux, ils mettent la survie de nos programmes sociaux en danger. Le financement de nos hôpitaux, de nos universités et de nos pensions pour nos aînés, la dette libérale met tout cela en danger. Oui, c'est le temps d'un gouvernement sérieux. Le pays en a besoin.

• (1650)

[Traduction]

La principale tâche du premier ministre du Canada lorsqu'il représente le pays à l'étranger consiste à défendre les intérêts et les valeurs du Canada. Il faut également favoriser l'établissement de liens solides avec nos alliés. Défendre nos intérêts ne signifie pas qu'il faille faire cavalier seul.

Depuis trois décennies, un compromis difficile s'est installé avec les pays sans économie de marché et avec les pays qui ne veulent pas de la démocratie et de la diplomatie reposant sur des règles. Notre croyance, en tant que conservateurs, dans le libre marché et l'influence positive du capitalisme n'a d'égale que notre engagement envers la liberté et la démocratie internationales lorsqu'il est question de la Chine communiste.

En tant que conservateurs, nous considérons généralement que les droits de douane nuisent aux consommateurs. Le libre-échange devrait mener à des pays plus libres et à une plus grande prospérité, puisque le marché dirige les ressources économiques vers les endroits où la production et l'écoulement des biens sont encouragés, pour le plus grand bénéfice du plus grand nombre de personnes.

Je crois toujours au libre-échange, mais je crois aussi au commerce équitable, avec des pays qui respectent les règles. Je crois au libre-échange entre des pays libres et démocratiques. Je crois au libre marché, au libre-échange et même à la libre circulation entre le Canada, le Royaume-Uni, l'Australie et la Nouvelle-Zélande au sein de l'organisation CANZUK. Je crois aussi que nous devons résister aux tendances protectionnistes de nos amis américains parce que nous faisons plus d'un milliard de dollars d'affaires avec eux chaque jour, parce que l'aluminium nord-américain de Kitimat et du Saguenay a contribué à la victoire lors de la Seconde Guerre mon-

### L'Adresse

diale, parce que depuis les années 1960 et le Pacte de l'automobile, nous avons une industrie manufacturière et sidérurgique intégrée en Amérique du Nord. Nous devons rappeler tout cela à nos amis américains. Malheureusement, nous devons également le rappeler au gouvernement du Canada.

Je pense que nous devrions établir de nouvelles relations, et surtout renforcer nos liens avec l'Inde, et nouer des liens économiques plus étroits avec le régime démocratique de Taïwan. Le prix à payer pour faire des affaires avec le régime communiste de Pékin est trop élevé. Le prix à payer pour les travailleurs canadiens de l'automobile, de l'acier et de l'aluminium est trop élevé. Le prix à payer pour obtenir des équipements de protection individuelle et des produits médicaux sûrs et fiables en cas de pandémie est trop élevé. Le prix à payer pour les collectivités canadiennes et les Canadiens laissés pour compte est trop élevé.

La Chine a fait fi de presque toutes les conditions qu'elle avait acceptées lors de son adhésion à l'OMC. Elle fait de l'ingérence par l'entremise de ses entreprises d'État, pratique qui ne serait tolérée de la part d'aucun autre État membre de l'OMC. Depuis plus d'une décennie, les principales exportations de la Chine ont souvent donné lieu à des violations de renseignements personnels numériques au moyen de la technologie de l'information et à des contrefaçons. Je l'ai constaté personnellement quand j'ai travaillé dans le secteur privé pour empêcher l'augmentation des exportations de produits contrefaits dangereux en provenance de la Chine continentale. Et, nous n'avons même pas encore parlé du terrible nettoyage ethnique des musulmans ouïghours, de la création d'une police d'État sur le territoire jadis libre de Hong Kong en vertu d'une entente reposant sur le principe « un pays, deux régimes », de l'expansion rapide des forces militaires chinoises dans la mer de Chine méridionale, de l'affirmation de la Chine en tant qu'État quasi arctique et de la répression des communautés chrétiennes sur le territoire chinois.

Qu'on ne se trompe pas. J'appuie le libre-échange, mais le coût des relations commerciales avec Pékin est tout simplement en train de devenir trop élevé et l'approche du gouvernement est déconnectée de la réalité. Devons-nous continuer d'ignorer l'existence de camps de rééducation dans l'Ouest de la Chine simplement pour faire croire nos exportations ou serait-il préférable d'ouvrir de nouveaux marchés, de collaborer avec nos alliés pour rééquilibrer le commerce mondial et montrer au parti communiste à Pékin que nos valeurs ne sont pas à vendre? Pour ce faire, nous devons aider les entreprises canadiennes à trouver de nouveaux débouchés, particulièrement dans la région indo-pacifique, et nous libérer de la dépendance à la Chine.

Nous devons également faire preuve d'un engagement envers le libre-échange et la liberté. Sous la direction du premier ministre, le Canada est devenu moins uni, moins prospère et moins respecté sur la scène mondiale. Ce soir, j'ai parlé de quelques-uns des dizaines de milliers de Canadiens laissés pour compte dans le discours du Trône. Nos collectivités s'affaiblissent, les familles s'inquiètent et la Confédération est mise à rude épreuve.

• (1655)

[Français]

Le premier ministre divise notre pays entre l'Est et l'Ouest, efface notre histoire et nous embarrasse sur la scène internationale.

*L'Adresse*

[Traduction]

Les petites entreprises battent de l'aile. Après avoir été accusées il y a trois ans de frauder le fisc, les entreprises familiales ont été en grande partie laissées pour compte dans la réponse à la COVID. Par conséquent, des dizaines de milliers d'entre elles se trouvent maintenant au bord de la faillite. Elles n'ont pas besoin de rebâtir en mieux, elles ont besoin de rester ouvertes pour que la famille puisse survivre.

Les Canadiens en ont assez d'être dressés les uns contre les autres — un secteur contre un autre, les régions rurales contre les régions urbaines et l'Ouest contre l'Est —, car il ne s'agit que d'une bataille entre voisins.

Alors qu'il nous faut plus que jamais être unis, travailler ensemble, nous entraider, le Canada n'a pas besoin d'un autre slogan ou d'un autre mot-clic. Il a besoin d'un plan. Il n'a pas besoin d'une tête d'affiche, il a besoin de quelqu'un de compétent. Ce n'est pas d'indifférence dont les gens ont besoin, mais plutôt d'espoir, celui qui découle du coup de main qu'on reçoit pour retrouver du travail. Il faut rebâtir un pays plus fort et cela ne peut se faire que dans un Canada uni où la prospérité s'étend à tous, que ce soit dans les petits villages isolés de Terre-neuve, au Saguenay, dans le secteur manufacturier de Windsor, le secteur pétrolier de l'Alberta ou la vallée du bas Fraser en Colombie-Britannique. Dans ce Canada-là, personne n'est laissé pour compte.

[Français]

Le Canada a besoin de quelqu'un qui se batte pour ceux qui travaillent et qui sont fiers de travailler.

[Traduction]

Le Canada a besoin d'être dirigé par quelqu'un qui pense à tous les Canadiens et a un plan pour tout le pays et non pas seulement pour les régions où on vote libéral. Le Canada est un grand pays qui repose sur des collectivités qui n'ont jamais hésité à se soutenir mutuellement. C'est pour cela que tant de Canadiens ont l'impression que la prorogation et le discours du Trône qui voulait faire oublier l'affaire UNIS n'ont rien fait pour eux. Je veux que tous ces Canadiens, surtout ceux qui se sentent oubliés, ceux qui font la file pour un dépistage rapide et ceux qui craignent de perdre leur emploi dans la deuxième vague de COVID, sachent que je suis fier de diriger un futur gouvernement conservateur fort et uni et j'espère, au cours des mois qui viennent, faire en sorte qu'un plus grand nombre de ces Canadiens voient un conservateur lorsqu'ils regardent dans le miroir le matin.

[Français]

**La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès):** Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera lors de l'ajournement ce soir, à savoir: la députée de North Island—Powell River, Les anciens combattants; le député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan, Les affaires étrangères.

• (1700)

[Traduction]

**M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Madame la Présidente, sur une note personnelle, je tiens à féliciter le député d'avoir remporté la course à la direction du Parti conservateur. Cela

dit, j'espère qu'il sera chef de l'opposition pendant de nombreuses années.

Le chef du Parti conservateur a dit que, quand il a rencontré le premier ministre, il a insisté sur deux points: primo, le gouvernement doit aider les Canadiens et, secundo, le rôle du premier ministre est de préserver l'unité du pays.

Grâce aux nombreux programmes que nous avons mis en œuvre pour soutenir le Canada à un moment où nous devons adopter des mesures concrètes, nous avons aidé près de neuf millions de Canadiens grâce à la Prestation canadienne d'urgence. Nous avons aidé les entreprises grâce au programme de subvention salariale, qui a permis de sauver des dizaines de milliers d'emplois. Des millions de personnes ont reçu de l'aide: des aînés, des étudiants et un large éventail de Canadiens. Le gouvernement a répondu « présent » et il a écouté les Canadiens.

J'en arrive au second point, soit celui sur l'unité. Le gouvernement a collaboré avec tous les ordres de gouvernement. Un groupe extraordinaire d'intervenants, de provinces et de municipalités s'est concerté pour combattre la crise de la COVID-19.

Je vais lire rapidement une citation du premier ministre du Manitoba, qui porte sur les 10 premières minutes du discours du chef de l'opposition officielle sur le dépistage. Le premier ministre progressiste-conservateur du Manitoba a déclaré ceci au sujet du Cadre de relance sécuritaire:

Ce financement fédéral appuiera les travaux que le gouvernement du Manitoba a déjà entrepris pour augmenter sa capacité de dépistage et faire passer le nombre de tests effectués quotidiennement de 1 000 à plus de 3 000.

Tout à l'heure, le premier ministre a répondu au chef de l'opposition officielle...

**La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès):** Je rappelle au secrétaire parlementaire qu'il doit faire une déclaration, voire une observation, mais qu'il doit rester bref.

**L'hon. Erin O'Toole:** Madame la Présidente, je n'ai pas siégé à la Chambre depuis plusieurs mois. Je suis peut-être un peu rouillé, mais une chose n'a pas changé: le leader adjoint du gouvernement parle toujours beaucoup.

Je vais revenir sur la conversation que j'ai eue avec le premier ministre, celle dont le député a parlé. Le premier ministre m'a appelé le lendemain de ma victoire à la tête du parti. J'ai soulevé deux questions. Premièrement, l'unité du pays, parce que la situation me préoccupe et que j'aime le Canada, et deuxièmement, le retour des comités. Le député semble avoir oublié de mentionner ce point.

La prorogation visait-elle vraiment à rédiger le discours qui a été largement critiqué, ou était-elle destinée à empêcher le député de Carleton et le député de Rideau Lakes de poser des questions difficiles? Ce qui a été le plus décevant, bien sûr, c'est que le premier ministre avait promis — et c'est la 28<sup>e</sup> ou la 29<sup>e</sup> promesse qui n'a pas été tenue — qu'il ne prorogerait jamais le Parlement pour empêcher que des questions embarrassantes ne soient posées. Je pense bien que c'est ce qu'il avait dit.

La dernière chose que je dirai, et le leader adjoint du gouvernement en a parlé, c'est qu'il a voulu nous donner des cartables pleins de noms de partenaires avec lesquels les libéraux ont communiqué tout au long de la pandémie. Bien sûr, le Parlement a été fermé et il n'a pas siégé. Les libéraux ont fait en sorte que la vérificatrice générale ne puisse pas examiner le budget et découvrir l'ampleur des dépenses. Ils utilisent des exceptions en invoquant la sécurité nationale pour ne pas dévoiler les pays qui ont remporté certains des appels d'offres. Avec le peu d'information disponible, nous avons déjà découvert ce qui s'est passé avec les Kielburger et l'organisme UNIS, et nous avons aussi découvert un vieil ami libéral, Frank Baylis, qui a obtenu un contrat pour Baylis Medical quelques mois seulement après avoir quitté le Parlement.

Les partenaires du gouvernement libéral sont les donateurs libéraux du Club Laurier, et les Canadiens en ont assez de passer après l'élite politique proche du premier ministre.

[Français]

**M. Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ):** Madame la Présidente, j'aimerais souhaiter la bienvenue au nouveau chef de l'opposition. Je le félicite pour son élection.

Je constate un changement de ton de la part des conservateurs, comparativement à ce à quoi ils nous ont habitués au cours de la dernière année. On dirait que leur ligne de parti est de démontrer de la compassion, de montrer aux Canadiens un côté plus humain et plus sensible. Cela me convient, mais j'aimerais savoir si ce ton sera durable.

Sera-t-il durable comme le développement durable, un terme que l'on n'a pas entendu dans la présente allocution du chef de l'opposition? Peut-on s'attendre à ce que le Parti conservateur prenne position en faveur d'un développement durable, forcément au détriment des sables bitumineux, par exemple?

• (1705)

**L'hon. Erin O'Toole:** Madame la Présidente, je suis fier de notre parti et, particulièrement, de ses extraordinaires députés québécois. Notre parti fait preuve de compassion. Nous allons lutter pour le bien-être des Québécois et des Québécoises de tous les secteurs.

Concernant le secteur forestier, une de mes priorités sera de négocier un accord sur le bois d'œuvre. C'est aussi le temps de le faire relativement aux ressources naturelles du Saguenay et aux mines en Abitibi.

Nous sommes ici pour offrir des occasions d'emplois aux Québécois et aux Québécoises après la pandémie. Ce sera une de mes priorités. J'en suis fier, car je suis né au Québec et j'ai grandi en Ontario. Je vais lutter pour tous les Canadiens et les Canadiennes.

[Traduction]

**Mme Rachel Blaney (North Island—Powell River, NPD):** Madame la Présidente, j'aimerais féliciter le nouveau chef conservateur à l'occasion de son premier discours à ce titre à la Chambre des communes. Au nom de tous les néo-démocrates et, je l'espère, de tous les députés de la Chambre, j'ajouterais que nous sommes tout à fait ravis de le voir en bonne santé et que nous souhaitons à sa famille que tout aille pour le mieux.

Aujourd'hui, je porte de l'orange en l'honneur des survivants des pensionnats autochtones du Canada. Je profite de l'occasion pour saluer mon époux, qui a passé une bonne partie de son enfance dans deux pensionnats et qui a beaucoup de choses très navrantes à ra-

*L'Adresse*

conter, dont certaines ont des répercussions concrètes sur tous les membres de notre famille.

Il y a une chose qui me préoccupe, et j'aimerais savoir ce qu'en pense le député. Lorsque Stephen Harper dirigeait le gouvernement — et je rappelle à tout le monde que le chef de l'opposition était ministre sous ce gouvernement —, l'ancien ministre des Affaires autochtones qui, à l'époque, pilotait la prestation de tous les services aux communautés autochtones a retenu environ 1 milliard de dollars en dépenses sociales entre 2010 et 2015. Lorsque je me penche sur l'histoire de notre pays et sur l'état actuel des choses, je constate que les libéraux sont responsables d'une bonne partie des problèmes et qu'ils n'ont pas fait grand-chose pour y remédier. Cependant, je me demande comment la moindre communauté autochtone pourrait faire confiance au député en sachant qu'il était en poste lorsque cet argent a été retenu. Je pense à ce que ce milliard de dollars aurait permis de faire durant ces cinq ans pour apaiser les souffrances de ces communautés.

**L'hon. Erin O'Toole:** Madame la Présidente, je remercie la députée de North Island—Powell River de ses vœux de santé à l'égard de ma famille. Je lui en suis reconnaissant. L'une des premières activités que j'ai annulées à cause de la COVID-19 était mon voyage à l'île de Vancouver, une région très spéciale du pays où j'espère que mon parti fera quelques gains électoraux dans un proche avenir.

Je remercie la députée de nous avoir fait part de sa propre expérience familiale. J'ai dit bien franchement dans mon discours que mon parti doit travailler pour la réconciliation. Le premier ministre semble avoir l'arrogance de croire qu'il n'a pas à faire d'effort dans ce dossier. C'est un engagement que j'ai pris et que je me suis efforcé d'honorer avant de devenir parlementaire. C'est aussi un engagement que j'ai pris lorsque j'ai rencontré les chefs Atleo et Bellegarde, à l'époque où j'étais ministre.

J'ai discuté avec le chef Bellegarde à plusieurs reprises, et il est au courant du temps que j'ai passé à travailler gratuitement avec le Conseil canadien pour le commerce autochtone, car, contrairement au premier ministre, je veux de véritables progrès, et non seulement des séances de photos. C'est ce que nous devons faire pour les communautés autochtones, surtout en cette journée où nous portons la couleur orange. Nous avons un engagement à remplir. J'ai fait part de ma grande déception au chef Bellegarde au sujet du dernier projet de loi que le premier ministre a proposé lors de la dernière législature, soit le projet de loi sur la protection de l'enfance.

En lisant le rapport sur Tina Fontaine, du Manitoba, on constate que nombre d'ordres de gouvernement ont laissé tomber cette Canadienne. Le premier ministre a présenté le projet de loi à la hâte dans les derniers mois de la législature, il a dû recourir à la clôture pour le faire adopter, et il n'avait même pas mené les consultations appropriées. Ce n'est pas un processus de réconciliation sérieux. Plus les Canadiens, y compris les Autochtones, apprendront à me connaître, plus ils se rendront compte que je veux de véritables progrès et moins de gestes symboliques.

• (1710)

**Mme Emmanuella Lambropoulos (Saint-Laurent, Lib.):** Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec le député de Sackville—Preston—Chezzetcook.

*L'Adresse*

Je suis reconnaissante d'avoir l'occasion d'intervenir au sujet du discours du Trône qui, je l'espère, sera appuyé par les députés de tous les partis, parce qu'il permet au gouvernement de continuer à soutenir les Canadiens durant une période qui sera sans doute l'une des plus difficiles de leur vie.

[Français]

Au cours des six derniers mois, les Canadiens ont dû faire face à une situation comme ils n'en avaient jamais connue auparavant, une situation pas comme les autres.

La COVID-19 a complètement changé nos vies et touché des Canadiens de tant de façons. Des milliers de familles ont perdu un membre de leur famille à la COVID-19. Les personnes isolées vivent des problèmes de santé mentale, des milliers de personnes ont perdu leur emploi ou l'entreprise qu'elles avaient bâtie et dans laquelle elles avaient tant investi. Des parents sont anxieux et éfrayés lorsqu'ils envoient leurs enfants à l'école.

Bien que la pandémie nous ait placés dans une situation sans précédent, notre gouvernement a depuis le début fait de son mieux pour soutenir les Canadiens. Avec la propagation rapide du virus et l'arrêt de notre économie, notre gouvernement libéral a fait tout ce qu'il pouvait pour mettre en place le plus rapidement possible des mesures qui aident les Canadiens et les Canadiennes.

[Traduction]

La pandémie a mis en lumière certaines lacunes majeures de nos systèmes sociaux. Rien n'a été plus décevant que de voir les effets dévastateurs de la pandémie dans les établissements de soins de longue durée, nos CHSLD.

J'appuie le discours du Trône pour toutes les raisons mentionnées précédemment, parce que j'estime qu'il n'y a pas de manière plus rapide d'offrir l'aide dont les Canadiens ont besoin en ces temps incertains. Il faut que les Canadiens et les propriétaires d'entreprises sachent que le gouvernement est là pour les soutenir dans cette épreuve.

Avant de poursuivre, j'aimerais prendre un instant pour remercier, au nom des habitants de ma circonscription, tous les anges gardiens qui ont mené le combat aux premières lignes afin d'assurer la sécurité et la santé des Canadiens. Un gros merci à tous ceux qui, en pleine crise sanitaire, se sont rendus au travail chaque jour, qu'il s'agisse d'employés du secteur de la santé publique, d'épiceries, de l'industrie alimentaire ou d'autres services essentiels. C'est grâce à eux que nous avons pu traverser la première vague et, ensemble, nous allons traverser la deuxième.

[Français]

Malheureusement, la deuxième vague a atteint de nombreuses régions du pays, incluant le Québec, ma province natale. Nous nous attendons à ce que cette vague soit bien pire que la première, mais, heureusement, nous en savons maintenant plus sur ce virus et nous sommes beaucoup mieux préparés.

Le port d'un masque, le maintien de la distanciation physique et le respect des autres règlements de santé publique nous permettront de garder la COVID-19 sous contrôle, ce qui nous évitera de devoir fermer de nouveau notre économie. Voilà pourquoi notre gouvernement a investi et continuera d'investir dans l'équipement de protection individuelle, communément appelé EPI.

En assurant la sécurité et la protection des Canadiens et des Canadiennes tout en veillant à ce que nous ayons un approvisionne-

ment suffisant en EPI pour tous, nous donnons à notre économie la meilleure des chances possible de se rétablir rapidement lorsque la situation s'améliorera.

[Traduction]

Le meilleur moyen d'assurer la sécurité et la protection des Canadiens demeure d'éradiquer ce virus une bonne fois pour toutes, et la mise au point d'un vaccin constitue sans doute le moyen le plus rapide et le plus efficace d'y parvenir.

Dès le début, le gouvernement s'est fié aux conseils des plus éminents spécialistes de la santé publique. Il fait la même chose aujourd'hui avec les brillants scientifiques qui composent le Groupe de travail sur l'immunité face à la COVID-19 et le groupe de travail sur les vaccins. Nous avons investi de manière à permettre au Canada d'assurer une distribution équitable d'un éventuel vaccin et nous en avons réservé un nombre suffisant de doses, en plus d'investir dans la fabrication de vaccins ici même, au Canada.

[Français]

En attendant qu'un vaccin fiable soit disponible, notre gouvernement aidera les provinces à accroître leur capacité de dépistage afin que les Canadiens n'aient pas à attendre des jours avant de pouvoir se faire tester.

Nous recherchons également de nouvelles technologies ainsi que d'autres types de tests pour que tout soit plus rapide. Cela permettra de limiter la propagation de la COVID-19 tout en permettant à une grande partie de notre économie de rester ouverte pendant ce temps.

De plus, l'application fédérale Alerte COVID a été créée afin d'améliorer la recherche de contacts, et j'ai été ravie d'apprendre que le Québec l'a finalement adoptée. En effet, elle nous aidera à considérablement limiter la propagation du virus.

● (1715)

[Traduction]

Plus récemment, alors que nous étions inondés de courriels de parents inquiets qui disaient craindre le retour en classe de leurs enfants, nous avons investi 2 milliards de dollars dans le nouveau Fonds pour une rentrée scolaire sécuritaire afin d'assurer la sécurité des enseignants, des élèves, des administrateurs et du personnel de soutien en ce début d'année scolaire. Ce fonds a été versé directement aux provinces afin qu'elles puissent améliorer les mesures de protection de nos écoles de la manière qu'elles jugent appropriées.

J'ai été ravie de constater que dans le discours du Trône, nous nous sommes engagés à établir de nouvelles normes nationales pour les soins de longue durée afin que nos aînés — des membres de notre société qui ont tant donné et qui ont passé leur vie à aider à bâtir notre pays —, obtiennent le soutien dont ils ont besoin. Ils méritent de vivre et de recevoir des soins dans la dignité. Nous aiderons également les personnes âgées à rester chez elles plus longtemps, car les soins à domicile sont souvent la meilleure option, de même que la plus souhaitable, pour elles.

Par ailleurs, étant donné que la COVID-19 a affecté de manière disproportionnée les Canadiens handicapés, le gouvernement va mettre en œuvre un plan d'inclusion des personnes handicapées pour les aider à recevoir un revenu de base et pour qu'elles aient des perspectives d'emploi.



Nous savons que la COVID-19 a non seulement influé sur notre santé et nos systèmes de soins de santé, mais qu'elle a aussi eu des conséquences importantes sur notre économie. Des grandes et petites entreprises ont dû fermer leurs portes pendant des mois en raison de la réglementation en matière de santé publique. Des millions de Canadiens ont été licenciés au début de la pandémie sans vraiment savoir ce qu'ils feraient ensuite. Notre gouvernement s'est servi de la PCU pour offrir aux Canadiens un filet de sécurité le plus rapidement possible lorsqu'ils ont arrêté de recevoir un chèque de paie. Neuf millions de Canadiens ont touché la PCU lorsque les entreprises fermaient à droite et à gauche et qu'il était impossible de travailler. Avec la reprise économique, les prestataires de la PCU bénéficieront de l'assurance-emploi. Pour ceux qui n'ont jamais été admissibles à l'assurance-emploi, le gouvernement créera une prestation canadienne de la relance économique transitoire.

[Français]

Afin d'aider les entreprises ayant été autorisées à rester ouvertes pendant les mois de quarantaine ou celles qui se sont rapidement adaptées au travail à distance afin de poursuivre leurs activités et de garder leurs employés sur la liste de paie, nous avons créé la Subvention salariale d'urgence du Canada, ce qui a permis de soutenir 3,5 millions d'emplois partout au pays. Le discours du Trône annonçait le maintien de ce programme, sur lequel tant d'entreprises comptent pour rester en vie. J'ai été heureuse de voir cette subvention salariale prolongée jusqu'à l'été prochain.

[Traduction]

De plus, comme nous élargissons l'accès au Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, nous aiderons plus d'entreprises à régler leurs coûts fixes et à survivre à la deuxième vague. Le gouvernement s'emploiera aussi à fournir un soutien supplémentaire ciblé aux entreprises les plus durement touchées et à celles qui ont dû fermer temporairement en raison des décisions des autorités locales de la santé publique.

Nous savons que ce n'est pas suffisant. Le taux de chômage est élevé, et les pertes d'emploi ont surtout touché les femmes, les Canadiens appartenant à une minorité raciale et les jeunes. Comme l'indique le discours du Trône, pour aider les Canadiens à trouver de bons emplois stables, le gouvernement lancera une campagne visant à créer plus d'un million d'emplois en utilisant une série d'outils. Nous ferons des investissements directs dans le secteur social et les infrastructures, ainsi que dans des programmes de formation qui permettront aux travailleurs d'acquérir les compétences dont ils ont besoin pour profiter des nouvelles possibilités d'emploi. Nous renforcerons aussi la Stratégie emploi et compétences jeunesse pour que nos jeunes restent actifs et travaillent. Enfin, nous établirons un plan d'action pour les femmes dans l'économie pour faire en sorte que notre plan de relance tienne bien compte des femmes et de leur réalité.

Même si la pandémie domine nos vies, nous ne pouvons pas perdre de vue nos priorités, qui sont très importantes, qu'il s'agisse de protéger l'environnement, de faire du Canada un pays plus juste et plus inclusif pour tous ou de renforcer le Canada à l'échelle mondiale. La pandémie a fait ressortir nos faiblesses et les lacunes de certains de nos systèmes, comme notre système de santé et nos systèmes sociaux. Nous devrions faire des grandes difficultés actuelles une occasion de mieux reconstruire le Canada pour qu'il soit plus solide et plus capable de relever des défis.

### L'Adresse

Nous avons l'occasion de repenser notre avenir pour faire en sorte que tout le monde soit inclus dans le processus de relance et qu'à l'avenir, tous les Canadiens profitent de l'économie du pays. Nous avons maintenant l'occasion de nous aligner, ainsi que notre plan de relance, sur nos objectifs ambitieux en matière de changements climatiques, pour donner aux générations futures une chance de mener une vie normale sur cette planète.

[Français]

**La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès):** Je rappelle à l'honorable députée qu'elle doit utiliser le bouton de langue quand elle alterne entre l'anglais et le français. Cela aidera les interprètes, qui ont de la difficulté à suivre.

L'honorable député de Battle River—Crowfoot a la parole.

• (1720)

[Traduction]

**M. Damien Kurek (Battle River—Crowfoot, PCC):** Madame la Présidente, un certain nombre de changements ont été apportés au Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, qui est offert aux PME. Ces changements ont permis d'accroître l'accès à ce programme important. Cependant, beaucoup d'électeurs de ma circonscription se posent toujours des questions lorsque leurs demandes sont refusées, mais qu'ils ne reçoivent aucune explication claire et qu'ils ont dû répondre longuement à des questions. Les fonctionnaires ont même dit au personnel de mon bureau qu'un député ne pouvait pas du tout aider les gens à trouver des réponses à ce sujet.

La députée pourrait-elle nous dire si le gouvernement s'engage à ce que les bureaux des députés aient accès aux services nécessaires pour pouvoir aider les électeurs à se prévaloir des programmes comme le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes?

**Mme Emmanuella Lambropoulos:** Madame la Présidente, le gouvernement a étendu le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes en vue d'aider encore plus d'entreprises. Au début, nous n'étions pas certains de la durée de la pandémie, et nous avons tenté d'aider le plus de personnes possible. Malheureusement, nous avons constaté que beaucoup étaient laissées pour compte. Dans le discours du Trône, nous nous sommes engagés à aider certaines des entreprises les plus durement touchées, ainsi que celles qui n'ont pas vraiment reçu beaucoup d'aide jusqu'à présent.

Je transmettrai la question du député aux membres de mon caucus, au premier ministre et aux ministres afin de trouver une façon d'augmenter les ressources des bureaux des députés pour leur permettre d'aider les entreprises de leur circonscription.

[Français]

**M. Martin Champoux (Drummond, BQ):** Madame la Présidente, pendant le discours de ma collègue, je demandais à mon collègue de Jonquière lequel d'un vide abyssal ou d'un vide sidéral est le plus vide. Nous n'avons pas encore trouvé la réponse.

J'espère que ma collègue ne sera pas offensée par mon commentaire, mais c'est la sensation que je ressens quand j'entends les discours de nos collègues libéraux depuis quelque temps. Le discours du Trône était lui-même d'un vide abyssal, ou est-ce sidéral, je ne sais trop.

*L'Adresse*

Il y a des choses que nos concitoyens veulent entendre. Je veux parler du déploiement d'Internet haute vitesse qui se fait encore attendre dans les régions. On le sait pour l'avoir entendu je ne sais combien de fois à la Chambre, c'est un service essentiel, un besoin essentiel pour la relance économique. Les provinces et le Québec attendent encore de savoir ce qui va se passer avec l'argent que promet de nouveau le gouvernement pour accélérer ce déploiement.

Ma collègue peut-elle m'éclairer un petit peu et combler ce vide que je ressens quand je l'entends, elle et ses collègues, s'exprimer depuis le discours du Trône? Peut-elle me dire quand sera versé cet argent pour Internet haute vitesse?

**Mme Emmanuela Lambropoulos:** Madame la Présidente, j'aimerais remercier le député de sa question, même si je ne peux pas lui donner une réponse exacte.

Il s'agit d'un des objectifs mentionnés dans le discours du Trône. À cause de la COVID-19, plusieurs Canadiens et Canadiennes travaillent de la maison afin de continuer à recevoir leur chèque de paie. C'est à la maison qu'ils font la majorité de leur travail. Il est donc très important que tout le monde soit branché et connecté. Comme chacun le sait, cela peut être difficile dans certaines régions du Canada. Notre gouvernement en a fait une de ses priorités, et je suis certaine que les ministres responsables travailleront...

**La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès):** L'honorable député de Windsor-Ouest a la parole.

[Traduction]

**M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD):** Madame la Présidente, je remercie ma collègue de son travail au sein du comité de l'industrie, ainsi que le député bloquiste devant moi, qui a fait un excellent travail au sein de ce comité. Comme la députée le sait, la prorogation a empêché le comité de présenter des rapports et réduit à néant son travail. Je pense notamment à une étude sur la fraude à laquelle tous les députés avaient participé, et qui portait tout particulièrement sur la COVID et les cas de fraude liés à celle-ci. J'aimerais savoir si les libéraux appuieraient une motion demandant le consentement unanime de la Chambre pour récupérer le travail effectué. Sinon, nous perdrons six mois de travail, des dizaines de milliers de dollars, de nombreux témoignages et, surtout, des recommandations qui sont prêtes à être déposées dans cette enceinte.

La députée et le Parti libéral appuieraient-ils une telle motion?

• (1725)

**Mme Emmanuela Lambropoulos:** Madame la Présidente, je crois certainement que nous y serons favorables; mais je parle en mon nom. J'appuierais une telle motion, car je sais que nous avons fait de l'excellent travail cet été. Je tiens aussi à remercier le député de tout le travail qu'il a effectué au comité et d'avoir proposé cette étude sur la fraude.

[Français]

**M. Darrell Samson (secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale, Lib.):** Madame la Présidente, j'ai l'énorme plaisir d'être ici aujourd'hui et de participer à la deuxième session de la 43<sup>e</sup> législature.

C'est extrêmement important de pouvoir discuter du discours du Trône qui, je crois, trace le chemin du succès pour les prochaines années.

[Traduction]

Il ne fait aucun doute que nous avons dû nous pencher sur les secteurs touchés par la pandémie pour déterminer comment nous allions protéger les Canadiens. C'était la priorité absolue. La deuxième priorité, c'était de trouver des façons de les aider à traverser la pandémie, un autre volet extrêmement crucial. La troisième priorité, c'était de trouver comment on pourrait améliorer la situation étant donné que la COVID-19 a changé les règles du jeu. Il y a des choses que nous devons réexaminer et changer et des choses que nous devons mettre en place aussitôt que possible. Ensuite, nous devons dresser un bilan des secteurs dans lesquels nous pouvons aider plus de gens pour faire du Canada un pays encore meilleur. C'est essentiel.

Le gouvernement doit protéger les Canadiens, c'est incontestable. La Nouvelle-Écosse a fait un excellent travail à cet égard. Le premier ministre McNeil a été un guide exceptionnel au cours de cette pandémie. À un certain moment, il a dit: « restez chez vous, que diable », et la vidéo est maintenant virale. Je suis persuadé que les députés l'ont déjà vue.

Je tiens également à remercier le Dr Strang, médecin hygiéniste en chef de la Nouvelle-Écosse, qui a éclairé la voie à notre gouvernement en ces temps incertains. Nous avons ensuite pu collaborer avec le Canada atlantique, et j'aimerais féliciter toute la population de cette région. À l'heure actuelle, cette région est la bulle la plus sûre en Amérique du Nord. Trois des quatre provinces n'ont aucun cas, et je pense qu'il n'y a qu'un seul cas actif dans l'autre province, que nous surveillons de très près. Le Canada atlantique est l'endroit le plus sûr au Canada. C'est impressionnant. Pour ce qui est de la bulle, nous avons fait notre part et j'espère que nous pouvons tirer parti de cette expérience.

Comment protégeons-nous les Canadiens? Avec de l'équipement de protection individuelle. C'est extrêmement important que nous ayons l'équipement et les outils dont les Canadiens ont besoin. C'est pourquoi le gouvernement a pris les devants rapidement en demandant aux entreprises de soumettre des idées et des propositions qui faciliteraient l'approvisionnement en ce qui concerne l'équipement pour aider les Canadiens, y compris les masques, les blouses et les désinfectants pour les mains. Nous avons tous besoin de ces choses au Canada parce que nous savions que la demande serait grande partout sur la planète. Plus de 1 000 entreprises de partout au pays ont répondu à l'appel. Une entreprise de ma circonscription, Stanfield, a fabriqué plus de 300 000 blouses.

Un autre aspect important est celui des vaccins. Nous avons investi dans des vaccins en développement et avons réservé des doses. Nous avons conclu des ententes avec six pays. J'espère, comme tous les députés, qu'un vaccin sera trouvé pour les Canadiens dans 6 à 12 mois, ce qui serait d'une importance capitale.

Comment les libéraux aident-ils les Canadiens à traverser cette pandémie? Voilà une question extrêmement importante. Nous avons d'abord mis en place la PCU. Près de 9 millions de Canadiens y ont eu recours. On voit à quel point nous tenions à venir en aide aux Canadiens le plus rapidement possible.

Nous avons ensuite proposé la Subvention salariale d'urgence du Canada, qui fournit 75 % du salaire des travailleurs. Dans ma région, j'ai discuté avec le propriétaire du restaurant Boondocks, qui m'a dit avoir dû mettre à pied tous ses employés, puis, peu après l'entrée en vigueur du programme, il a été en mesure de tous les rappeler au travail. Voilà pourquoi ce programme est si important, à l'instar du programme d'aide aux entreprises.

Nous avons rapidement aidé les personnes âgées. C'est extrêmement important de le faire. Nous avons effectué un versement complémentaire spécial grâce au crédit pour la TPS. Nous avons ensuite augmenté ce paiement de 300 \$ non imposables pour ceux qui bénéficient de la Sécurité de la vieillesse et de 200 \$ supplémentaires, toujours non imposables, pour les gens qui reçoivent le Supplément de revenu garanti. Les députés ne réalisent peut-être pas la somme que tout cela représente, mais dans Sackville—Preston—Chezzetcook, on parle de 7,3 millions de dollars. En multipliant cette somme par 338 députés, on obtient environ 2,5 milliards de dollars pour aider les personnes âgées au pays. C'est très impressionnant.

● (1730)

Au départ, je ne croyais pas que les jeunes auraient accès aux emplois d'été. Nous ne savions pas comment les choses allaient se passer, mais les entreprises ont repris leurs activités et rouvert leurs portes. Les étudiants sont allés travailler et ils ont soutenu leur collectivité, les entreprises et les organismes.

J'ai parlé avec des représentants de la Lake & Shore Recreation Society de Forest Lake. Ils m'ont dit que sans les emplois d'été pour étudiants, ils auraient été contraints de fermer et n'auraient probablement jamais pu rouvrir. Ils ont pu de nouveau offrir un camp d'été, un programme très important.

Un autre exemple est celui des vétérans. Il est extrêmement important que nous ayons pu aider rapidement les vétérans. Nous avons approuvé près de 200 millions de dollars pour réduire l'arriéré, ce qui était très important pour permettre aux vétérans d'obtenir les services auxquels ils ont droit. En outre, nous avons ajouté un paiement de 600 \$ à la prestation d'invalidité pour les vétérans et les chèques devraient bientôt commencer à être expédiés aux vétérans invalides, ce qui est extrêmement important.

Nous avons également ajouté une question au recensement afin de permettre aux vétérans de s'auto-identifier. Cette question avait été retirée il y a 51 ans. Comment pouvons-nous aider les vétérans si nous ne savons pas qui ils sont? C'était extrêmement important. Hier, nous avons adopté le projet de loi C-4, qui prévoit 20 millions de dollars pour venir en aide aux vétérans par l'entremise d'organismes qui travaillent étroitement avec eux sur le terrain et cela aussi était extrêmement important.

Nous faisons des progrès dans le secteur de l'éducation préscolaire et de la garde d'enfants. Nous en parlons depuis des années. C'est essentiel. Il faut veiller à ce que les enfants dont les deux parents travaillent puissent bénéficier de services de garde et d'éducation préscolaire. Dans le contexte actuel de la pandémie, nous devons accélérer encore plus les efforts en ce sens.

C'est ici que ressort l'importance cruciale de l'objectif de bâtir de meilleures collectivités. Non seulement nous aidons le pays à aller de l'avant, mais nous créons aussi de nouvelles possibilités. Il est essentiel d'investir dans le secteur social. En plus des emplois, nous créons des systèmes qui sont nécessaires pour progresser. Il est très important d'investir dans le logement afin d'éliminer l'itinérance chronique.

### L'Adresse

Notre collègue a parlé de large bande. Voilà un autre élément essentiel. Nous avons décelé des lacunes dans ce domaine. La pandémie n'a pas tardé à les mettre en évidence. À défaut de services à large bande et de connectivité, les gens ne pourront pas contribuer autant qu'ils le devraient. Si nous voulons que les gens vivent dans les collectivités rurales, nous devons prendre les mesures qui s'imposent, et ce, le plus rapidement possible.

Nous devons également redoubler d'efforts en ce qui concerne les travailleurs qualifiés. Dans le discours du Trône, on a prévu le plus grand investissement jamais réalisé dans les travailleurs qualifiés et la formation. David Dodge, l'ancien gouverneur de la Banque du Canada, a dit clairement que c'était sans doute la mesure la plus importante que nous puissions prendre pour soutenir les Canadiens.

Par ailleurs, l'assurance-maladie doit également comprendre une assurance-médicaments universelle. Nous en avons parlé et nous livrerons la marchandise. Nous allons de l'avant et nous entamerons les négociations avec les provinces. Plusieurs d'entre elles sont prêtes à se lancer, et elles se bousculeront au portillon pour relever le défi. Cela démontrera à tous les Canadiens, y compris aux conservateurs, que c'est réalisable.

Nous avons en outre constaté des lacunes dans les soins de longue durée. C'est pourquoi nous voulons instaurer des normes nationales. Cette mesure est essentielle pour garantir la parité des services de santé offerts aux personnes âgées d'un bout à l'autre du pays.

Le chef de l'opposition a prononcé un très beau discours. Pendant un instant, j'ai cru qu'il exposait la philosophie libérale, mais il n'a jamais parlé des changements climatiques. Ceux-ci sont réels, et il devra les ajouter à son prochain discours.

Je veux aussi parler de ce que nous ferons pour lutter contre les changements climatiques. Nous agirons sur le plan législatif pour faire du Canada un pays carboneutre d'ici 2050. Nous dépasserons les cibles que nous nous sommes fixées pour 2030. Nous investirons dans la modernisation des entreprises pour les rendre plus vertes, ainsi que dans des fonds pour l'énergie propre. Nous avons aussi le projet énergétique Atlantic Loop.

● (1735)

J'ajoute que je suis très fier d'une entreprise de ma circonscription, qui est une chef de file dans le domaine de l'application ouverte. Elle a reçu 361 000 \$ pour extraire et éliminer...

**La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes):** Je demande aux députés de porter attention aux petits signes que je leur fais pour leur indiquer que leur temps de parole achève, et de cesser de parler quand je donne le signal que le temps est écoulé. Je suis certaine que le député pourra continuer son allocution durant la période de questions et observations.

Le député de Barrie—Innisfil a la parole.

**M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC):** Madame la Présidente, j'espère obtenir une réponse sincère à cette question.

*L'Adresse*

J'ai constaté que, durant le discours du Trône, le mot « vétéran » n'a pas été mentionné une seule fois et, dans la foulée du discours du Trône, le directeur parlementaire du budget s'est manifesté pour dire que l'arriéré des dossiers d'arbitrage et de compensation du ministère des Anciens Combattants s'élève à 50 000 demandes. Il y a quelques années, tous les partis avaient appuyé une motion du NPD selon laquelle toute somme d'argent non utilisée dans le budget du ministère des Anciens Combattants devait servir à diminuer l'arriéré des dossiers.

Quelles mesures ont été prévues, que ce soit aux termes du discours du Trône ou de tout autre plan, pour réduire l'arriéré au sein du système afin de verser aux vétérans et à leurs familles les compensations qu'ils méritent?

**M. Darrell Samson:** Madame la Présidente, le député est très au fait du rapport qui a été déposé au mois de juin par le ministère des Anciens Combattants. De plus, il est au courant que le gouvernement a prévu près de 200 millions de dollars pour embaucher les centaines de nouveaux employés pour s'atteler à la tâche de réduire cet arriéré, une tâche essentielle. Je suis fier d'être de ce côté-ci de la Chambre parce que le gouvernement a investi 10 milliards de dollars au cours des cinq dernières années pour aider les vétérans et leurs familles.

[Français]

**Mme Marie-Hélène Gaudreau (Laurentides—Labelle, BQ):** Madame la Présidente, j'ai une question toute simple pour mon collègue.

Je constate qu'il est fier de tout ce qui s'est fait dans les derniers mois. Je peux comprendre parce que j'ai vécu un moment réjouissant dans les premières semaines lorsqu'on apportait beaucoup de modifications pour pallier les conséquences au début de la crise.

Nous sommes entre nous et j'aimerais lui poser une question. Cela fait trois jours sur six que nous débattons du discours du Trône et il me semble que cela fait « quarante douze » fois — il ne faut pas le chercher dans le dictionnaire, il ne se trouve pas — que nous parlons du transfert en santé. La majorité des provinces, des territoires et des gens de l'opposition démontrent que, effectivement, on a besoin du transfert.

Quel conseil pouvez-vous nous donner afin qu'une modification tel que souhaité soit apportée avant le sixième et dernier jour de débat?

**La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes):** Je ne peux pas donner de conseil à la députée, sauf celui d'adresser ses questions et ses observations à la présidence, et non directement au député.

**M. Darrell Samson:** Madame la Présidente, je remercie ma collègue de son importante question.

J'ai de bonnes nouvelles. Des chèques totalisant 19 milliards de dollars ont été envoyés aux provinces pour les aider dans les situations difficiles durant la pandémie, qui est extrêmement importante. Outre ces investissements, nous allons élaborer des normes relatives aux résidences pour les aînés, ce qui est extrêmement important également. Nous allons continuer d'investir aussi longtemps que les besoins seront là. C'est ce que nous avons promis; c'est ce que nous avons fait; et c'est ce que nous allons continuer de faire.

[Traduction]

**M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD):** Madame la Présidente, j'ai été très heureux d'entendre mon collègue mentionner

l'assurance-médicaments. J'entends les libéraux parler de l'assurance-médicaments depuis presque 30 ans. Depuis 1997, ils promettent aux Canadiens de mettre en place un régime d'assurance-médicaments.

Il a dit dans son discours qu'il a hâte de négocier avec les provinces, mais la question qui vient à tous les Canadiens est la suivante: Que va-t-il négocier?

À ce jour, ni le premier ministre, ni la ministre de la Santé, ni aucun député d'en face n'ont jamais indiqué la forme d'assurance-médicaments qu'ils voulaient négocier. Le NPD demande un régime public d'assurance-médicaments parce que c'est ce que recommandent le rapport Hoskins, le comité de la santé et tous les groupes de travail des 30 dernières années.

Mon collègue dira-t-il à la Chambre que le gouvernement négociera avec les provinces l'intégration de l'assurance-médicaments dans le régime public d'assurance-maladie du Canada et non un régime disparate privé à l'américaine?

• (1740)

**M. Darrell Samson:** Madame la Présidente, j'aurais été étonné si le député ne m'avait pas posé cette question. Il s'agit d'une question très importante.

C'est une question sur laquelle travaille l'ensemble du gouvernement en collaboration avec les provinces. Nous voulons un régime public et universel d'assurance-médicaments. Nous devons faire avancer les choses. Nous travaillerons avec les provinces. Certaines sont prêtes à aller de l'avant dès maintenant.

Les conservateurs font du chahut là-bas, mais ils sont contre un régime universel d'assurance-médicaments. Qu'on en prenne bonne note.

Nous travaillerons avec les provinces à l'instauration d'un régime d'assurance-médicaments pour tous les Canadiens. Je crois comprendre qu'il s'agira d'un régime public d'assurance-médicaments.

**L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.):** Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec le député de Chicoutimi—Le Fjord.

Je suis heureux de m'exprimer au sujet du discours du Trône, et je suis convaincu que les projets de loi et les politiques qu'il annonce vont remettre le Canada sur la bonne voie.

Nous sommes au coeur d'une pandémie qui semble revenir en force, et le moment est propice pour faire preuve de leadership. Le premier ministre fait effectivement preuve de leadership jour après jour. Contrairement à ce qu'a affirmé le chef de l'opposition, le premier ministre et le gouvernement tiennent l'ensemble des députés informés de la situation et mènent des réunions la nuit par téléconférence avec des membres de la fonction publique. Tout le monde est libre de présenter des idées, mais le gouvernement a montré jour après jour, depuis le début de la pandémie, qu'il était disposé, sous la direction du premier ministre, à améliorer les politiques dans l'intérêt des particuliers, des entreprises, des organismes, des provinces et des territoires.

Le premier ministre s'est occupé de concevoir ces programmes. Il a travaillé avec les provinces, et celles-ci l'ont remercié à maintes reprises de sa volonté de collaborer avec elles au cours de la pandémie actuelle.

*L'Adresse*

Il a clairement fait preuve de leadership pour ce qui est de travailler avec l'ensemble des Canadiens. J'ai entendu le chef de l'opposition dire que le premier ministre ne voulait travailler qu'avec certains d'entre eux. C'est faux. Il travaille avec l'ensemble des Canadiens, avec toutes les organisations et avec toutes les provinces. Le premier ministre montre qu'il est le leader dont notre pays a actuellement besoin pour avancer. La réalité est exactement le contraire de ce que prétend le chef de l'opposition.

Le discours du Trône a jeté les bases d'un plan pour guider nos orientations futures. Ce ne sont vraiment pas les idées qui manquent. L'objectif d'un discours du Trône est de jeter des bases à la Chambre des communes et de susciter d'autres idées et critiques, bien sûr. Je crois que la structure du Parlement permet de générer d'autres idées pour améliorer le plan que le gouvernement a présenté, bien que ce soit un très bon plan.

Dans les faits, le comité des finances a entendu des centaines de suggestions de la part d'organisations et de particuliers canadiens entre le 3 avril et la fin juin. Je tiens à le préciser parce qu'on a entendu une critique qui n'est pas valable selon moi. L'un des principaux points soulevés par les témoins devant le comité des finances a été que, bien que les dépenses futures soient essentielles, elles doivent être faites de manière financièrement responsable. Il est donc clair que la ministre des Finances devrait présenter un plan de croissance économique dans les plus brefs délais. Voilà ce que disaient les témoins. Je souscris à cette approche et je pense qu'elle montrerait aux Canadiens comment nous arriverons à répondre aux besoins générés par la pandémie, mais aussi aux besoins économiques futurs.

Les personnes qui ont témoigné devant le comité des finances, et les gens de ma propre circonscription et de partout au Canada, ont parlé très favorablement d'un certain nombre de programmes qui seront maintenus grâce au discours du Trône et à la mesure législative en découlant.

La Subvention salariale d'urgence du Canada de 75 % proposée aux entreprises sera prolongée jusqu'à l'été prochain. C'est un programme extraordinaire, certes, mais il a besoin de quelques ajustements. De nombreuses nouvelles entreprises, en démarrage ou en pleine croissance, qui rachètent d'autres entreprises et ont donc des numéros de compte d'entreprise différents à l'Agence du revenu du Canada, ne peuvent pas bénéficier du programme. Nous devons régler ce problème. Ces entreprises sont importantes pour notre économie. Elles sont l'épine dorsale de notre économie, et nous en avons besoin.

Le deuxième grand programme annoncé dans le discours du Trône est la Prestation canadienne d'urgence. Il était absolument essentiel que les familles aient l'argent nécessaire pour répondre à leurs besoins essentiels. Il leur fallait une certaine sécurité, après les pertes d'emplois causées par la COVID-19.

● (1745)

Ce programme est, à juste titre, jumelé à un programme d'assurance-emploi amélioré, et il est absolument nécessaire pour l'avenir. C'est un engagement que le gouvernement du Canada a pris dans le discours du Trône. En fait, des mesures législatives ont déjà été présentées à la Chambre, les projets de loi C-2 et C-4, qui font en sorte que la PCU restera en place alors que nous travaillons à relancer notre économie.

Pour ceux qui travaillent dans l'industrie du tourisme et qui ont peu travaillé cet été, l'annonce selon laquelle il faudra avoir tra-

vailé moins d'heures pour avoir droit à l'assurance-emploi est extrêmement importante. Le discours du Trône en parle, et un projet de loi vient d'être adopté par la Chambre pour autoriser le versement de la Prestation canadienne de relance économique, qui vise à aider les travailleurs autonomes ou non admissibles à l'assurance-emploi, de la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique, à l'intention des travailleurs qui doivent s'isoler à cause de la COVID-19, ainsi que de la Prestation canadienne de relance économique pour les proches aidants, à l'intention des Canadiens qui doivent s'occuper d'un enfant et ne sont pas en mesure de travailler. C'est très important pour les gens, pour les aider, à l'avenir.

Il y a une autre mesure qui a suscité beaucoup d'enthousiasme et c'est le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes. Voici ce qu'en dit le discours du Trône:

Cet automne, en plus de prolonger la subvention salariale, le gouvernement mettra en place d'autres mesures pour aider les entreprises à traverser la pandémie:

il étendra le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes pour aider les entreprises à assumer leurs coûts fixes;

il améliorera le Programme de crédit aux entreprises;

et il mettra en place d'autres mesures d'aide pour les industries les plus durement touchées, notamment l'industrie du voyage et du tourisme, l'industrie de l'accueil et les industries culturelles comme les arts de la scène.

C'est important que nous le fassions, et nous sommes heureux de ce programme, mais je tiens aussi à exprimer une certaine réserve au sujet du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes. Un certain nombre de députés, tous partis confondus, ont déclaré que le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes doit permettre aux gens qui ont un compte personnel d'y être admissibles, et non seulement à ceux qui ont un compte d'entreprise. Quand j'étais agriculteur, je n'avais pas de compte d'entreprise dans une institution bancaire. J'avais plutôt un compte personnel, et j'avais une exploitation de 2 millions de dollars. Je peux donner l'exemple d'un habitant de ma circonscription. Il s'agit d'un entrepreneur en construction qui a un chiffre d'affaires de 900 000 \$, qui produit chaque année trois feuillets T4 et qui est en mesure de fournir ces déclarations de revenus des dernières années, mais il n'est pas admissible au Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes. C'est inacceptable. Posséder un compte d'entreprise dans une institution bancaire ne devrait pas être le seul moyen d'y être admissible. Nous avons dû régler ce problème pour que les gens qui ont un compte personnel y soient aussi admissibles.

Par ailleurs, il y a le Fonds d'aide et de relance régionale, établi par les agences de développement régional, qui est essentiellement la même chose que le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, mais qui est pour les entreprises des régions rurales qui n'ont pas un compte bancaire admissible. Il n'y a plus d'argent pour ce programme. Je demande à la ministre des Finances et à l'ensemble du gouvernement de continuer à financer le Fonds d'aide et de relance régionale afin que les gens qui traitent avec les agences de développement régional puissent en bénéficier. Il faut remédier à la situation.

Je sais que mon temps de parole touche à sa fin, mais je tiens à dire que j'attends avec impatience le travail du gouvernement du Canada pour accélérer le financement dans le cadre de l'initiative pour la large bande universelle. C'est essentiel. Nous avons constaté pendant la pandémie que c'est plus que nécessaire.

Je trouve encourageant que le discours du Trône parle de la boucle de l'Atlantique, et plus précisément de l'énergie entre le Canada atlantique et le Québec, et de la façon dont cela peut se faire dans tout le système.

*L'Adresse*

Nous avons beaucoup utilisé les ressources canadiennes pour aider la population et développer les industries canadiennes. Sur le plan de l'environnement, je suis très heureux que le discours du Trône présente un certain nombre de possibilités pour rénover les maisons et les immeubles, et plus encore.

La pandémie nous a appris que nous devons nous approvisionner localement, et nous devons également faire des progrès à ce chapitre.

• (1750)

**M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NDP):** Madame la Présidente, le plus gros problème qui afflige ma collectivité en ce moment est sans contredit la crise des opioïdes. Le médecin hygiéniste en chef de la vallée de la Cowichan m'a dit que deux épidémies font rage en ce moment: celle de la COVID-19 et celle des opioïdes.

Malheureusement, lorsque j'ai pris connaissance du discours du Trône — et la Coalition canadienne des politiques sur les drogues est du même avis —, j'ai constaté que la crise des opioïdes n'était mentionnée qu'une seule fois. Il est inadmissible qu'on y fasse seulement allusion, étant donné l'ampleur de la crise actuelle, surtout dans les collectivités comme la mienne.

Le gouvernement doit redoubler d'efforts pour vaincre cette crise, éviter que des centaines de personnes meurent d'une surdose chaque année et empêcher que les collectivités comme la mienne continuent d'être ravagées dans le futur. Nous avons perdu trop de gens. J'aimerais entendre les commentaires du député là-dessus.

**L'hon. Wayne Easter:** Madame la Présidente, il est question de la crise des opioïdes dans le discours du Trône, mais il est vrai qu'on y présente qu'une feuille de route. Je suis absolument d'accord avec le député et je partage tout à fait ses préoccupations. Durant de nombreuses sessions parlementaires, j'ai eu pour voisine de banquette une députée de Vancouver qui me parlait constamment de ce sujet.

C'est bel et bien une crise. Nous devons collaborer avec les provinces et les organismes de santé et consacrer de l'argent à sa résolution.

Ayant travaillé avec les centres d'injection supervisée à leurs débuts, je sais qu'il y a une foule de choses à faire sur le terrain pour régler le problème et nous devons passer à l'action.

**M. Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC):** Madame la Présidente, je suis reconnaissant d'avoir l'occasion de prendre la parole et de débattre avec mon collègue chevronné de l'Île-du-Prince-Édouard. J'ai pu le voir à l'œuvre en 2008, lorsque je travaillais sur la Colline du Parlement. Je suis bien content d'être ici avec lui dans l'enceinte de la Chambre, et j'espère tirer un peu profit de son expérience.

Au sujet du discours du Trône, l'un des enjeux les plus importants soulevés en Saskatchewan et dans les provinces de l'Ouest se rapporte à la nécessité de relancer l'emploi dans le secteur pétrolier et gazier. Je vais lire un petit passage et je veux savoir si le député est d'accord avec celui-ci: « soutenir les secteurs de la fabrication, des ressources naturelles et de l'énergie dans leurs efforts de transition vers un avenir zéro émission, en créant des emplois bien rémunérés et durables ».

Le député croit-il qu'Ottawa a toujours raison, que les travailleurs des industries pétrolières et gazières de l'Ouest canadien ne savent pas comment faire leur travail, que ce qu'ils font actuelle-

ment est condamnable, que la façon dont les gens subviennent aux besoins de leur famille est inappropriée et qu'ils doivent souscrire à une nouvelle approche selon laquelle Ottawa sait ce qui est mieux pour eux, parce que les hommes et les femmes qui travaillent d'arrache-pied dans le secteur énergétique ne sont pas assez bons pour le gouvernement libéral?

• (1755)

**L'hon. Wayne Easter:** Madame la Présidente, je m'en veux de dire une telle chose après de si beaux compliments, mais je ne suis absolument pas d'accord avec le député.

Personne à Ottawa n'agit comme s'il savait tout mieux que tout le monde. Nous avons toujours écouté ce que le secteur pétrolier et gazier avait à dire. En défendant les dossiers Keystone et Trans Mountain et en déliant les cordons de la bourse afin que les ressources canadiennes puissent se rendre jusqu'aux marchés, le gouvernement a prouvé qu'il a les intérêts du secteur pétrolier à cœur.

Nous avons toujours dit que nous voulions aider le secteur pétrolier et gazier à innover. Nous aurons besoin de lui pendant encore des années et nous serons toujours là pour en soutenir les travailleurs. Ils ont d'ailleurs été nombreux à bénéficier des programmes créés en réponse à la COVID.

[Français]

**M. Martin Champoux (Drummond, BQ):** Madame la Présidente, je suis obligé d'être d'accord avec l'opinion voulant que l'approche du gouvernement soit très souvent: nous savons comment faire, nous vous dirons comment faire et nous vous donnerons de l'argent à certaines conditions.

Depuis le discours du Trône, j'entends souvent le gouvernement dire qu'il veut collaborer et qu'il ne veut pas la chicane. Nous sommes d'accord pour travailler ensemble, mais il faut à tout le moins respecter les champs de compétence.

Le Québec et les provinces demandent de rétablir les transferts en santé et d'accélérer les transferts d'argent pour le déploiement d'Internet haute vitesse.

Ce serait une belle façon de collaborer que de reconnaître la compétence du Québec et des provinces dans ces secteurs en particulier. Cela accélérerait peut-être le processus et permettrait de collaborer, menant à un vrai effort de guerre où tout le monde travaille ensemble et les choses avancent.

J'aimerais entendre mon collègue d'en face à ce sujet.

[Traduction]

**L'hon. Wayne Easter:** Madame la Présidente, le gouvernement n'a jamais raté une occasion de montrer qu'il est prêt à aider les provinces. Environ 19 milliards de dollars leur ont d'ailleurs été transférés grâce au Cadre de relance sécuritaire.

Je m'interroge sérieusement sur la vision que le Bloc québécois a des contribuables. Les contribuables canadiens ne peuvent pas être le guichet automatique du Québec. Il faut des programmes pancanadiens dotés de lignes directrices pancanadiennes. Le Québec a reçu environ 11 milliards de dollars grâce à la péréquation, sans parler des 19 milliards du cadre de relance et des 2 milliards pour l'éducation. Programme après programme...

**La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes):** Je suis désolée. Le temps dont disposait le député pour cette discussion est écoulé. Je suis certaine que d'autres députés pourront intervenir pendant la suite du débat.

*L'Adresse*

Le député de Chicoutimi—Le Fjord a la parole.

[Français]

**M. Richard Martel (Chicoutimi—Le Fjord, PCC):** Madame la Présidente, tout d'abord, j'aimerais remercier mes collègues et, surtout, mon chef, le leader de l'opposition officielle et député de Durham, pour ma nomination à titre de lieutenant politique au Québec. C'est avec grand plaisir et avec beaucoup de passion que je compte remplir mon mandat et faire valoir les intérêts du Québec au sein de la Chambre.

Le premier ministre a prorogé le Parlement le 18 août dernier. Il a mis fin aux travaux parlementaires alors que les Canadiens se fiaient à nous, les députés, pour leur venir en aide. Le 18 août, le gouvernement a abandonné les Canadiens. Alors que nos concitoyens avaient besoin de leaders pour les soutenir et les mener vers la relance économique, le gouvernement n'a pensé qu'à lui et à ses déboires avec le Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique. La vérité, c'est que le gouvernement libéral a abandonné les Canadiens d'une manière purement égoïste, afin de faire taire les travaux parlementaires sur l'affaire UNIS.

Pendant ce temps, l'inquiétude continuait à régner au pays. Selon une récente étude, ma région, le Saguenay—Lac-Saint-Jean, a été la région du Québec la plus touchée sur le plan économique. La région a vu chuter son PIB de 6,2 %, et 18 000 emplois ont été perdus. Les citoyens de ma région fondent beaucoup d'espoir sur le projet de GNL Québec, dont les audiences publiques sur les impacts environnementaux ont commencé la semaine passée.

Le mot qui est sur les lèvres de tous les citoyens de Chicoutimi—Le Fjord, c'est la santé. Les gens sont inquiets et se demandent si les provinces ont les ressources nécessaires pour surmonter la crise. Ils s'attendent à ce que le gouvernement fédéral redistribue l'argent aux provinces, là où les décisions sur la santé doivent être prises. Ils s'inquiètent des interventions qui sont retardées. Ils se demandent aussi pourquoi Ottawa retenait les fonds alors que le gouvernement dépense sans contrôle. À quoi bon se préoccuper du bien-être et de la santé des Canadiens quand on doit protéger ses arrières contre un autre scandale éthique?

Pour sa défense, le gouvernement libéral a prétendu vouloir donner une nouvelle orientation à son administration en revoyant ses priorités. Or ce n'est pas du tout le cas. Ses orientations ne sont ni plus ni moins que l'énoncé de l'ensemble des politiques libérales qu'il n'a pas mises en place depuis 2015. Mis à part nous jeter de la poudre aux yeux, qu'a fait le premier ministre pendant les 30 jours de prorogation? C'est ma plus grande question. À l'évidence, il n'a pas écouté les recommandations des provinces. Toutes les provinces demandaient ce que les Canadiens demandent, soit un financement fédéral accru en santé vers les provinces, et ce, sans condition.

Comment peut-il espérer un pays fort si ses provinces n'ont pas les outils nécessaires pour atteindre leur plein potentiel? Outre ce dialogue de sourds, le gouvernement libéral propose d'empiéter sur les champs de compétences des provinces en abordant la question des soins de longue durée. Cette animosité dans la Confédération s'est fait sentir rapidement. Il n'aura fallu que quelques minutes pour que le premier ministre du Québec dénonce l'interventionnisme à outrance du gouvernement libéral fédéral.

Je comprends l'insatisfaction des Québécois. Les producteurs et les transformateurs laitiers attendent toujours leurs compensations.

Le chantier Davie n'est toujours pas le troisième joueur dans la Stratégie nationale de construction navale. La position dans le peloton de tête mondial de notre grappe aérospatiale est menacée. Il n'y a rien pour rassurer nos travailleurs des industries de la forêt ainsi que de l'acier et de l'aluminium, à qui nous avons demandé de ralentir la productivité et de geler les salaires. Les infrastructures stratégiques, comme nos ports et nos aéroports, ne sont pas développées. Heureusement, le Parti conservateur, sous le leadership du député de Durham, offre une solution de rechange pour défendre les droits de nos provinces. L'autonomie de nos provinces est essentielle au bon fonctionnement de notre Confédération, et c'est l'approche que notre parti offre à cette grande Confédération.

Le gouvernement libéral attribue tous les maux qui nous ont affligés dernièrement à la pandémie. Comme on le dit souvent par chez nous, la COVID-19 a le dos large. Cette attitude est irresponsable. L'endettement chronique du gouvernement n'a pas été causé par la COVID-19, les batailles constitutionnelles contre les provinces et le manque de productivité de notre économie non plus. Alors qu'une crise comme celle-ci devrait nous unir et faire travailler les partis de l'opposition ensemble, le gouvernement libéral ne vise qu'à créer de la division. Il ne fait pas de consultations, il impose son programme politique.

• (1800)

La COVID-19 n'est qu'un alibi pour faire avancer sournoisement des politiques qui diminueront les pouvoirs des provinces et, surtout, restreindront les libertés économiques des Canadiens.

Alors qu'au printemps il était nécessaire d'agir rapidement, le discours du Trône était l'occasion de s'attaquer à des problèmes de société plus profonds, à mieux cibler notre filet social en aidant les gens en difficulté plutôt qu'en imposant des solutions selon une approche uniforme. Par ailleurs, un filet social, cela se paie, et ce n'est certainement pas en utilisant une carte de crédit qu'on aura un système autonome et durable.

Si nous exploitions pleinement nos ressources naturelles, nous aurions la richesse de soutenir un filet social d'envergure. Si nos politiques plaçaient l'aluminium, l'acier et le bois au cœur d'une stratégie environnementale nationale, la planète s'en porterait mieux et nous pourrions offrir des emplois de qualité et durables. Si nous travaillions ensemble à améliorer les choses plutôt qu'à nous diviser et à stopper notre croissance, le Canada serait de nouveau porteur de grands projets d'envergure. Si nous avions une fiscalité qui encourage le travail, nous n'aurions plus besoin d'autant de programmes décousus. Si le gouvernement avait une attitude de collaboration avec les provinces, nous n'aurions pas autant de chicanes constitutionnelles.

Contrairement à ce qui a été dit dans ce discours, l'approche du gouvernement ne semble pas avoir changé. C'est toujours Ottawa qui sait tout, Ottawa qui donne des leçons et Ottawa qui fait mieux. Le Canada a besoin d'un leader. C'est la responsabilité du leader de veiller sur les membres de son équipe et de les mobiliser autour d'objectifs communs. Quand cela va mal, un leader accepte le blâme. Il ne critique pas les provinces. Il ne dit pas qu'il en a fait assez. Il ne désavoue pas sa fonction publique. Quand cela va bien, un leader louange les membres de son équipe et il ne prend pas le mérite.

*L'Adresse*

Nous réitérons qu'il faut travailler ensemble pour le bien-être des Canadiens et non nous diviser comme le propose le discours du Trône, teinté de clientélisme. S'attaquer ainsi aux compétences des provinces, c'est diviser notre pays. Dépenser sans compter l'argent qui ne nous appartient pas, c'est diviser les générations.

Force est de constater aujourd'hui que ce gouvernement n'en a rien à faire des provinces. Pourtant, le premier ministre devrait savoir que la force de notre confédération réside dans la force de nos provinces, et, s'il n'est pas capable d'être à leur écoute et d'agir comme un leader, comme un chef d'État, il doit se poser des questions, à savoir, s'il est dans la bonne chaise.

● (1805)

[Traduction]

**M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Madame la Présidente, je ne suis pas du tout d'accord avec les affirmations du député. Comme nous l'avons clairement démontré, nous avons pu compter sur une « équipe Canada » très solide pour lutter contre la COVID-19, le Parti conservateur faisant exception. Je me demande si le député a même regardé l'Accord sur la relance sécuritaire.

Comme je ne voudrais pas qu'elle ressemble à un accessoire, je dépose la lettre que j'avais en main. Dans cette lettre, le premier ministre du Manitoba multiplie les éloges à propos du travail que fait le gouvernement fédéral pour aider la province. Je viens moi-même du Manitoba, mais je crois que le député pourrait entendre des commentaires semblables partout au pays, de la part non seulement des provinces, mais aussi des municipalités.

Le député croit-il vraiment la propagande conservatrice qui dit qu'Ottawa est tout seul dans son coin et qu'aucun gouvernement ne travaille avec le fédéral? C'est ridicule.

[Français]

**M. Richard Martel:** Madame la Présidente, j'aimerais remercier mon collègue d'en face.

Le gouvernement a prorogé le Parlement pendant six semaines. Pendant ce temps-là, on aurait pu discuter de la nouvelle mesure, de la PCU et de la relance économique. Nous avons même demandé de travailler un dimanche pour pouvoir mettre en place les meilleures mesures possible, parce que nous nous sommes aperçus qu'il y avait des erreurs dans les anciennes mesures. Nous voulions alors que ces erreurs ne se répètent pas, comme l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial ou comme la PCU placée avant la Subvention salariale d'urgence du Canada. Nous nous sommes aperçus que les gens qui avaient le cancer tombaient dans les craques du système après leurs 15 semaines de prestations d'assurance-emploi.

Pour être leader, il faut être capable de coopérer avec l'opposition. Présentement, c'est ce qu'on ne sent pas. C'est pour cela que le gouvernement a tenu à réduire les débats à 4,5 heures au lieu de 14 heures.

**M. Mario Simard (Jonquière, BQ):** Madame la Présidente, je remercie mon collègue de Chicoutimi—Le Fjord de son discours. Je l'ai également écouté plus tôt aujourd'hui pendant la période des questions orales, quand il est revenu sur le financement des soins de santé.

Ce financement est un problème que l'on traîne depuis longtemps. Je suis souverainiste, je ne m'en cache pas. En 2013, alors

qu'un gouvernement conservateur était au pouvoir si je me souviens bien, le directeur parlementaire du budget a publié un rapport disant que si rien n'était fait, les provinces allaient accumuler des déficits année après année pendant que le gouvernement fédéral, lui, nagerait dans des surplus.

Chez nous, un dicton dit que les bottines doivent suivre les baines. Mon collègue étant le lieutenant québécois du Parti conservateur, il est censé porter la voix du Québec au sein de son parti. Est-il prêt à s'engager à respecter le seuil de financement de 35 % et la hausse annuelle de 6 % que réclame le gouvernement du Québec? S'il est sérieux et s'il parle avec aplomb, il va s'y engager.

● (1810)

**M. Richard Martel:** Madame la Présidente, pour nous, la hausse des transferts en santé aux provinces est extrêmement importante. Par contre, nous ne pouvons pas nous engager à respecter un pourcentage donné.

Le Parti conservateur peut prendre le pouvoir prochainement. Il faut donc qu'il se montre responsable. En ce qui concerne le budget, nous n'avons rien, nous ne savons rien, nous ignorons où nous allons. Les gens du Bloc québécois ont beau lancer des chiffres en l'air un peu partout, on sait très bien qu'ils n'auront jamais à déposer un budget.

[Traduction]

**M. Paul Manly (Nanaimo—Ladysmith, PV):** Madame la Présidente, ma question est simple. Durant les six mois de la pandémie, 20 des personnes les plus riches au pays ont vu leur fortune augmenter de 37 milliards de dollars. Deux d'entre elles possèdent la plupart des épicerie du pays : Galen Weston et Jim Pattison. Durant ces six mois, ils ont gagné 1,6 et 1,7 milliard de dollars respectivement. Lorsqu'ils ont supprimé l'augmentation de salaire de deux dollars l'heure qu'ils avaient accordée à leurs employés, la valeur de leurs actions et de leurs parts a augmenté.

Je voudrais savoir si le député appuierait une taxe sur la richesse pour les personnes qui gagnent de l'argent de cette façon pendant que leurs employés sont en difficulté à cause de la pandémie.

[Français]

**M. Richard Martel:** Madame la Présidente, il est très regrettable que l'on ait prorogé le Parlement pendant six semaines. Le gouvernement n'a pas permis que l'on siège en temps de pandémie, alors que jamais le Parlement n'avait été fermé en temps de crise. Cela ne nous a pas permis de travailler en comité ni de débattre de choses qui auraient été extrêmement importantes pour le gouvernement dans les prochains jours.

[Traduction]

**L'hon. Jim Carr (ministre de la Diversification du commerce international, Lib.):** Madame la Présidente, je serai heureux de partager mon temps avec la députée de Brampton-Sud.

Étonnamment, il s'est écoulé plus d'un an depuis la dernière fois que j'ai pris la parole en cette enceinte. Les circonstances et la vie en ont fait ainsi. J'ai vécu une soirée formidable le 19 octobre 2019, lorsque les gens de Winnipeg-Centre-Sud ont reconduit mon mandat à la Chambre des communes. Je tiens à les en remercier.



Le lendemain n'a pas été aussi heureux. J'ai appris que j'avais un cancer du sang — un myélome multiple — et que mes reins étaient en très mauvais état. Nous sommes ici aujourd'hui, moins d'un an plus tard, et je me sens fort. Je suis reconnaissant et prêt à travailler à l'instar de tant d'autres qui ont vécu leurs propres expériences. Je remercie le personnel infirmier, les médecins et le personnel de soutien d'ActionCancer Manitoba et de l'unité de dialyse du Centre des sciences de la santé de Winnipeg. Pour les soins bienveillants et remarquables qu'ils m'ont prodigués, ils font désormais partie de ma communauté.

Comme le monde a changé depuis. Personne n'a été à l'abri des effets de la COVID-19. Cette pandémie influe sur notre vie sociale, nos interactions avec les autres et notre mode de vie.

Le discours du Trône fait état de notre réponse à cette crise sanitaire et économique sans précédent, notamment des investissements de plusieurs milliards de dollars pour amortir les répercussions de la pandémie sur les personnes, les entreprises, les institutions et les collectivités. Nous avons compris que la rapidité pouvait donner lieu à des résultats imparfaits, et c'est pourquoi nous avons effectué des ajustements, chose que nous continuons de faire à mesure que nous tirons des leçons et que nous nous adaptons au contexte de cette pandémie qui évolue sans cesse.

[Français]

La pandémie a démontré que lorsque tous les paliers de gouvernement travaillent ensemble, cela produit les meilleurs résultats. Les Canadiens ne veulent pas que leurs dirigeants se chamaillent, se crient des noms et se dénigrent. Les démocraties, par leur nature, encouragent les dissidences. C'est ce qui rend notre système fort. Or, on devient vulnérable lorsque les débats deviennent désagréables.

• (1815)

[Traduction]

La pandémie a montré que, lorsque les gouvernements de tous les ordres travaillent ensemble, nous obtenons de meilleurs résultats. Il convient d'ailleurs de rappeler que les premiers ministres ont tenu 18 réunions depuis le début de la pandémie.

Les Canadiens ne veulent pas que leurs dirigeants se chamaillent, se lancent des injures et se dénigrent, aujourd'hui plus que jamais. Les démocraties, de par leur nature, encouragent la dissidence, et c'est ce qui fait la force de notre système, mais celui-ci s'affaiblit lorsque le débat tourne au vinaigre, comme nous l'avons vu récemment ailleurs.

L'une des grandes tâches du gouvernement consiste à déterminer le rythme du changement. Quoi que nous fassions, ce sera insuffisant pour certains et excessif pour d'autres. À vouloir satisfaire tout le monde, on ne contente personne. Ce que nous savons, c'est que la politique sociale et la prospérité économique sont toutes deux propices à l'édification du pays. Sans garderies, sans création d'emplois et sans croissance économique, nous sommes au ralenti. Si nos citoyens sont malades, incapables de travailler ou privés d'éducation ou de formation, nos collectivités ne peuvent pas réaliser leur plein potentiel.

La pandémie est la crise sanitaire et économique la plus importante de l'histoire moderne du Canada, mais nous viendrons à bout de cette période de turbulences et nous serons alors fin prêts à entamer le prochain chapitre de l'économie canadienne et de l'histoire du pays.

### L'Adresse

Le premier ministre, qui a dirigé l'effort du Canada avec empathie, sensibilité, intelligence et grâce, m'a demandé d'agir à titre de représentant spécial pour les Prairies. Je suis né et j'ai grandi dans les Prairies. C'est la région du pays où j'ai forgé mes valeurs et où j'ai compris l'importance d'avoir une connexion à la terre.

Winston Churchill se trouvait à Winnipeg le 22 janvier 1901, il y a près de 120 ans. C'est le jour où la reine Victoria est décédée. Churchill était à Winnipeg pour prononcer une allocution en échange d'une petite rémunération à titre de membre du Parlement britannique nouvellement élu, peu de temps après qu'il eut couvert la guerre des Boers comme journaliste. En regardant par la fenêtre de sa chambre d'hôtel, son regard s'est tourné vers l'ouest et il a déclaré qu'un jour, ces terres allaient nourrir le monde.

Comment M. Churchill aurait-il pu savoir que non seulement nous alimenterions le monde avec les cultures qu'il avait envisagées, mais que nous produirions aujourd'hui ce dont le monde a besoin et ce que le monde réclame, c'est-à-dire de l'énergie, des produits agricoles, des protéines végétales et animales, de l'intelligence artificielle, et ce, tout en renforçant les communautés et en réparant notre relation avec les peuples autochtones?

À bien des égards, les Prairies font figure de chef de file non seulement au Canada, mais aussi dans le monde. Ce leadership ne deviendra que plus important dans la quête des nations en vue de trouver des partenaires stables qui produisent ce dont elles ont besoin, c'est-à-dire ce dont nous avons tous besoin. Les Prairies d'aujourd'hui s'appuient sur l'assise qu'ont érigée les générations passées et que solidifient aujourd'hui les talentueux scientifiques et universitaires, de même que l'éthique professionnelle des producteurs de la région et de l'ensemble du pays. Dès que la pandémie se résorbera, nous serons prêts à accélérer les échanges commerciaux afin de créer davantage de richesse, ce qui nous permettra de répartir cette richesse de manière juste et inclusive.

J'ai eu l'honneur de représenter le Canada partout dans le monde à titre de ministre des Ressources naturelles et de ministre de la Diversification du commerce international. Mon expérience m'a appris que, immanquablement, nous sommes perçus par le reste du monde comme un pays chef de file, comme une démocratie stable financée par une abondance de ressources naturelles et humaines. Nous avons l'honneur de posséder un grand territoire, ce qui n'est pas sans présenter son lot de défis, et nous sommes motivés par les valeurs qui nous unissent. Nous survivrons à cette pandémie, et lorsque ce sera fait, les provinces des Prairies, l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba, contribueront à tracer la voie.

L'esprit d'entreprise et l'ingéniosité de l'Alberta de même que la richesse provenant de ses ressources naturelles vont permettre au Canada de passer à la prochaine génération du développement énergétique. Le processus est déjà amorcé, et on voit déjà des changements qui vont nous permettre d'évoluer dans ce nouveau contexte énergétique mondial. La province sera à l'avant-garde de la transformation, utilisant les ressources dont nous disposons maintenant pour faciliter la transition vers la nouvelle réalité énergétique.

La Saskatchewan regorge de terres fertiles et de producteurs, de commerçants, d'entrepreneurs et de bâtisseurs dynamiques, à l'avant-garde de la recherche et de la découverte. C'est une province commerçante, celle dont le commerce est le plus diversifié.

*L'Adresse*

Le Manitoba, ma province, qui célèbre sa 150<sup>e</sup> année, produit son électricité grâce à ses rivières aux eaux vives. Winnipeg, avec ses remarquables réalisations culturelles, attire les meilleurs créateurs. Nous avons accueilli des immigrants des quatre coins du monde qui ont enrichi nos collectivités et notre économie. Nous poursuivons avec enthousiasme la démarche essentielle de réconciliation avec l'appui des Manitobains. Comme l'a dit le premier ministre à l'Assemblée générale des Nations unies, « [p]our les Premières Nations, la Nation métisse et les Inuits du Canada, ces relations coloniales n'avaient rien à voir avec la force qu'apporte la diversité ou avec la célébration des différences ».

Aujourd'hui, les enfants marquent la Journée du chandail orange en l'honneur des survivants du système de pensionnats autochtones, la honte nationale du Canada, et de leur cheminement vers la guérison. Nous ne devons jamais oublier ce que les Autochtones nous ont appris. Sans leurs enseignements et leur protection, les premiers colons de la vallée de la rivière Rouge auraient été nombreux à ne pas survivre. Les peuples autochtones respectent la terre, l'eau et l'air parce qu'ils considèrent qu'ils ont l'obligation sacrée de les protéger. Les Prairies de l'Ouest canadien regorgent de richesses et recèlent un potentiel dont tous les Canadiens peuvent profiter. La diversité est féconde, nous le savons, mais c'est un défi de taille de l'incorporer dans le tissu national. Le Canada en a fait son projet national avant même de devenir un pays.

Je suis fier de faire partie de cette équipe, et quand je dis « équipe, » je ne parle pas seulement des députés de mon parti, mais de tous les députés qui partagent notre volonté de créer un Canada solide et prospère. L'avenir est prometteur. Nous surmontons ensemble les défis.

• (1820)

**M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC):** Madame la Présidente, je suis ravi d'avoir pu voir et écouter attentivement mon collègue de Winnipeg, étant donné que j'ai beaucoup de respect pour lui. Je suis très heureux de le savoir en pleine forme et j'espère le voir bientôt ici à Ottawa. Il est également plaisant d'entendre un ancien ministre parler en bien des ressources naturelles du Canada. J'espère que le premier ministre s'inspirera de son collègue de Winnipeg.

Mon collègue a parlé de Churchill et, à ce sujet, nous avons vu un gazouillis cette semaine émanant d'Andrew Leslie, général de l'armée canadienne à la retraite et ancien whip du Parti libéral, qui disait ceci: « Je me demande ce que penseraient nos grands premiers ministres. Pendant toute la Deuxième Guerre mondiale, jamais les premiers ministres Churchill et Mackenzie King n'ont cherché à limiter les débats, particulièrement en matière de crédits ».

Le député de Winnipeg-Centre-Sud est-il d'accord avec son ancien collègue, qui se demande pourquoi le gouvernement empêche le Parlement de débattre des dépenses?

**L'hon. Jim Carr:** Madame la Présidente, j'apprécie les bons mots de mon ami, et j'insiste sur le mot « ami ». Je le félicite de ses nouvelles responsabilités.

Nous aurons beaucoup de temps pour débattre du discours du Trône et des mesures législatives. Comme je l'ai déjà dit, quoi que nous fassions, ce sera insuffisant pour certains et excessif pour d'autres. Il doit y avoir un équilibre entre le temps à notre disposition et les pressions concurrentes. Je sais que mon ami manie très habilement la langue et qu'il optimisera le temps dont il dispose.

**M. Randall Garrison (Esquimalt—Saanich—Sooke, NPD):** Madame la Présidente, je veux moi aussi souhaiter un bon retour au député de Winnipeg-Centre-Sud. Il semble être en très bonne forme, et je tiens à saluer sa force.

La COVID a dévasté l'industrie touristique dans l'ensemble de ma circonscription. Je pense notamment aux Jardins-Butchart, à l'est, aux petites entreprises familiales de la pêche sportive et du tourisme, à l'ouest, y compris Wilson's Transportation, qui offre des services d'autobus nolisés, ainsi qu'aux sept terrains de golf et aux dizaines d'hôtels et de restaurants s'y trouvant. Dans leur ensemble, ces établissements représentent plusieurs milliers d'emplois dans ma circonscription.

Alors, ma question est la suivante. Étant donné la grande dépendance de ma circonscription à l'égard du tourisme en provenance des États-Unis, et compte tenu du fait que les entreprises ont perdu leur saison printanière, estivale et automnale et que le député de Winnipeg-Centre-Sud est un membre influent de son caucus, ce dernier se joindra-t-il à moi pour presser le gouvernement d'adopter une stratégie axée spécifiquement sur la relance de l'industrie touristique? Sinon, nous risquons de perdre à jamais des volets importants de nos infrastructures touristiques.

• (1825)

**L'hon. Jim Carr:** Madame la Présidente, en bref, la réponse est oui.

Le discours du Trône fait référence au tourisme, et nous savons tous à quel point ce secteur a été durement touché. Cela se reflète dans nos vies personnelles, notre famille, notre collectivité. Le secteur du tourisme englobe des compagnies aériennes, des aéroports, des hôtels, des restaurants et des industries culturelles.

Toute l'économie canadienne a beaucoup souffert de la pandémie, et nous savons que certaines industries ont été plus durement touchées que d'autres. Le député a raison de dire que l'industrie touristique est l'une d'entre elles et, oui, je joindrai ma voix à la sienne.

**M. William Amos (secrétaire parlementaire du ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie (Science), Lib.):** Madame la Présidente, je remercie le député de Winnipeg-Centre-Sud, un Canadien exceptionnel qui nous inspire chaque fois qu'il prend la parole à la Chambre. Je sais que de nombreux députés ont été très touchés en l'écoutant parler ainsi.

J'invite notre collègue à parler des contributions considérables de l'Ouest canadien aux efforts nationaux de lutte contre la COVID-19. Je pense notamment au travail réalisé par le centre VIDO-InterVac de l'Université de la Saskatchewan ainsi que d'autres établissements universitaires comme l'Université de l'Alberta. Je me demande s'il pourrait en dire davantage sur ces contributions.

**L'hon. Jim Carr:** Madame la Présidente, il y a aussi le laboratoire de microbiologie à Winnipeg.

Les universités des Prairies effectuent de la recherche de pointe dans bien des domaines qui concerne non seulement l'économie canadienne, mais aussi le commerce international. Il y a par exemple les grappes dans les domaines de l'agriculture à valeur ajoutée et des protéines en Saskatchewan. De nombreux travaux prometteurs sont réalisés, et cela nous placera dans une bonne situation après la pandémie.

Je remercie mon collègue d'avoir souligné le bon travail accompli dans les Prairies. J'aimerais avoir plus de temps pour en dire davantage à ce sujet.

**Mme Sonia Sidhu (Brampton-Sud, Lib.):** Madame la Présidente, d'abord, je suis très heureuse de voir mon collègue et ami de Winnipeg-Centre-Sud s'exprimer au nom des citoyens de sa circonscription aujourd'hui. Il est certain que nous aimerions entendre cet instrument de musique dont il joue si bien.

Je suis honorée de prendre la parole à la Chambre au nom des résidents de Brampton-Sud à l'appui du discours du Trône, qui présente la vision du gouvernement pour l'avenir du Canada. Le discours du Trône reconnaît la période difficile que traverse notre pays en raison de la pire crise sanitaire de notre génération. Il reconnaît également les mesures prises par le gouvernement pour soutenir les Canadiens durant la pandémie. Enfin, il énonce le plan de relance économique du gouvernement.

Au cours des six derniers mois, nous avons vu les Canadiens se mobiliser pour s'entraider. Plus que jamais, nous unissons nos efforts pour surmonter les difficultés qui découlent de la COVID-19. Des gens de partout dans ma circonscription racontent des histoires inspirantes de gestes bienveillants et d'actes de générosité, de jeunes bénévoles livrant l'épicerie à des aînés, d'organismes sans but lucratif ramassant des dons et d'entreprises essentielles au service de la collectivité.

Au début de la pandémie, le gouvernement a agi rapidement pour venir en aide aux familles et aux entreprises canadiennes. D'ailleurs, en Ontario, 97 % de tout le soutien financier direct provenaient du gouvernement fédéral. Environ neuf millions de Canadiens ont eu recours à la Prestation canadienne d'urgence pour payer leurs factures et soutenir leur famille en ces temps difficiles.

Les Canadiens avaient besoin d'une réponse forte et le gouvernement libéral était là pour soutenir directement les Canadiens qui avaient le plus besoin d'aide. Plus de 9 500 aînés de ma circonscription ont reçu un paiement ponctuel de TPS. Des milliers de travailleurs ont bénéficié de la Prestation canadienne d'urgence. De nombreuses entreprises ont eu recours à la subvention salariale, au compte d'entreprise du Canada et à d'autres mesures d'aide et les organismes communautaires ont également reçu du financement dont ils avaient un besoin urgent.

Par exemple, le camp Lady Ballers est un organisme de charité voué au développement physique, émotionnel et intellectuel des filles. Le gouvernement a soutenu cet organisme au moyen du programme Emplois d'été Canada et du Fonds d'urgence pour l'appui communautaire. Ces mesures ont permis à Lady Ballers de continuer ses activités et c'est la collectivité qui en profite.

J'ai eu le plaisir de rencontrer les représentants de certains organismes fantastiques de ma circonscription qui accomplissent un travail essentiel pendant la pandémie, des organismes tels que le Club de garçons et filles, Cancer Warrior Canada, le club des United Achievers, l'Association canadienne des individus retraités, le conseil des aînés de Brampton et de nombreux autres. Ils se sont mobilisés pour soutenir la collectivité. Je remercie de tout cœur tous les organismes qui sont venus en aide aux gens de Brampton en ces temps difficiles.

Le printemps dernier, mon équipe et moi avons travaillé sans relâche pour permettre aux gens de Brampton-Sud d'être réunis avec les membres de leur famille qui étaient coincés à l'étranger. Une personne de ma circonscription était coincée au Maroc et mon bureau a travaillé en étroite collaboration avec le ministre des Affaires étrangères, avec les services d'immigration, avec Sécurité publique Canada et avec Affaires mondiales Canada pour que cette personne

### *L'Adresse*

puisse rentrer au pays. Ce n'est que l'un des milliers d'exemples de ma circonscription et de partout au pays de gens qui sont reconnaissants de l'effort de rapatriement du gouvernement, le plus important de l'histoire du Canada.

Les travailleurs de la santé sont en première ligne depuis le début de cette lutte contre le virus. J'ai eu la chance de parler à beaucoup d'infirmières, de médecins et de membres du personnel hospitalier du Peel Memorial Centre, dans ma circonscription, ainsi qu'à des experts comme le Dr Lawrence Loh et le Dr Naveed Mohammad, qui font un excellent travail et dont le dévouement en fait de véritables héros. Je remercie les travailleurs de la santé de partout au pays des efforts incroyables qu'ils ont déployés. J'ai eu l'honneur de remercier certains d'entre eux lors de nombreuses manifestations qui célébraient le personnel soignant, tout en respectant les mesures de distanciation physique. Je pense notamment à la manifestation qui s'est tenue devant le foyer de personnes âgées Amica Peel Village.

En ce qui concerne les centres de soins de longue durée, les personnes âgées ont vécu une véritable tragédie lors de la première vague de la pandémie. C'est d'ailleurs dans ces centres que sont survenus 80 % des décès liés à la COVID au Canada. En mai, le rapport des Forces armées canadiennes sur cinq centres de soins de longue durée en Ontario a été profondément troublant pour beaucoup de gens de ma circonscription, dont moi.

#### • (1830)

L'un des cinq établissements de soins de longue durée mentionnés dans le rapport se trouve dans ma circonscription, Brampton-Sud. Depuis la publication du rapport des Forces armées canadiennes, j'ai travaillé avec de nombreux collègues pour réclamer de vrais changements pour les personnes âgées. J'en profite d'ailleurs pour les saluer, ce sont le député de Scarborough—Rouge Park, le député d'Etoibicoke-Centre, la députée de Pickering—Uxbridge, la députée de Humber River—Black Creek, le député de Mont-Royal et la députée d'Ottawa—Vanier. Je les remercie, ainsi que tous les autres, pour leur inlassable dévouement. Je me félicite des engagements que le gouvernement a pris pour établir de nouvelles normes nationales pour les établissements de soins de longue durée et pour modifier le Code criminel afin de sanctionner ceux qui négligent les personnes âgées confiées à leurs soins. Cette mesure ferait en sorte que les personnes âgées du Canada obtiennent ce qu'elles méritent, à savoir les meilleurs soins possible.

Le discours du Trône présente un excellent plan pour les travailleurs et les entreprises de Brampton-Sud et de tout le Canada d'ailleurs. Il prolonge la Subvention salariale d'urgence du Canada jusqu'à l'été prochain et élargit la portée du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes afin d'aider les propriétaires d'entreprises à subventionner leurs coûts fixes, ce qui leur donnera les moyens de traverser cette période difficile. Dans le cadre des efforts qu'il déploie pour rebâtir le Canada en mieux à la suite de la COVID-19, le gouvernement fédéral lancera une campagne visant à créer plus d'un million d'emplois et à rétablir le niveau d'emploi d'avant la pandémie. Il y parviendra en réalisant des investissements dans le logement, le transport en commun et les projets d'infrastructures vertes. J'attends avec impatience la mise en œuvre de cette campagne indispensable qui remettra les Canadiens au travail et qui aidera les collectivités comme la mienne.

*L'Adresse*

Nous avons également pris des mesures pour opérer un changement dans notre façon de prodiguer des soins. En mai, le gouvernement a réalisé un investissement de 240 millions de dollars dans l'élaboration, l'élargissement et le lancement d'outils virtuels en matière de soins et de santé mentale pour appuyer les Canadiens. Ces mesures garantiront que les Canadiens qui souffrent de maladies chroniques, comme le diabète, obtiennent les soins de qualité qu'ils méritent. Lorsque j'ai mené des consultations auprès des résidents de ma région, notamment auprès de membres de l'organisme pour personnes âgées CARP et de nombreux autres, j'ai compris qu'il y avait un besoin criant pour un régime national d'assurance-médicaments. Je suis heureuse que le gouvernement se soit engagé de nouveau à œuvrer en ce sens.

Les membres du Conseil jeunesse de ma circonscription et le Centre for Addiction and Mental Health, qui aide les personnes aux prises avec des problèmes de toxicomanie et de santé mentale, ont tenu à me dire à quel point il est important d'investir dans la santé mentale. Voilà pourquoi le gouvernement entend bonifier le tout premier Fonds d'innovation pour la promotion de la santé mentale, qui offre du financement à l'échelle nationale aux programmes communautaires de santé mentale. Le gouvernement est conscient que les investissements dans les infrastructures permettent de créer de bons emplois et d'assurer la vitalité des villes et des villages. Les habitants de Brampton ont compris que leur ville a besoin d'investissements de taille, et j'ai fait des pieds et des mains pour que nous ayons notre part. Nous avons par exemple obtenu 35 millions de dollars dans la foulée du Cadre de relance sécuritaire afin d'aider la Ville de Brampton. Grâce au plus gros investissement en matière de logement jamais réalisé par le gouvernement fédéral dans la région de Peel, nous pourrions créer plus de 2 200 logements à prix abordable et places en refuge. Le transport en commun n'est pas en reste, comme on l'a vu cet été, puisque le gouvernement fédéral a décidé d'investir environ 45 millions de dollars pour moderniser le réseau de transport public de Brampton. Le gouvernement a compris que le temps n'est pas à l'austérité et qu'il faut au contraire investir dans les villes, les villages et la population du Canada.

Les femmes, surtout celles à faible revenu, sont particulièrement touchées par la COVID-19, et je suis fière de voir, premièrement, que le gouvernement a tenu compte de leurs besoins, mais surtout qu'il frappera un grand coup en dotant le pays d'un réseau de services de garde abordables, inclusifs et de qualité. Ce futur réseau de la petite enfance, qui s'étendra d'un océan à l'autre, allégera le fardeau qui pèse sur les épaules des femmes et des familles.

Il y a peu, j'ai visité une garderie dans ma circonscription, Lullaboo Nursery, pour voir comment elle s'adaptait pendant la pandémie. J'ai été ravie de constater que ce service essentiel allait recevoir de l'aide. Soyons bien clairs: il ne peut pas y avoir de reprise sans les femmes.

Enfin, j'aimerais parler de la lutte en faveur de l'égalité raciale pour tous les Canadiens. Le discours du Trône en parle et prévoit des moyens pour lutter contre la haine en ligne, notamment l'adoption de mesures législatives visant à remédier aux inégalités systémiques et des réformes de la GRC. Brampton-Sud est une belle collectivité où il devrait faire bon vivre, en toute sécurité, quelles que soient sa religion, son orientation sexuelle ou la couleur de sa peau.

C'est un moment crucial pour le Canada, pour le changer en mieux. Le discours du Trône du gouvernement libéral propose des mesures audacieuses sur le plan de l'environnement, de l'économie et de l'égalité. Nous essayons, avant tout, de protéger les Canadiens

de la COVID-19 et de les aider à traverser la pandémie en restant à leurs côtés, ainsi qu'aux côtés des entreprises, et ce, aussi longtemps que la pandémie durera, et nous reconstruirons un Canada plus fort et plus résilient.

• (1835)

Nous nous engageons à prolonger les principales mesures d'aide afin d'aider les familles, les petites entreprises et les travailleurs canadiens pendant la crise de la COVID-19. Je demande à tous les députés de voter en faveur du projet de loi afin que les Canadiens continuent de recevoir l'aide dont ils ont besoin en cette période très difficile.

**M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NDP):** Madame la Présidente, à mon avis, l'une des grandes priorités de nombreux Canadiens est la prise de mesures pour lutter contre les changements climatiques et réduire nos émissions. Depuis cinq ans, à la Chambre, je martèle qu'il est nécessaire d'accélérer de façon marquée la rénovation des immeubles au Canada. Je ne parle pas seulement des maisons, mais aussi des immeubles commerciaux et des grands édifices. Le gouvernement libéral ne cesse de remettre cette question à plus tard et refile la responsabilité aux provinces. Dans le dernier budget, lors de la dernière session parlementaire, les libéraux ont même tenté de confier la tâche aux municipalités.

Je me demande ce que la députée peut dire à propos des mesures audacieuses que le gouvernement fédéral entend prendre pour rénover les immeubles au Canada, ce qui pourrait réduire grandement nos émissions.

**Mme Sonia Sidhu:** Madame la Présidente, je remercie le député de sa passion pour l'environnement.

Le gouvernement reconnaît qu'il faut continuer de renforcer la classe moyenne et rebâtir en mieux pendant cette période difficile pour aider les Canadiens. Je réitère notre appui envers les travailleurs du secteur de l'énergie verte. Des centaines de millions de dollars ont été accordés pour les soutenir par l'entremise de la subvention salariale. Je suis d'accord avec mon collègue sur le fait qu'une aide a été octroyée au cours des derniers mois — je pense à l'enveloppe de 1 milliard de dollars pour la réhabilitation de puits de pétrole abandonnés —, mais nous devons en faire plus. En investissant dans les infrastructures, en créant des emplois verts et en bâtissant des communautés saines, nous aidons également les Canadiens, et nous sommes déterminés à le faire.

• (1840)

**Mme Raquel Dancho (Kildonan—St. Paul, PCC):** Madame la Présidente, selon la députée de Brampton-Sud, le discours du Trône est très favorable aux femmes. Or, je remarque qu'un bon nombre des programmes du gouvernement destinés aux petites entreprises ne sont pas conçus de manière à être utiles aux femmes qui possèdent de petites entreprises dans ma circonscription. Ainsi, celles qui ont ce genre d'entreprise et fonctionnent avec des comptes bancaires personnels ne peuvent pas obtenir le prêt du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, même si le gouvernement libéral a annoncé le changement nécessaire il y a environ trois mois. Quant à l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial, il s'agit d'un programme qui touche des personnes qui ne sont pas nécessairement à l'aise de négocier une entente avec leur propriétaire pour le loyer.

*L'Adresse*

La députée pourrait-elle nous dire ce qu'elle pense du peu de cas que fait le gouvernement des entreprises appartenant à des femmes dans le discours du Trône?

**Mme Sonia Sidhu:** Madame la Présidente, selon des témoignages recueillis par le comité de la condition féminine, la pandémie de COVID-19 a frappé durement les femmes, plus particulièrement les femmes à faible revenu. La création de services de garde d'enfants de qualité à prix abordable et inclusifs peut aussi aider énormément les femmes.

Pour ce qui est de l'aide aux entreprises, nous savons que les choses sont difficiles pour les petites entreprises à l'heure actuelle. Plus de 300 000 demandes de subvention d'urgence ont été approuvées. Cela aide aussi des femmes. Je suis certainement d'accord avec ma collègue sur le fait que d'autres mesures s'imposent et nous avons l'intention d'en faire plus pour les femmes. Des services de garde d'enfants de qualité à prix abordable et inclusifs aident aussi les femmes à bien s'en sortir.

**L'hon. Bardish Chagger (ministre de la Diversité et de l'Inclusion et de la Jeunesse, Lib.):** Madame la Présidente, je suis gré à la députée de si bien comprendre l'étendue de la question, car le discours du Trône a couvert tellement de sujets. Il contenait quatre piliers. Elle a notamment parlé du racisme systémique. Nous savons qu'il existe au Canada, et elle m'a donné des occasions de rencontrer des gens de sa circonscription.

J'aimerais que la députée nous fasse part de certains commentaires que lui font les gens qu'elle représente. Comment faire en sorte de rebâtir en mieux et d'être consciemment inclusifs? Nous avons entendu des commentaires concernant l'environnement et les femmes, alors même sur la question de l'intersectionnalité, j'aimerais connaître son point de vue.

**Mme Sonia Sidhu:** Madame la Présidente, je suis d'accord avec ma collègue. Nous voulons vivre dans un pays inclusif où chacun se soucie des autres. Ces moments façonnent l'avenir du Canada. Le discours du Trône a façonné l'avenir du Canada pour le mieux. Le discours du Trône du gouvernement libéral a énoncé des mesures audacieuses.

De plus, sur la question du racisme systémique et de la propagande haineuse en ligne, nous nous engageons à en faire davantage. Nous prenons des mesures audacieuses pour répondre à ces questions.

Je suis d'accord avec la députée d'en face. Je la remercie d'avoir soulevé cette préoccupation. Nous sommes résolus à prendre des mesures supplémentaires. Il est clair que nous le ferons dans ce dossier.

**M. Greg McLean (Calgary-Centre, PCC):** Madame la Présidente, tout d'abord, je partagerai mon temps de parole avec la députée de Kildonan—St. Paul.

Si je devais choisir un titre pour le discours du Trône de cette année, je choisirais la devise du premier ministre: « L'heure n'est pas à l'austérité. »

Elle me plaît pour tellement de raisons, surtout considérant ce qui se passe dans le monde. J'aime aller au fond des choses, alors je suis remonté à la source et j'ai trouvé la définition du terme « austérité » qui s'applique au secteur économique. Il s'agit d'une mesure économique drastique ou exécutoire, surtout mise en place à l'échelle nationale.

Compte tenu de la situation dans laquelle se trouve notre nation, je suis tout à fait d'accord avec les mesures prises. Les Canadiens doivent avoir l'assurance que le gouvernement s'attaquera immédiatement au problème véritable avec lequel le pays est aux prises, c'est-à-dire une pandémie mondiale qui fauche des millions de vies partout sur la planète.

Pour tous ceux d'entre nous qui servent la population canadienne dans ce moment sans précédent de notre histoire, il est de notre devoir de faire tout en notre pouvoir pour créer les conditions qui permettront de réduire au minimum le nombre de Canadiens victimes du virus.

Premièrement, nous avons accès à des outils gouvernementaux qui permettent d'atténuer les conséquences sanitaires négatives, et nous devons employer la totalité des ressources mises à notre disposition et les financer suffisamment de manière à garantir une réponse efficace du système de santé canadien à cette pandémie.

Ensuite, nous devons atténuer les dommages à long terme qui pourraient survenir lorsque les Canadiens ressentiront les effets de l'arrêt de certains secteurs de l'économie rendu nécessaire pour lutter contre le virus. Certains secteurs de l'économie canadienne s'en sont plutôt bien tirés tandis que l'économie était initialement mise en veille. Malheureusement, il faudra des années à d'autres secteurs pour revenir à ce qu'ils étaient avant le mois de mars dernier. Il nous appartient de veiller à éliminer les obstacles structurels à la survie de ces industries, de manière à réduire au minimum le coût de l'insolvabilité et du redémarrage, car ces enjeux nous concernent tous.

En outre, les personnes qui travaillent au sein de ces industries et qui ont été formées pour exceller dans leur domaine doivent avoir l'heure juste sur la manière dont nous allons nous sortir de cette pandémie, même si nous ignorons le moment exact. Renoncer aux fruits d'une vie d'efforts et de sacrifices, tant personnels que financiers, n'est certainement pas une option. Adopter l'approche de l'austérité pour tenter d'atteindre les deux objectifs que je viens de décrire serait une erreur.

Je regarde ensuite la réaction du gouvernement à la pandémie et les bouleversements économiques que notre pays a connus jusqu'à maintenant: des programmes gouvernementaux qui ont coûté deux fois plus que ce qui a été perdu en revenus, des programmes d'intervention conçus à la hâte en lançant l'argent des contribuables canadiens au hasard sur un mur pour voir ce qui colle, diverses interventions ayant raté leur cible pour aider ceux qui ont besoin d'aide, et l'incompétence dont les contribuables devront faire les frais dans la conception et la mise en oeuvre des programmes, ce qui nous a donné le taux de chômage le plus élevé du G7 et les plus grandes dépenses par habitant de ce groupe de pairs du Canada.

Quoi qu'on en dise, ce sont les résultats qui comptent et le bilan du gouvernement est lamentable. Nous reconnaissons tous que des erreurs ont été commises en réponse à la pandémie et à la situation économique, et nous acceptons que des erreurs se produisent quand un gouvernement doit agir très rapidement pour régler une situation urgente. Cependant, il nous revient de tenir compte de ce que nous avons appris jusqu'à maintenant pour ne pas répéter les mêmes erreurs à l'avenir.

Ce n'est pas de l'austérité, c'est faire preuve de bon sens. Je ne sais pas pourquoi le gouvernement confond les deux.

### *L'Adresse*

J'aimerais maintenant parler de l'échec qu'est le discours du Trône. Il a été jugé vraiment nécessaire que le soi-disant Parlement, siégeant à peine, doive être prorogé au beau milieu de l'été.

Le gouvernement a échoué pour la première fois en induisant les Canadiens en erreur à propos de la viabilité financière. Voici les déclarations incohérentes à ce sujet dans le discours du Trône. Voici la première déclaration: « Étant donné les faibles taux d'intérêt, les banques centrales ne peuvent pas en faire davantage pour aider. » Voici la deuxième déclaration: « Ce gouvernement préservera les avantages fiscaux du Canada et restera guidé par les valeurs de la viabilité et de la prudence. » Voici la troisième déclaration: « Les gouvernements peuvent y arriver en conservant le faible coût des emprunts pour les décennies à venir. »

Étant donné que, dans les six derniers mois, la valeur des actifs de la banque centrale du pays, soit la Banque du Canada, a presque quintuplé, atteignant plus de 500 milliards de dollars, maintenir un faible taux d'intérêt fonctionne seulement parce que le seul acheteur des obligations du pays est la société d'État qui nous appartient. Notre dette est mal évaluée, et les Canadiens assument non seulement le coût de ces actifs, mais aussi le risque excessif qui s'y rattache.

• (1845)

Que se passera-t-il lorsque cette banque centrale indépendante décidera de ne plus acheter les titres de créances du gouvernement du Canada? Soit dit en passant, il ne s'agit pas de quelque chose que le gouvernement faisait à grande échelle avant cette année. Le gouvernement du Canada est-il désormais soumis aux caprices du gouverneur de la Banque du Canada? Ce qui était une banque centrale indépendante s'est soudainement transformé en banque centrale très puissante.

Ensuite, il y a dans le discours du Trône l'énoncé suivant: « poursuivre notre engagement à l'égard de la viabilité financière et de la croissance économique en tant que fondements d'une société forte et dynamique. » Chaque année depuis l'arrivée du gouvernement actuel au pouvoir, le Canada a dépensé au-delà de ses moyens, et il s'est retrouvé pris au dépourvu lorsqu'il a été confronté à une crise inattendue. La plus récente réponse du gouvernement à la situation est d'abandonner toute forme de cible budgétaire et de remplacer le ministre des Finances. Au moins, quelqu'un a été licencié pour toutes ces bêtises financières. Bien que je convienne que quelqu'un doit être tenu responsable du gâchis financier dans lequel le gouvernement a plongé le pays, j'ai fortement l'impression que dans ce cas-ci, le vrai problème est la personne qui a appuyé sur la gâchette.

Le gouvernement a échoué une deuxième fois en affichant son ambition démesurée de « rebâtir en mieux », à l'heure où le pays traverse un chapitre déterminant de son histoire. Tout d'abord, les libéraux devraient payer des redevances aux auteurs de leurs slogans électoraux, car il s'agit de subterfuges étatsuniens recyclés. Il s'agit d'un cliché. Le Canada a toujours su miser sur ses forces, et le secteur canadien des ressources naturelles est un chef de file mondial en matière de normes environnementales. Cette ambition démesurée, que bon nombre chiffrent à des centaines de milliards de dollars, ne prévoit aucune reddition de comptes pour obtenir des résultats environnementaux concrets. La pandémie est l'unique raison pour laquelle on envisage des mesures de cette envergure, après tout, pourquoi gaspiller une bonne crise. Le gouvernement parle de créer des millions d'emplois et il fait écho aux mêmes inepties contenues dans la stratégie en matière d'énergie verte de l'ancien gouvernement libéral de l'Ontario. Il n'est pas étonnant que leur

plan ait été élaboré par les mêmes concepteurs. Qui sont les principaux bénéficiaires d'une industrie qui paie la moitié du taux d'imposition des sociétés au Canada? Je le répète, il faut de la reddition de comptes.

Où sont les centaines de milliers d'emplois que l'on avait promis à l'Ontario, ces nouveaux emplois du secteur de l'énergie propre qui devaient compenser la perte des emplois découlant en grande partie par la hausse du prix de l'électricité en Ontario? Il faut dénoncer cette partie du discours du Trône pour ce qu'elle est: un mécanisme de sélection d'emplois et de subventions. Le gouvernement indique qu'il aime transférer l'argent des contribuables des régions productives de l'économie canadienne à d'autres régions qui ont plus d'influence sur le gouvernement. Il s'agit de trafic d'influence à l'extrême, un art dans lequel le gouvernement est passé maître. Les amis du gouvernement y gagnent, au détriment des contribuables canadiens.

Je cite un autre passage du discours du Trône: « Le Canada ne peut atteindre la cible zéro émission nette sans le savoir-faire du secteur de l'énergie [...] notamment les gens de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan et de Terre-Neuve-et-Labrador. » S'agit-il d'endroits reculés? On devrait envoyer l'auteur de ce passage du discours du Trône dans l'arrière-pays pour qu'il se rende compte que nous sommes tous Canadiens, désireux de bâtir un grand pays tout en apportant notre contribution à nos entreprises, à nos familles et à nos collectivités.

Je cite une dernière fois le discours: « Le gouvernement prendra ces mesures : soutenir les secteurs de la fabrication, des ressources naturelles et de l'énergie dans leurs efforts de transition vers un avenir zéro émission, en créant des emplois bien rémunérés et durables ».

S'il y a des idées contradictoires que j'entends souvent à Ottawa de la part des députés ministériels, c'est que les meilleurs scientifiques, les meilleurs ingénieurs et les meilleurs techniciens du pays doivent se recycler, mais qu'il faut se fier aux données scientifiques. Nos industries s'adaptent à un monde à faibles émissions de carbone. Le gouvernement est l'unique élément instable dans cette recherche d'un résultat viable. Je l'invite donc à porter attention aux gestes qu'il pose. La colère gronde. Les gens ne croient pas que l'intégrité ou le bon sens guident les gestes des libéraux. Le gouvernement n'a aucun député dans deux des provinces les plus performantes du pays.

Vous devez faire attention à ce que vous faites à ce pays. Je peux affirmer très clairement qu'il y a plus de tensions...

• (1850)

**La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes):** Je rappelle au député d'adresser ses observations à la Présidence et non à un député ou au gouvernement.

Nous passons aux questions et observations. Le député de Fleetwood—Port Kells a la parole.

**M. Ken Hardie (Fleetwood—Port Kells, Lib.):** Madame la Présidente, pendant une seconde, j'ai cru que le député allait devoir se faire rééduquer comme le porte-parole en matière de finances des conservateurs, parce que le chef conservateur parle de compassion et de faire progresser les choses, mais le député, lui, parle de vraie austérité.

On entend que l'unité nationale semble être liée au secteur de l'énergie, et il est facile de comprendre la frustration des gens en Alberta. Cependant, quand le nouveau chef conservateur était de passage au Québec, il a dit qu'il allait respecter l'opinion du Québec par rapport au fait qu'aucun pipeline ne devrait traverser cette province. Cela porte à croire que les conservateurs évoluent, mais ils essaient de jouer sur les deux tableaux, et je pense que cela va finir par les rattraper.

● (1855)

**M. Greg McLean:** Madame la Présidente, comme les députés le savent, je suis arrivé à Ottawa après les plus récentes élections. Cela fait donc presque une année que je suis ici. J'ai vécu une grande partie de la rééducation qui fait partie de la stratégie des libéraux pour démontrer comment le Canada fonctionne réellement. Toutefois, je représente une belle circonscription et je suis arrivé ici déjà éduqué. J'ai de l'expérience de vie, et je ne crois pas avoir besoin d'être rééduqué sur la situation économique d'un bout à l'autre du pays, surtout dans les régions qui produisent des ressources.

Le député de l'autre côté de la Chambre est généreux de m'offrir une rééducation sur la manière de considérer les emplois et l'économie dans notre pays. J'imagine que nous pourrions en débattre indéfiniment.

[Français]

**M. Martin Champoux (Drummond, BQ):** Madame la Présidente, je veux féliciter mon collègue de Calgary-Centre pour son discours très réfléchi et bien documenté.

Quand un nouveau chef arrive au Parti conservateur, il y a toujours une histoire d'amour qui se dessine avec le Québec. C'est généralement une rencontre express, mais nous en profiterons pendant que c'est encore chaud.

Il y a des sujets sur lesquels le Bloc québécois ne réussira pas à s'entendre avec le Parti conservateur. Je pense notamment au pétrole, pour lequel c'est peine perdue puisque nous ne sommes pas en faveur. Cependant, il existe certains sujets pour lesquels il y a des lueurs d'espoir, notamment quand j'entends parler d'emplois et de diversité.

J'aimerais entendre mon collègue parler de l'industrie aéronautique, un secteur qui assure 43 000 excellents emplois à des travailleurs du Québec. Montréal est le troisième pôle en aéronautique au monde. Ce secteur est un peu oublié dans le discours du Trône et dans les intentions du gouvernement et j'aimerais entendre mon collègue sur ce sujet particulièrement important pour les gens du Québec.

**M. Greg McLean:** Madame la Présidente, je remercie mon collègue du Québec.

Je suis d'accord avec lui en ce qui a trait au secteur aéronautique. Il s'agit d'un secteur qui est au cœur de l'activité économique du Québec, mais aussi du Canada, je crois. C'est un secteur important partout au Canada. Je ne sais pas si ce secteur a été mentionné dans le discours du Trône, mais je crois qu'il est important pour mon collègue et ses concitoyens québécois.

---

## MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

## Motion d'ajournement

[Traduction]

LE MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS

**Mme Rachel Blaney (North Island—Powell River, NPD):** Madame la Présidente, je suis très heureuse d'être là pour parler au nom des anciens combattants, qui ont si bien servi notre pays.

La semaine dernière, le 25 septembre, j'ai posé une question au gouvernement à propos des 40 000 anciens combattants qui sont toujours sur une liste d'attente pour recevoir leur pension d'invalidité. La réponse du gouvernement était à peu près la même que d'habitude, soit qu'il faut regarder tout ce que le gouvernement a accompli et ignorer le fait que plus de 40 000 anciens combattants attendent leurs prestations depuis des mois, voire depuis près de deux ans dans certains cas.

Je profite aussi de l'occasion pour rappeler aux Canadiens qu'en 2018, le député de Courtenay—Alberni a présenté une motion qui avait reçu l'appui unanime de la Chambre. Cette motion disait simplement que tout argent qui resterait à la fin de l'exercice financier allait être réinvesti dans le ministère des Anciens Combattants. Pour l'année dernière seulement, c'est 103 millions de dollars qui n'ont pas été dépensés et qui n'ont pas été réinvestis dans ce ministère.

Cette année, le directeur parlementaire du budget a publié un rapport. Je tiens tout d'abord à profiter de l'occasion pour l'en remercier. C'est un rapport que j'avais demandé. Je voulais bien comprendre la situation des anciens combattants qui étaient sur la liste d'attente. Nous avons entendu parler des 300 nouveaux travailleurs temporaires. C'est un point important de la conversation. Lorsque la liste d'attente est aussi longue, je ne pense pas que des travailleurs temporaires soient le meilleur choix. Ce devrait être des travailleurs à temps plein qui sont embauchés pour travailler et rester au ministère des Anciens Combattants. Nous avons entendu dire que 40 000 anciens combattants qui ont servi notre pays étaient sur la liste d'attente et qu'ils devront attendre encore deux ans et demi avant que l'arriéré soit éliminé.

Le rapport indique que si nous voulons que tous ces anciens combattants reçoivent les prestations auxquelles ils ont droit, le gouvernement doit embaucher 392 nouveaux employés à temps plein au ministère des Anciens Combattants. C'est très important. On y apprend que malgré les 300 nouveaux employés temporaires, le ministère doit embaucher 392 employés de plus pour que tous ces anciens combattants reçoivent les services et le soutien qu'ils méritent et qu'ils attendent.

Par ailleurs, beaucoup d'anciens combattants au Canada sont désespérés à cause du manque de soutien qu'ils reçoivent. Bon nombre d'entre eux ont soumis une demande pour la Prestation canadienne d'urgence et craignent grandement que cela ne leur cause des problèmes. J'ai demandé au ministre des Anciens Combattants de se pencher sur la question pour garantir que les anciens combattants attendant de recevoir leur pension d'invalidité n'aient pas d'ennuis pour avoir, en désespoir de cause, réclamé de l'aide au gouvernement.

*Motion d'ajournement*

Je veux informer tous les Canadiens que le directeur parlementaire du budget a aussi confirmé qu'un investissement de 128 millions de dollars d'ici à 2025 permettrait d'éliminer l'arriéré en l'espace d'un an puis de maintenir un bon niveau de service. Par conséquent, les anciens combattants qui attendent maintenant leur pension d'invalidité n'auront plus à attendre très longtemps pour que leur demande soit traitée. L'an dernier seulement, le gouvernement a laissé dormir 103 millions de dollars affectés au ministère des Anciens Combattants, sans réinvestir cet argent. Pensons à ce qui aurait pu être fait avec ces fonds. Le gouvernement doit rendre des comptes à ce sujet.

• (1900)

**M. Darrell Samson (secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale, Lib.):** Madame la Présidente, le dossier des anciens combattants revêt une importance capitale pour le gouvernement. Comme d'autres ministères, Anciens Combattants Canada s'est rapidement adapté à la pandémie afin de veiller à ce que les anciens combattants et leur famille continuent de recevoir les services et les prestations dont ils ont besoin.

[Français]

Pendant des mois, le ministre a consulté activement les intervenants d'Anciens Combattants Canada dans le cadre du groupe consultatif ministériel. Il a également discuté avec de nombreux vétérans de la façon dont eux et leur famille vivent la pandémie et du soutien que peut offrir le ministère. Depuis le début de la pandémie, Anciens Combattants Canada a mis en place de nombreux changements pour que les vétérans aient accès au soutien dont ils ont besoin.

[Traduction]

Les services de télésanté et de santé en ligne, qui permettent aux anciens combattants d'accéder aux soins de santé mentale, à la physiothérapie, à la thérapie occupationnelle et à d'autres traitements, et de recevoir ces traitements tout en respectant les mesures de distanciation sociale, sont maintenant couverts. Il n'est temporairement pas nécessaire d'obtenir une nouvelle ordonnance pour avoir accès aux services de santé, et le coût de l'équipement de protection individuelle nécessaire pour recevoir les traitements est maintenant remboursable.

[Français]

Tout au long de la pandémie, notre message aux vétérans n'a pas changé et est resté le même qu'avant: nous sommes là pour ceux qui ont tant accompli pour le Canada.

[Traduction]

En fait, nous avons versé plus de 500 millions de dollars en prestations directement aux anciens combattants depuis le début de la pandémie.

[Français]

Cela comprend la poursuite de notre travail visant à réduire les délais et à gérer le volume des demandes de prestations d'invalidité. En juin, nous avons présenté une stratégie visant à réduire les délais pour les vétérans. Cette stratégie prévoit une transformation de la façon dont les équipes sont organisées, une meilleure utilisation de la technologie et l'élimination de certaines étapes du processus.

[Traduction]

Je suis très fier que nous ayons accordé une somme supplémentaire de près de 200 millions de dollars pour faciliter et accélérer le processus décisionnel portant sur les prestations d'invalidité. Le rapport du directeur parlementaire du budget montre que le personnel nouvellement embauché grâce à ce financement additionnel contribuera grandement à réduire l'arriéré, mais ce rapport ne prend pas en compte les nombreuses mesures prises par le ministère des Anciens combattants pour rendre le processus encore plus rapide et plus efficace. Ces mesures incluent la rationalisation du processus décisionnel relatif aux prestations et aux programmes pour que les cas moins complexes soient traités en moins de temps. Les demandes de prestations pour invalidité sont maintenant triées pour que le ministère puisse accélérer le traitement dans les cas qui présentent un risque plus élevé. Bien sûr, nous avons de plus embauché des centaines d'employés, notamment des gestionnaires de cas, pour venir directement en aide aux anciens combattants, pour traiter les demandes de prestations d'invalidité et pour administrer le programme de la pension à vie, qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril.

• (1905)

[Français]

Je tiens à souligner que le projet de loi C-4 prévoit 20 millions de dollars pour ces organisations qui appuient les vétérans.

[Traduction]

Ainsi, pendant la pandémie, les anciens membres des Forces canadiennes et de la GRC ainsi que leur famille continuent de recevoir l'aide dont ils ont besoin tandis qu'Anciens Combattants Canada continue de faire le nécessaire pour réduire les délais.

**Mme Rachel Blaney:** Madame la Présidente, le député dit que la relation avec les anciens combattants est la plus importante pour le gouvernement. Il faudra les ajouter à la liste.

Le directeur parlementaire du budget est sans équivoque. Malgré les mesures prises par le gouvernement, les anciens combattants devront tout de même attendre deux ans et demi juste pour régler les 40 000 demandes en attente, sans compter les nouvelles demandes qui viendront s'y ajouter. Je ne comprends toujours pas pourquoi le gouvernement n'a pas réinvesti les fonds inutilisés comme le prévoyait la motion que les libéraux ont appuyée à l'unanimité à la Chambre. En outre, je n'ai obtenu aucune réponse à propos de la Prestation canadienne d'urgence. Les anciens combattants peuvent-ils s'en prévaloir?

Nous devons défendre les intérêts des Canadiens. Nous devons défendre ceux qui se sont battus pour nous, car c'est ce qu'ont fait les anciens combattants. Je tiens mordicus à régler cette question.

**M. Darrell Samson:** Madame la Présidente, le gouvernement du Canada est reconnaissant envers les anciens combattants. Il leur est reconnaissant de ce qu'ils ont fait pour défendre la paix, la liberté et les valeurs qui sont chères à notre pays. Cette gratitude, il ne l'exprime pas seulement par des mots, mais aussi par des actions. Ainsi, le gouvernement libéral veille à ce que les anciens combattants sachent quelles prestations leur sont offertes et à ce qu'ils puissent les obtenir le plus rapidement possible. Il veille à ce qu'ils aient accès à tout ce dont ils ont besoin pour faire une transition réussie vers la vie civile. Il voit à ce que les préoccupations des anciens combattants soient entendues et à ce qu'on y réponde.

Nous allons toujours continuer de tenter d'améliorer la situation des anciens combattants et de leur famille.



## LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC):** Madame la Présidente, je prends la parole aujourd'hui pour parler des crimes horribles dont sont victimes les musulmans ouïghours en Chine. De plus en plus de Canadiens et, à coup sûr, de parlementaires prennent conscience de la situation. Nous avons des preuves irréfutables que des musulmans ouïghours en Chine sont envoyés dans des camps de concentration. D'ailleurs, un expert a déclaré au Sous-comité des droits internationaux de la personne qu'il s'agit de la plus grande détention massive d'une communauté minoritaire depuis l'Holocauste.

On parle d'un effort systématique, appuyé par la haute technologie, en vue de détruire la culture, la foi et, en somme, le peuple ouïghours. Les témoignages que nous avons entendus devant, entre autres, le sous-comité mettent en évidence un effort systématique pour entraver les naissances au sein de la communauté ouïghoure par le recours à des avortements forcés, la stérilisation forcée et l'insertion forcée de stérilets. Ces crimes horribles et indescriptibles, dont le Sous-comité des droits internationaux de la personne a entendu parler, attirent de plus en plus d'attention dans le monde entier.

Le Canada doit agir. Notre pays a une responsabilité en tant que signataire de la convention internationale pour la prévention des génocides, mais aussi du simple fait que nous sommes tous des êtres humains. Nous avons la responsabilité d'intervenir lorsque nous entendons ce genre d'information sur les horreurs infligées aux musulmans ouïghours en Chine.

J'ai très souvent abordé le sujet avec le ministre des Affaires étrangères. Je lui ai demandé de nommer ce crime par son nom, de s'engager à agir, d'honorer les obligations du Canada aux termes de cette même convention, de reconnaître un génocide quand il s'en produit un et d'honorer le principe dit de la responsabilité de protéger même sans certitude absolue, pourvu qu'il y ait des preuves crédibles. À partir du moment où des preuves crédibles permettent de conclure qu'un génocide est en train de se produire, la convention oblige le Canada à agir, car il a la responsabilité de protéger les populations vulnérables. Il s'agit d'un engagement international on ne peut plus clair.

Pourtant, le ministre des Affaires étrangères du Canada n'est jamais vraiment passé à l'action, se contentant de se dire profondément consterné et navré par ces événements. Sa réponse à ma dernière question fait allusion à une déclaration qu'il a cosignée et précise qu'il a demandé à divers responsables onusiens s'il y avait lieu d'aller plus loin. Le ministre sait pertinemment qu'il a manqué à sa responsabilité de protéger en refusant de reconnaître les faits tels qu'ils sont et de réagir.

Nous allons continuer d'interpeller le gouvernement par respect pour les obligations internationales du Canada, mais aussi par simple décence humaine face aux engagements pris par le Canada après la Seconde Guerre mondiale, lorsque nous avons dit « plus jamais ». Nous devons respecter nos engagements afin que, plus jamais, un peuple ne soit victime de l'extermination de masse que subissent actuellement les Ouïghours au Turkestan oriental.

Le gouvernement doit reconnaître qu'un crime est en train de se produire. J'ai demandé au ministre s'il allait employer le terme « génocide » ou l'expression « crimes contre l'humanité », mais cette reconnaissance n'a toujours pas eu lieu.

*Motion d'ajournement*

Le gouvernement doit être prêt à imposer des sanctions Magnitski et des conséquences concrètes au moyen de sanctions ciblant les personnes impliquées dans ces terribles atrocités. Je sais que le gouvernement est capable de se servir de la Loi de Magnitski. Il s'en est servi dans le cas du Bélarus, mais il ne l'a pas encore fait concernant ce que subissent présentement les musulmans ouïghours en Chine.

Je demande au ministre ou à la personne qui répondra en son nom si on imposera des sanctions Magnitsky. Il y a quelques mois, le ministre a dit qu'il l'envisageait. Des mois se sont écoulés et les atrocités continuent. Imposera-t-il des sanctions Magnitsky? Nous devons apporter des réformes à nos chaînes d'approvisionnement pour exclure de nos importations les produits issus du travail forcé des Ouïghours. Prendra-t-il ces mesures concrètes? Les bons sentiments ne suffisent pas. Il faut agir pour respecter nos obligations internationales.

• (1910)

**M. Darrell Samson (secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale, Lib.):** Madame la Présidente, la promotion et la protection des droits de la personne font partie intégrante de la politique étrangère du Canada, et le gouvernement du Canada dialogue avec la Chine.

[Français]

La violation généralisée, par les autorités chinoises, des droits des Ouïghours de la région autonome ouïgoure du Xinjiang, sous prétexte de lutter contre le terrorisme, est profondément préoccupante.

Le gouvernement est préoccupé par les détentions arbitraires massives, la surveillance répressive généralisée, la torture et les mauvais traitements, les rapports faisant état de travaux forcés et de la stérilisation forcée ainsi que de la séparation arbitraire massive des enfants et de leurs parents.

[Traduction]

Ces actions vont à l'encontre de la constitution de la Chine, elles violent ses propres obligations internationales en matière de droits de la personne et elles contreviennent à la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations unies.

[Français]

Le Canada a fait part de ses préoccupations à de nombreuses occasions, en public et en privé, dans des forums multilatéraux et lors de conversations bilatérales avec les autorités chinoises.

[Traduction]

Nous avons fait un certain nombre de déclarations aux Nations unies. À titre d'exemple, en juin 2020, le Canada s'est joint à une déclaration dans laquelle plus de 20 pays se disaient préoccupés de la situation des Ouïghours et d'autres minorités du Xinjiang. Nous avons conjointement demandé l'accès sans entrave des observateurs indépendants au Xinjiang, y compris la haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme. Nous avons lancé un appel similaire dans une déclaration cosignée par plus d'une vingtaine de pays à l'Assemblée générale des Nations unies en octobre 2019. Nous continuons de travailler avec d'autres pays à soulever cette question sur la scène internationale à la moindre occasion.

*Motion d'ajournement*

[Français]

Le Canada continue d'aborder cette question auprès des autorités chinoises, à tous les niveaux.

[Traduction]

Le Canada adapte ses réponses en fonction de chaque situation. Nous privilégions une approche judicieuse pour décider d'imposer des sanctions ou d'opter pour les autres mesures diplomatiques à notre disposition.

[Français]

Je souhaite assurer à mes collègues que la promotion et la protection des droits de la personne sont des priorités de la politique étrangère du Canada.

Le gouvernement du Canada continuera de faire part de ses préoccupations au sujet des droits de la personne dans la région du Xinjiang et dans toute la Chine. Il continuera d'appeler la Chine à respecter ses obligations internationales.

[Traduction]

**M. Garnett Genuis:** Madame la Présidente, lorsque je regarde la réponse du gouvernement dans ce dossier, j'oscille entre la colère et la déception. Je ne blâme pas le secrétaire parlementaire. Il assume les fonctions de secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale. Ce dossier n'est même pas le sien. Le secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères et le ministre des Affaires étrangères ne sont pas ici et ils ont envoyé un secrétaire parlementaire dont le dossier n'est pas...

• (1915)

**La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes):** Je rappelle au député qu'il ne faut pas souligner la présence ou l'absence d'une personne.

**M. Garnett Genuis:** Madame la Présidente, je ne cherche pas à souligner la présence ou l'absence d'une personne, mais à signaler que les réponses sont lues par un secrétaire parlementaire qui ne s'occupe pas de ce dossier. Je ne lui reproche donc pas d'être incapable de répondre à des questions pointues, mais j'aimerais vrai-

ment que le gouvernement confie aux responsables de ce dossier la tâche de nous fournir les réponses et de nous expliquer pourquoi les sanctions Magnitski sont appropriées dans le cas du Bélarus mais pas dans celui de la Chine, théâtre d'un génocide, de crimes horribles et de crimes contre l'humanité. Les personnes qui répondent ne sont même pas les responsables de ce dossier.

Le secrétaire parlementaire pourrait-il tenter d'éclaircir certains points, en fonction de ses capacités? Pourquoi ne pouvons-nous pas demander des comptes aux responsables des déportations vers des camps de concentration et de la stérilisation forcée et systémique? Pourquoi ne pouvons-nous pas les tenir responsables de ces actions?

**M. Darrell Samson:** Madame la Présidente, les nombreuses violations des droits de la personne commises contre les Ouïghours par les autorités chinoises au Xinjiang continuent d'inquiéter le gouvernement.

[Français]

Ces actions, contraires à la propre Constitution de la Chine, constituent une violation de ses obligations internationales en matière de droits de la personne et sont incompatibles avec la stratégie antiterroriste mondiale des Nations unies.

[Traduction]

Le gouvernement a soulevé ses préoccupations à de multiples reprises, en public et en privé, sur des tribunes multilatérales et lors de rencontres bilatérales.

[Français]

Soyez assurés que la promotion et la protection des droits de la personne constituent une partie importante de notre engagement avec la Chine. Le Canada continuera d'aborder cette question auprès des autorités chinoises, et ce, à tous les niveaux.

**La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes):** La motion portant que la Chambre s'ajourne maintenant est réputée adoptée. La Chambre s'ajourne donc à demain, à 10 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 19 h 16.)







M. Poilievre .....	343
M. Trudeau .....	343
<b>La sécurité publique</b>	
Mme Stubbs .....	343
M. Trudeau .....	343
Mme Stubbs .....	343
M. Trudeau .....	343
<b>L'industrie aérospatiale</b>	
M. Savard-Tremblay .....	344
M. Trudeau .....	344
M. Savard-Tremblay .....	344
M. Trudeau .....	344
<b>Les affaires autochtones</b>	
M. Vidal .....	344
M. Trudeau .....	344
Mme McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo) .....	344
M. Trudeau .....	344
M. Mazier .....	344
M. Trudeau .....	345
<b>Le multiculturalisme</b>	
Mme Yip .....	345
M. Trudeau .....	345
<b>La Gendarmerie royale du Canada</b>	
M. Hallan .....	345
M. Trudeau .....	345
<b>La santé</b>	
M. Doherty .....	345
M. Trudeau .....	345
<b>La sécurité publique</b>	
M. Saroya .....	346
M. Trudeau .....	346
<b>Les programmes gouvernementaux</b>	
M. Dubourg .....	346
M. Trudeau .....	346
<b>L'industrie aéronautique</b>	
M. Boulerice .....	346
M. Trudeau .....	346

## AFFAIRES COURANTES

<b>Le Budget principal des dépenses 2020-2021</b>	
M. Duclos .....	346
<b>Les affaires étrangères</b>	
M. Oliphant .....	347
<b>L'ombudsman fédéral des victimes d'actes criminels</b>	
M. Lametti .....	347
<b>La Journée du chandail orange</b>	
Mme Bennett .....	347
Mme McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo) .....	348
Mme Gill .....	348
Mme Gazan .....	349
M. Manly .....	349

<b>Loi sur l'aide financière aux études postsecondaires pour les personnes handicapées</b>	
M. Davies .....	351
Projet de loi C-246. Présentation et première lecture .....	351
<b>Le calendrier de la Chambre des communes</b>	
M. Lamoureux .....	351
Motion .....	351
Adoption de la motion .....	351
<b>Pétitions</b>	
<b>Les droits de la personne</b>	
M. Genuis .....	351
<b>L'environnement</b>	
M. Cannings .....	351
<b>Les droits de la personne</b>	
M. Chiu .....	352
<b>Les affaires étrangères</b>	
M. Duvall .....	352
<b>Le saumon sauvage</b>	
Mme May (Saanich—Gulf Islands) .....	352
<b>Les plantes et les champignons psychotropes</b>	
M. Manly .....	352
<b>L'accès aux médicaments</b>	
M. Strahl .....	352
<b>Questions au Feuilleton</b>	
M. Lamoureux .....	352
<b>Privilège</b>	
<b>La divulgation prématurée alléguée du contenu du projet de loi C-7</b>	
Le Président .....	352

## DISCOURS DU TRÔNE

<b>Reprise du débat sur l'Adresse en réponse</b>	
M. O'Toole .....	353
M. Lamoureux .....	360
M. Lemire .....	361
Mme Blaney (North Island—Powell River) .....	361
Mme Lambropoulos .....	361
M. Kurek .....	363
M. Champoux .....	363
M. Masse .....	364
M. Samson .....	364
M. Brassard .....	365
Mme Gaudreau .....	366
M. Davies .....	366
M. Easter .....	366
M. MacGregor .....	368
M. Steinley .....	368
M. Champoux .....	368
M. Martel .....	369
M. Lamoureux .....	370
M. Simard .....	370
M. Manly .....	370
M. Carr .....	370
M. Deltell .....	372
M. Garrison .....	372

M. Amos.....	372
Mme Sidhu (Brampton-Sud).....	373
M. Cannings.....	374
Mme Dancho.....	374
Mme Chagger.....	375
M. McLean.....	375
M. Hardie.....	376
M. Champoux.....	377

## MOTION D'AJOURNEMENT

### Le ministère des Anciens Combattants

Mme Blaney (North Island—Powell River).....	377
M. Samson.....	378

### Les affaires étrangères

M. Genuis.....	379
M. Samson.....	379

Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :  
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>